

LES INCITATIFS POUR RÉDUIRE LA CONSOMMATION DES PRODUITS À USAGE UNIQUE FORTEMENT GÉNÉRATEURS DE DÉCHETS

par

Chantal Cameron

Essai présenté au Centre Universitaire de Formation en Environnement en vue de
l'obtention du grade de maître en environnement (M.Env.)

CENTRE UNIVERSITAIRE DE FORMATION EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

St-Basile-le-Grand, Québec, Canada, janvier 2009

IDENTIFICATION SIGNALÉTIQUE

LES INCITATIFS POUR RÉDUIRE LA CONSOMMATION DES PRODUITS À USAGE UNIQUE GÉNÉRATEURS DE DÉCHETS

Chantal Cameron

Essai effectué en vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Marc Olivier

Université de Sherbrooke

janvier 2009

Mots clés : produits jetables, produits à usage unique, emballages, gestion des matières résiduelles, sacs de plastique, tarification incitative, zéro déchet, Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, 3RV-E.

Les produits à usage unique sont présents partout. Des pays européens, plusieurs villes américaines et certaines communautés à travers le monde ont développé des mécanismes afin de mieux gérer les emballages, les sacs de plastique et les produits jetables. La comparaison des avantages, des inconvénients et des résultats obtenus suite à la mise en place de ces mécanismes permet de dégager les solutions pour que le Québec réduise sa consommation de produits à usage unique générateurs de déchets. Une politique de zéro déchet, une tarification incitative basée sur le poids ou le volume et la taxation de certains produits jetables devraient être considérés par le gouvernement du Québec lors de l'élaboration en 2009 de la troisième *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* afin de réduire la consommation de ces produits.

SOMMAIRE

L'augmentation du pouvoir d'achat des familles, suite à la Seconde Guerre mondiale, encourage les consommateurs à se procurer des produits qui allient simplicité et efficacité. C'est dans ce contexte que les produits à usage unique font leur apparition dans les ménages de plusieurs pays industrialisés. La publicité contribue au développement de ces nouveaux « besoins » et valorise la notion du « consommez, jetez ». Or, de nombreuses ressources sont utilisées pour fabriquer ces produits non durables qui se retrouvent trop souvent dans les sites d'enfouissement et contribuent ainsi à l'augmentation des matières résiduelles éliminées. Cette pratique généralisée peut être assimilée à une forme de gaspillage de ressources non renouvelables. Pour renverser cette tendance, la réduction à la source des produits à usage unique doit être considérée.

Depuis quelques années, des politiques, des règlements ou des accords volontaires sont élaborés afin de mieux gérer et de réduire la consommation des emballages, des jetables et des sacs de plastique. L'Allemagne, la France, la Belgique, et même les États-Unis, proposent diverses mesures qui permettent de réduire la consommation de certains produits à usage unique générateurs de déchets.

Le présent essai a pour objectif de formuler des recommandations, sous la forme d'un plan d'intervention, à la problématique des produits à usage unique, pour permettre au Québec de réduire la consommation de ces produits. Afin d'établir le contexte de l'étude, la problématique des produits à usage unique fortement générateurs de déchets et les mécanismes québécois actuels liés à la gestion de ces produits ont été exposés. Les avantages, les inconvénients et les résultats obtenus suite à la mise en place de certaines mesures incitatives, comme la taxation des produits jetables, les mécanismes d'intervention pour les emballages, les politiques zéro déchet ou la tarification incitative des matières résiduelles, ont été comparés dans plusieurs pays. Cette analyse a permis d'identifier les mécanismes qui pouvaient compléter ceux établis par le Québec.

L'implantation d'une politique de zéro déchet, d'une tarification incitative des matières résiduelles et d'une taxe sur certains produits à usage unique, accompagnée de campagnes de sensibilisation, pourrait permettre au Québec de réduire sa consommation de produits à

usage unique générateurs de déchets. Afin de faciliter l'implantation de ces trois mesures, un plan d'intervention a été proposé pour chacune d'elles. Des modifications aux mécanismes existants, tels le régime de compensation et les redevances sur l'élimination, sont également suggérées afin de rendre ces mécanismes compatibles avec les nouvelles mesures proposées. La sensibilisation des municipalités, des producteurs et des consommateurs avant, pendant et après l'implantation de ces mesures, devra être assurée afin d'atteindre les objectifs de réduction visés.

REMERCIEMENTS

Je tiens sincèrement à remercier mon directeur d'essai Marc Olivier qui a gentiment accepté de me superviser, et ce malgré son horaire chargé.

Je tiens également à remercier mon conjoint Tristan Harvey qui a su m'apporter l'encouragement et le soutien nécessaire et qui a relu mes textes avec intérêt. Je remercie également mon employeur qui m'a permis d'adapter mes horaires ainsi que ma famille et mes amis qui m'ont accompagnée moralement tout au long de cet essai.

William maman sera bientôt plus disponible pour toi.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1 LA PROBLÉMATIQUE DES PRODUITS À USAGE UNIQUE FORTEMENT GÉNÉRATEURS DE DÉCHETS	3
1.1 Définitions et exclusions	4
1.2 Des chiffres à l'appui	5
1.3 La nécessité de réduire à la source	6
2 LE CONTEXTE QUÉBÉCOIS	8
2.1 Du pollueur-payeur à la responsabilité élargie du producteur	8
2.2 Les outils de gestion actuels des produits à usage unique.....	9
2.2.1 Les emballages	10
2.2.2 Les contenants	11
2.2.3 Les sacs de plastique	13
2.2.4 Les redevances pour l'élimination des matières résiduelles.....	14
2.3 Le Plan d'action québécois sur la gestion des matières résiduelles 1998-2008	15
2.4 Quelques perspectives et enjeux selon la Commission des transports et de l'environnement.....	16
3 LE CONTEXTE MONDIAL	19
3.1 Quelques mécanismes de gestion des produits à usage unique.....	19
3.2 La tarification des produits à usage unique.....	20

3.2.1	La taxation des sacs de plastique.....	21
3.2.2	Les projets européens	23
3.2.3	La taxe « pique-nique » en Belgique.....	24
3.2.4	Les problèmes liés à la tarification.....	26
3.3	Les différentes formes de responsabilité élargie du producteur.....	26
3.3.1	Les mécanismes d'intervention pour les emballages	28
3.4	L'interdiction et la taxation des contenants à remplissage unique.....	34
3.5	Les politiques d'enfouissement zéro et de zéro déchet.....	35
3.5.1	Les politiques de zéro déchet dans le monde	36
3.6	Le concept « Pay-As-You-Throw »	39
3.6.1	Les types de programmes et la tarification.....	40
3.6.2	Les programmes de tarification incitative des matières résiduelles dans le monde	42
3.7	La nécessité de l'information, de la sensibilisation et de l'éducation.....	44
4	DES PROPOSITIONS POUR LE QUÉBEC	47
4.1	Les mesures gagnantes pour le Québec	47
4.2	Présentation d'une politique de zéro déchet.....	55
4.2.1	L'échéancier de la politique	56
4.2.2	La sensibilisation à la politique	57
4.3	L'implantation d'une tarification incitative sur les matières résiduelles	58

4.3.1	Les étapes préalables à la tarification.....	58
4.3.2	Les objectifs du programme	59
4.3.3	Le choix du programme et son implantation.....	59
4.3.4	La nécessité des moyens de contrôle.....	62
4.3.5	La tarification et le paiement par les citoyens	63
4.3.6	La sensibilisation à la politique	65
4.4	La taxation des produits à usage unique	65
4.4.1	Les produits visés et exclus	66
4.4.2	L'implantation de la taxe.....	68
4.4.3	La tarification et le paiement par les citoyens	68
4.4.4	La campagne d'information sur les produits durables et sur la taxation des produits jetables.....	69
4.5	Les modifications aux mécanismes existants.....	69
4.5.1	Le système de consignation.....	69
4.5.2	Le régime de compensation.....	70
4.5.3	Les redevances sur l'élimination des matières résiduelles	71
CONCLUSION		73
RÉFÉRENCES		76
ANNEXE 1 BIBLIOGRAPHIE		89
ANNEXE 2 TARIFICATION INCITATIVE DANS LE MONDE		95

ANNEXE 3	MODIFICATIONS PROPOSÉES À LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES 2009-2019	99
ANNEXE 4	BROCHURE SUR LE ZÉRO DÉCHET.....	107
ANNEXE 5	CAPSULE RADIO SUR LE ZÉRO DÉCHET.....	109
ANNEXE 6	BROCHURE SUR LA TARIFICATION INCITATIVE	111
ANNEXE 7	CAPSULES RADIO SUR LA TARIFICATION INCITATIVE.....	113
ANNEXE 8	PUBLICITÉS IMPRIMÉES SUR LES PRODUITS DURABLES	116
ANNEXE 9	CAPSULE RADIO SUR LES PRODUITS DURABLES	119
ANNEXE 10	BROCHURE SUR LA TAXATION DES PRODUITS JETABLES	121
ANNEXE 11	CAPSULES RADIO SUR LES PRODUITS SUREMBALLÉS.....	123
ANNEXE 12	EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES.....	126

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 1.1	Quantité de matières résiduelles générées, récupérées et éliminées en 1998 et 2006	5
Figure 1.2	Importance des dépenses personnelles consacrées aux biens de consommation en 2001	6
Figure 2.1	Comparaison des objectifs et de la mise en valeur réelle des matières résiduelles dans les secteurs ICI et municipal	16
Figure 3.1	Relation entre la consommation d'emballages et le PIB en Allemagne.. ..	30
Tableau 2.1	Avantages et inconvénients de la RÉP	9
Tableau 2.2	Consignes perçues selon le type de contenants utilisés	12
Tableau 3.1	Quelques mécanismes de gestion des produits à usage unique	19
Tableau 3.2	Taxes perçues pour les sacs de plastique dans le monde.....	22
Tableau 3.3	La taxation des produits jetables en Belgique	25
Tableau 3.4	Les différentes formes de responsabilité élargie du producteur.	27
Tableau 3.5	Comparaison des caractéristiques principales du système français et du système allemand pour les emballages	32
Tableau 3.6	Effets de la politique de zéro déchet dans quelques villes	38
Tableau 3.7	La tarification incitative et ses variantes.	42
Tableau 4.1	Comparaison des différentes mesures présentées.....	48
Tableau 4.2	Résumé d'un échéancier pour implanter un programme de tarification incitative	61

Tableau 4.3	Produit jetable et produit de remplacement.....	66
-------------	---	----

LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

3RV-E	Réduction, réemploi, recyclage, valorisation, élimination
5RV-E	Réduction, récupération, réemploi, recyclage, réutilisation, valorisation, élimination
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (France)
ACV	Analyse de cycle de vie
BAPE	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
CCME	Conférence canadienne des ministres de l'environnement
CRM	Contenant à remplissage multiple
CRU	Contenant à remplissage unique
DEFRA	<i>Department for the Environment, Food and Rural Affairs</i> (Royaume-uni)
DSD	<i>Duales System Deutschland</i> (Allemagne)
ÉEQ	Éco Entreprises Québec
EPA	<i>Environmental Protection Agency</i> (États-Unis)
ICI	Industries, commerces et institutions
LET	Lieu d'enfouissement technique
MEDAD	Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables (France)

MEDEF	Mouvement des Entreprises de France
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (Québec)
MRC	Municipalité régionale de comté
NIMBY	« <i>Not In My Back Yard</i> » ou « Syndrome pas dans ma cour »
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
PGMR	Plan de gestion des matières résiduelles
RDD	Résidus domestiques dangereux
RÉP	Responsabilité élargie du producteur
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

LEXIQUE

Mise en valeur	Toute forme d'application des 3RV. Le réemploi est un exemple de mise en valeur.
Valorisation	Transformation chimique d'un matériau pour permettre un usage secondaire de la matière ou récupérer l'énergie contenue dans les liens chimiques.

INTRODUCTION

Le concept de « société de consommation » est apparu à la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'augmentation du pouvoir d'achat des familles encourage alors les consommateurs à acheter des produits qui ont pour objectif de leur simplifier la vie. Dans les années 1960, afin de contrer la saturation du marché, on propose aux consommateurs des biens plus abordables, mais moins durables. Afin de les rendre attrayants, les produits sont emballés, voir suremballés et affichent des signes distinctifs qui leurs confèrent un certain prestige. Les produits offerts sont pratiques, car plusieurs d'entre eux n'ont qu'à être jetés après utilisation. C'est le début de l'ère du jetable.

Les produits à usage unique sont largement présents sur les marchés des pays industrialisés. Depuis quelques années, des politiques, des règlements ou des accords volontaires sont élaborés afin de mieux gérer et de réduire la consommation des emballages, des produits jetables et des sacs de plastique. L'Allemagne, la France, la Belgique, et même les États-Unis, proposent diverses mesures qui permettent de réduire la consommation de certains produits à usage unique générateurs de déchets. La tendance du « consommer moins, consommer mieux » se dessine et le Québec ne fait pas exception à la règle.

Les arguments présentés dans cet essai sont appuyés sur des références provenant de publications gouvernementales, d'études d'auteurs reconnus provenant notamment des États-Unis, de France et d'Allemagne, et de la réglementation applicable à cette problématique. La consultation de ces sources variées a permis d'assurer une meilleure vision d'ensemble de la problématique et des solutions pouvant être appliquées.

Le présent essai propose des recommandations, sous la forme d'un plan d'intervention, à la problématique des produits à usage unique afin de permettre au Québec de réduire la consommation de ces produits. Pour atteindre cet objectif, la problématique des produits à usage unique fortement générateurs de déchets et les mécanismes québécois actuels liés à la gestion de ces produits sont exposés dans les deux premiers chapitres. Le régime de compensation pour les emballages, le système de consignation, les redevances pour l'élimination des matières résiduelles ainsi que la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* sont présentés. Les résultats suite à leur mise en œuvre sont aussi

exposés. Les enjeux et les perspectives liés aux produits à usage unique fortement générateurs de déchets, dont a fait état la Commission des transports et de l'environnement, sont également identifiés.

Les avantages, les inconvénients et les résultats provenant de mécanismes internationaux identifiés et applicables à cette problématique sont présentés au troisième chapitre. Il est également question de la taxation des sacs de plastique et de la tarification des produits jetables, envisagées récemment en France, au Royaume-Uni et en Belgique. Par ailleurs, cet essai expose et compare les mécanismes d'intervention existant en France et en Allemagne pour les emballages. L'essai traite également de l'interdiction ainsi que la tarification des contenants à usage unique. Les détails des politiques d'enfouissement zéro et de zéro déchet ainsi que du concept « *Pay-As-You-Throw* », sont présentés et leurs résultats sont analysés. La nécessité d'accompagner ces mécanismes par des campagnes d'information, de sensibilisation et d'éducation ainsi que les effets de ces mesures complètent ce chapitre.

L'analyse des mécanismes mis en place dans ces pays et leur confrontation au contexte québécois ont permis de développer trois propositions pour le Québec qui sont présentées au quatrième chapitre. L'implantation d'une politique de zéro déchet, d'une tarification incitative des matières résiduelles basée sur le poids ou le volume et de la taxation de certains produits jetables, est proposée afin de permettre au Québec de réduire la consommation des produits jetables fortement générateurs de déchets. Des détails quant à l'application des mesures proposées ainsi que des outils concrets pour favoriser la sensibilisation à ces mesures sont fournis. Des modifications aux mécanismes de consignment, de compensation et de redevances sur l'élimination sont également envisagées.

1 LA PROBLÉMATIQUE DES PRODUITS À USAGE UNIQUE FORTEMENT GÉNÉRATEURS DE DÉCHETS

C'est la consommation de masse de l'après-guerre qui amena la société BIC, à lancer son fameux stylo à bille en 1950, son briquet en 1972, suivi de son populaire rasoir mono-lame et non rechargeable en 1975 (Société Bic, 2008). Depuis ce temps, la quantité de produits à usage unique ou suremballés disponibles sur le marché a considérablement augmenté, si bien qu'on estime que la consommation d'emballages a augmenté de plus de cinq fois depuis 1960 (Bertolini, 1995). L'augmentation de la consommation de ces différents types de produits sur les marchés semble suivre l'interrelation entre l'augmentation du volume de déchets et la croissance économique. Il est maintenant possible de retrouver une multitude de produits ayant pour objectif de simplifier l'existence des consommateurs qui se préoccupent peu de la fin de vie de ces produits.

La gestion des matières résiduelles, particulièrement celle des produits jetables et suremballés, est au cœur des préoccupations des pays industrialisés. De par leur nature, la plupart de ces produits se retrouvent dans les sites d'enfouissement, et ils contribuent à la surexploitation des ressources non renouvelables tout en augmentant la quantité de matières résiduelles éliminées. D'ailleurs,

« (...) en raison des quantités considérables qu'ils représentent et de la forte pression sociale dont ils font l'objet, les emballages figurent, dans les politiques de gestion des déchets, parmi les flux prioritaires (...) » (Bertolini, 1995, p. 5)

Les produits jetables ne font pas exception à ce constat. La France, la Belgique et le Royaume-Uni ont amorcé la réflexion environnementale afin de mieux gérer la consommation de ces produits. Il apparaît évident que d'autres options sont souvent disponibles, et ce, à coûts moindres pour le consommateur qui aurait avantage à adopter un comportement responsable basé sur les principes « consommez mieux, consommez moins ». Pourtant, il faudra développer la réflexion sur les produits jetables et suremballés afin de trouver la solution optimale qui permettra de réduire de façon importante la consommation des produits à usage unique générateurs de déchets.

Les définitions liées au concept de produits à usage unique générateurs de déchets et les biens visés par cet essai seront identifiés. Les volumes de matières résiduelles générées et produites au Québec ainsi que l'importance de la consommation des biens non durables permettront de démontrer la nécessité de réduire à la source la consommation de ces produits.

1.1 Définitions et exclusions

Les produits à usage unique peuvent être définis comme des produits de consommation pratiques, dont la durée de vie est limitée à un seul usage (WWF, 2004). Les produits fortement générateurs de déchets sont quant à eux des produits pour lesquels il existe « (...) une alternative possible avec la même fonctionnalité et un impact environnemental et sanitaire égal, sinon moindre (...) qui tient compte du cycle de vie. » (Roux-Goeken, 2008d). Bien que cet outil permette de mieux évaluer les impacts réels d'un produit du berceau au tombeau, il est illusoire de penser obtenir une analyse de cycle de vie (ACV) pour chaque produit de consommation. De plus, les analyses réalisées dans d'autres pays doivent être adaptées au contexte québécois afin de pouvoir être considérées. Ainsi, en l'absence d'une ACV, la durabilité d'un produit devra être considérée.

La durabilité fait référence au concept de développement durable défini dans le Rapport Brundtland comme : « (...) un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. » (Brundtland et al., 1988, p. 51). Les produits jetables sont donc, au sens de cette définition, des biens non durables.

Bien que ce type de produit soit utilisé dans des secteurs spécialisés, notamment dans le domaine hospitalier où on les qualifie de pratiques et sécuritaires, seuls les biens destinés aux consommateurs sont visés par les réflexions de cet essai. Ainsi, en utilisant les notions de produits fortement générateurs de déchets et de durabilité, les produits suivants sont visés : les rasoirs jetables, les sacs de plastique, les piles jetables, les essuie-tout, les couverts jetables, les nappes et les serviettes de table jetables, les lingettes jetables, les filtres à café jetables, les films alimentaires ainsi que les couches jetables. Il faut toutefois

noter que les produits jetables générateurs de déchets pour lesquels il n'existe aucune autre solution de remplacement efficace ou hygiénique, tels les serviettes sanitaires et les mouchoirs, sont exclus.

1.2 Des chiffres à l'appui

En 1998 lors de la mise en œuvre du *Plan d'actions québécois sur la gestion des matières résiduelles*, 1,21 tonne de déchets était générée annuellement par habitant. Le volume de matières récupérées se chiffrait à 0,46 tonne alors que celui des matières éliminées était de 0,75 tonne (Recyc-Québec, 2007b). En 2006, bien que la quantité annuelle de matières récupérées par habitant augmente, s'établissant à 0,81 tonne, le taux de génération de déchets et d'élimination était également en progression pour totaliser respectivement 1,69 tonne et 0,88 tonne (Recyc-Québec, 2007b). La figure 1.1 illustre ces résultats. Ces chiffres démontrent qu'entre 1998 et 2006, la quantité de matières résiduelles générées et éliminées par habitant a progressé respectivement de 39,7 % et 17,3 %.

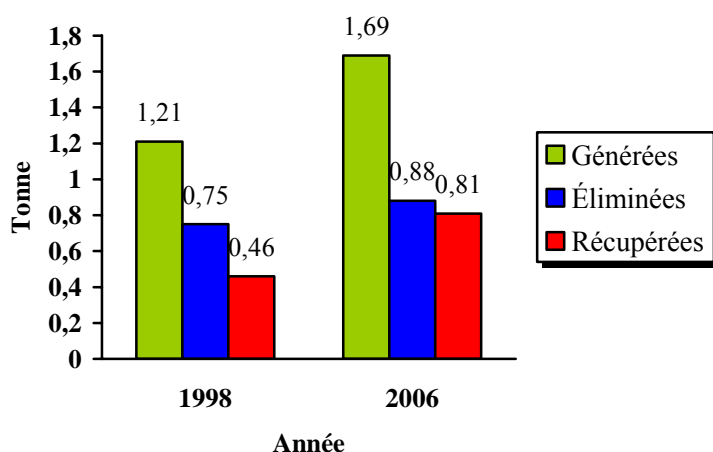


Figure 1.1 Quantité de matières résiduelles générées, récupérées et éliminées en 1998 et 2006. Modifiée de Recyc-Québec (2007b, p. 4).

Il est intéressant de noter qu' « (...) en 2001, de toutes les dépenses personnelles en biens au Québec, 53 % étaient consacrées aux biens non durables, 18 % aux biens semi-durables et 29 % aux biens durables. » (Hutchinson, 2007, p. 6), tel qu'en témoigne la figure 1.2. L'augmentation de la quantité des matières résiduelles générées et éliminées ainsi que le constat des dépenses personnelles en biens démontrent clairement qu'il est nécessaire de proposer des incitatifs pour réduire la consommation des biens non durables et de modifier cette tendance.

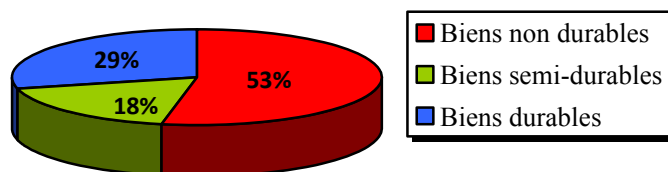


Figure 1.2 Importance des dépenses personnelles consacrées aux biens de consommation en 2001. Inspirée de Hutchinson (2007, p. 6).

1.3 La nécessité de réduire à la source

La *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008* est venue réaffirmer le concept 3RV-E utilisé auprès du public. Elle propose de prioriser les actions à entreprendre au sein des 3RV-E en l'absence d'une ACV sur un produit (Olivier, 2007). La réduction est donc privilégiée, dans l'ordre, au réemploi, au recyclage, à la valorisation et à l'élimination. Il est à noter que cette priorisation subsiste dans le concept 5RV-E, destiné aux professionnels du milieu qui œuvrent en gestion des matières résiduelles.

De par leur nature, les produits à usage unique ne peuvent être réemployés. De plus, plusieurs produits multimatières ne sont souvent pas recyclables ou valorisables. Ainsi, afin de respecter les 3RV et éviter l'élimination, seule la réduction à la source peut être

envisagée. La solution réside dans la réduction, par la non-consommation de ces produits ou la diminution de leur poids environnemental (Olivier, 2007).

La réduction à la source des produits à usage unique est également nécessaire afin de préserver la capacité des lieux d'enfouissement techniques (LET). Au Québec, les municipalités régionales de comté (MRC) ont la possibilité d'invoquer une clause de territorialité dans leur plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) leur permettant de refuser des déchets provenant des municipalités avoisinantes. Ainsi, il pourrait être plus difficile pour les municipalités, qui enfouissent leurs déchets à l'extérieur de leur MRC, de trouver des solutions acceptables pour l'ensemble des citoyens visés. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dans son document destiné aux pouvoirs publics, décrit bien ce contexte et confirme la nécessité d'une réduction à la source.

« L'hostilité croissante des populations à la création d'installations à proximité de leurs lieux d'habitation (syndrome « pas de ça chez moi ») témoigne des préoccupations suscitées par les déchets, de plus en plus perçus comme une nuisance esthétique et une menace pour la santé et l'environnement. En outre, le rétrécissement du champ des possibilités d'élimination a conféré une importance grandissante aux solutions qui visent à réduire la production de déchets et à accroître la réutilisation et le recyclage. » (OCDE, 2001, p. 9)

Par ailleurs, des ACV pourraient évaluer, de façon précise, les impacts de ces produits sur les ressources. Il est permis de se demander si la fabrication de plusieurs produits à usage unique n'entraîne pas une plus grande utilisation des ressources que la conception d'un produit à usage multiple. Cela démontre bien l'importance de réduire à la source l'utilisation des produits à usage unique.

2 LE CONTEXTE QUÉBÉCOIS

Afin de mieux comprendre le contexte québécois, il est important de bien définir les principes qui sont considérés en gestion des matières résiduelles. Avant d'aborder les outils de gestion actuels des produits à usage unique, les concepts de pollueur-payeur et de responsabilité élargie du producteur seront présentés. Les objectifs et les résultats de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* seront également exposés. Trois perspectives et enjeux pouvant être liés aux produits générateurs de déchets et contenus dans le rapport de la Commission des transports et de l'environnement permettront également de cerner le contexte québécois.

2.1 Du pollueur-payeur à la responsabilité élargie du producteur

En 1972, l'OCDE instituait le principe du pollueur-payeur qui rend le pollueur responsable des coûts résultant des mesures de prévention, de réduction et de lutte contre la pollution (Vision Durable, 2007). En gestion des matières résiduelles, cette responsabilité incombe souvent au consommateur qui est responsable de l'élimination d'un produit, ou à l'autorité responsable du traitement des déchets qui génèrent du lixiviat et du biogaz (Glachant, 2005a). La notion de pollueur-payeur, introduite au Québec de façon concrète dans la *Politique intégrée de gestion des déchets solides* en 1989 (Olivier, 2007), fut plutôt associée au consommateur.

Développé en Europe dans les années 1990, le principe de la responsabilité élargie du producteur (RÉP) est désormais largement appliqué en gestion des matières résiduelles. Ce principe permet de donner un sens plus large à la notion de pollueur. La RÉP est :

« (...) une méthode d'action qui consiste à faire assumer par les producteurs une part importante de la responsabilité (financière et/ou matérielle) pour le traitement ou l'élimination des produits en aval de la consommation. » (OCDE, 2001, p. 9)

La RÉP fut proposée par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) dans ses recommandations sur la gestion des matières résiduelles publiées en 1997 (Olivier, 2007). Elle est maintenant intégrée dans plusieurs règlements notamment sur les contenants

de peinture et sur la compensation. Au Québec, selon ce dernier règlement, ont été considérés comme producteurs les « (...) personnes propriétaires détentrices ou utilisatrices des marques, des noms ou de signes distinctifs associés à un produit mis en marché » destiné au consommateur (MDDEP, 2008, p. 11).

Différentes formes de RÉP peuvent être envisagées telles la consigne, une taxe sur les matières, un droit environnemental, des taxes en amont ou une exigence sur la teneur en matières recyclées d'un produit (Laquerre, 2007). Ses principaux avantages et inconvénients sont présentés au tableau 2.1.

Tableau 2.1 Avantages et inconvénients de la RÉP

AVANTAGES ⁽¹⁾	INCONVÉNIENTS
<ul style="list-style-type: none"> • Favorise une meilleure conception des produits • Allège le fardeau fiscal des municipalités • Oblige le producteur à atteindre certains résultats • Fait assumer les coûts par les producteurs et les consommateurs et non par l'ensemble des contribuables • Internalise les coûts de la fin de vie d'un produit dans le prix de vente • Réduit la quantité de matières résiduelles qui sera éliminée 	<ul style="list-style-type: none"> • Déresponsabilise le consommateur qui n'a aucun incitatif à retourner le produit au producteur • Déresponsabilise les municipalités qui n'assument pas le coût total de la fin de vie des produits • Internalisation des coûts de la fin de vie des produits dans le prix de vente n'est pas perçue par le consommateur

(1) MDDEP, 2008, p. 3 et 4

Ces nombreux avantages font en sorte que plusieurs pays appliquent le principe de RÉP à leurs produits.

2.2 Les outils de gestion actuels des produits à usage unique

Le Québec dispose de plusieurs outils lui permettant de gérer ses matières résiduelles et particulièrement ses produits à usage unique, notamment la compensation perçue pour les emballages et les contenants, la consignation, les redevances pour l'élimination des matières résiduelles et le *Plan d'action québécois sur la gestion des matières résiduelles*. Mais ces outils sont-ils utilisés à leur plein potentiel ?

2.2.1 Les emballages

L'organisme Éco Entreprises Québec (ÉEQ), agréé en 2005, perçoit de certains producteurs, en vertu du *Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles*, une contribution monétaire pour les contenants, les emballages et les médias écrits mis en marché. Bien que les notions de contenants et d'emballages soient larges, certaines exclusions sont applicables. Ainsi, les produits faisant l'objet de consigne, qui sont assujettis à une contribution pour leur récupération et leur valorisation ou ceux pour lesquels une contribution directe à un autre système de récupération et de valorisation fonctionnant sur une base régulière et stable est perçue sont exclus. Il faut toutefois comprendre que le texte du règlement fait référence à la notion de « valorisation », alors qu'il s'agit plutôt de « mise en valeur ».

Les emballages ajoutés à un point de vente qui ne possède qu'un seul établissement au Québec, non opéré sous une bannière ou une franchise ainsi que les contenants et emballages des produits consommés sur les lieux de vente ou de distribution, par exemple en restauration rapide, ne sont pas assujettis à la compensation. (*Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles; Règles d'application du tarif pour les catégories « contenants et emballages » et « imprimés » 2005-2006*; Boisvert, 2008). Cette dernière exclusion, prévue à l'article 3.2.1 e) des règles d'application, veut éviter aux commerçants de déboursier deux fois pour les coûts d'élimination de ces produits puisque les établissements de restauration rapide font appel à des firmes privées pour la collecte de leurs déchets (Boisvert, 2008). Or, dans ces cas, le commerçant n'a aucun incitatif à réduire ses emballages et ainsi la quantité des matières résiduelles éliminées.

En 2006, les contributions des producteurs à ÉEQ variaient entre 1,145 ¢ et 12,110 ¢ par kilogramme pour les contenants et emballages selon le type de matières utilisées (*Règles d'application du tarif pour les catégories « contenants et emballages » et « imprimés » 2005-2006*). Chaque année, les sommes perçues par ÉEQ selon le règlement sur la

compensation sont distribuées aux municipalités et peuvent compenser jusqu'à 50 % des coûts nets de la collecte sélective (*Loi sur la qualité de l'environnement*, art. 53.31.4).

Bien que ces tarifs puissent encourager le producteur à réduire le poids de l'emballage et des contenants utilisés, le consommateur n'est pas aux faits de ces mesures et par conséquent il n'est pas appelé à modifier son comportement. De plus, le volume des emballages n'est pas considéré alors que « (...) la moitié des déchets domestiques, en volume, sont constitués d'emballages. » (Cardinal, 2008, p. A28)

2.2.2 Les contenants

En 2005, 4,7 milliards de contenants de boissons ont été vendus au Québec, soit une augmentation de 23 % depuis 2002 (Recyc-Québec, 2008). Il s'agit donc d'un secteur en pleine émergence. Deux outils permettent de gérer les contenants : le système de consignation et le règlement sur la compensation. Tous les contenants sur lesquels on retrouve un nom ou un signe distinctif et qui ne sont pas visés par la consigne sont assujettis au régime de compensation tel que décrit aux sections 2.1 et 2.2.1.

La consignation est utilisée au Québec comme outils de gestion des contenants notamment de bières et de boissons gazeuses. Les contenants à remplissage unique (CRU) de boissons gazeuses et de bières sont ainsi assujettis à la consigne publique selon la *Loi sur la vente et la distribution de bière et de boissons gazeuses dans des contenants à remplissage unique*. La consigne perçue pour les boissons gazeuses est unique, peu importe le format, alors que celle pour les bières varie selon le format et la matière utilisée pour fabriquer le contenant. Un résumé des différentes consignes perçues est présenté au tableau 2.2.

Les contenants à remplissage multiple (CRM) employés pour les bières peuvent, contrairement au CRU, faire l'objet de réemploi puisque le contenant peut être utilisé en moyenne à 16 reprises (Olivier, 2007). Les CRM représentent 86 % du marché de la bière et font l'objet d'une consigne privée (Hutchinson, 2007).

Globalement, le taux de récupération des CRM atteint 98 % tandis que celui des CRU est de 72 % (Recyc-Québec, 2008). La consigne plus élevée, perçue pour les CRM, expliquerait cette meilleure performance.

Bien que les CRU et les CRM ne soient pas des produits jetables au sens propre, il est intéressant de constater qu'une analyse du cycle de vie québécoise a déterminé que les CRM causaient moins d'impact que les CRU (Lachance et Lanoie, 1999).

Tableau 2.2 Consignes perçues selon le type de contenants utilisés

Contenants	Type	Format et matériau	Consigne	Incitatif	Taux de récupération ⁽³⁾
Boissons gazeuses (CRU) ⁽¹⁾	Publique	Tous les formats	0,05 \$	0,02 \$	72 %
Bières (CRU) ⁽¹⁾	Publique	450 ml et moins en aluminium	0,05 \$	0,02 \$	
	Publique	450 ml et moins en verre	0,10\$	0,02 \$	
	Publique	Plus de 450 ml en aluminium et en verre	0,20 \$	0,02 \$	
Bières (CRM) ⁽¹⁾	Privée	450 ml et plus	0,20 \$	-	98 %
Bières Unibroue ⁽²⁾	Privée	n/d	0,30 \$	-	

(1) Olivier, 2007, p. 80-81

(2) Hutchinson, 2007, p. 101

(3) Recyc-Québec, 2008, p. vii

Par ailleurs, plusieurs autres contenants, par exemple les bouteilles d'eau, sont achetés et utilisés à l'extérieur du domicile, ce qui réduit les possibilités d'en disposer de façon adéquate. C'est dans cette optique que plusieurs intervenants du secteur privé, public et associatif ont créé la *Table de récupération hors foyer*, un organisme québécois sans but lucratif qui vise à implanter des programmes de collecte sélective pour les matières

recyclables consommées hors foyer (*Table de récupération hors foyer*, s. d.). Du financement est ainsi offert aux gestionnaires d'hôtels, de restaurants et de bars pour contribuer à l'implantation de ces mesures. Plusieurs entreprises contribuent financièrement à cette initiative. Il est permis de se demander si ces entreprises pourraient éventuellement se prévaloir de l'exemption de cotisation prévue au règlement sur la compensation.

2.2.3 Les sacs de plastique

Bien que le premier sac de plastique ait été conçu en 1957, ce n'est qu'en 1966 qu'il fit son apparition dans les épiceries et en 1975, dans plusieurs commerces de détail (The Packaging Institute, s. d.). Fabriqué en quelques secondes pour un usage moyen de 20 minutes, il est maintenant largement répandu à tel point, qu'au Québec seulement, 22 millions de sacs de plastique sont utilisés chaque semaine (Duchesneau, 2005; Hutchinson, 2007). Dans son avis sur les sacs d'emplettes, Recyc-Québec (2007a) indiquait que 6 200 tonnes de sacs de plastique sont récupérés et 42 000 tonnes, incluant les sacs à ordures, sont éliminées. Toutefois, 50 % des sacs de plastique distribués seraient réemployés (*Id.*, p. 6). De plus, 21 centres de tri sur 36 acceptent le sac de plastique, ce qui représente 60 % de la population québécoise desservie par la collecte sélective (Duchesneau, 2005; Recyc-Québec, 2007a).

C'est dans ce contexte qu'en 2005, le député Stéphan Tremblay du Parti Québécois, présentait le *Projet de loi n° 390* qui visait à interdire la distribution des sacs de plastiques non biodégradables destinés à l'emballage des achats. Une pétition de 64 045 noms fut déposée le 7 juin 2006 à l'Assemblée nationale en relation avec ce projet de loi qui est mort au feuillet (Assemblée nationale, 2006). S'inspirant de ce projet de loi, la ville d'Huntingdon a interdit la distribution de sacs de ce type par les commerçants depuis le 1^{er} janvier 2008 (Radio-Canada, 2008).

Les commerçants, ayant des établissements au Québec, ont également pris certaines initiatives dans ce domaine. Certains ont choisi de ne plus distribuer de sacs de plastique, d'exiger des frais pour leur utilisation ou de récompenser le comportement des consommateurs qui choisissent d'utiliser des sacs, des bacs réutilisables ou leurs propres

sacs. (Bombardier, 2008; SAQ, 2008). Depuis octobre 1997, cette initiative a permis à IKEA de constater une diminution de l'utilisation de ses sacs de 90 % au Canada (IKEA Canada, s. d.).

Dans cette même optique, le *Code volontaire de bonnes pratiques sur l'utilisation des sacs d'emplètes* a été élaboré en 2008 à l'initiative de cinq partenaires dans le but de réduire la quantité de sacs éliminés chaque année (Recyc-Québec, 2008). Les objectifs visés par le *Code* sont : la réduction du nombre de sacs de plastique distribués, l'incitation à l'utilisation de sacs réutilisables ou d'autres contenants durables ainsi que le réemploi des sacs d'emplètes. Afin de mesurer les effets concrets des mesures annoncées, un bilan sera présenté au MDDEP au plus tard le 30 juin 2012.

Mais les sacs de plastique présentent un tout autre défi. Selon l'entreprise Cascades, 25 % à 35 % des sacs de plastique ne pourraient être mis en valeur. Ces sacs, qui représentent 2,5 % des matières récupérées de l'entreprise, engendreraient 15 à 20 % des coûts globaux d'exploitation et 35 à 40 % des coûts de main-d'œuvre (Cascades, 2008).

2.2.4 Les redevances pour l'élimination des matières résiduelles

Depuis le 23 juin 2006, le *Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles* exige des exploitants de lieux d'élimination qu'ils déboursent la somme de 10,00 \$ pour chaque tonne métrique de matières résiduelles reçues. L'indexation annuelle portait cette somme à 10,41 \$ la tonne en 2008.

Le prochain bilan 2008 de Recyc-Québec, qui sera déposé en 2009, pourra mesurer les effets de cette tarification. Toutefois, l'effet de ce tarif sur la quantité de matières résiduelles éliminées pourrait être peu significatif en raison de la tendance illustrant une augmentation constante du volume de ces matières dans les LET. De plus, ce type de taxation n'influence pas les décisions d'achats des consommateurs. Au surplus, les municipalités peuvent percevoir 85 % des redevances reçues annuellement selon ce règlement en vertu de *l'Entente concernant la mise en œuvre de la redistribution sous forme de subvention des redevances perçues en application du Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles* et du *Décret concernant*

l'octroi de subventions aux municipalités dans le cadre du Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances sur l'élimination des matières résiduelles (MDDEP, s. d.). L'incitatif de cette tarification est donc faible pour les municipalités qui ne déboursent que 15 % de ce tarif.

Une augmentation des redevances pour l'élimination des matières résiduelles, telle qu'il fut envisagé en France, pourrait être nécessaire afin d'influer de façon significative sur la quantité de matières résiduelles éliminées. La France, dans son *Projet de loi de finances pour 2009*, annonce que la taxe à l'enfouissement pour les centres autorisés, actuellement de 8,21 euros la tonne augmenterait progressivement pour atteindre 40 euros la tonne en 2015 (Assemblée nationale, 2008).

2.3 Le Plan d'action québécois sur la gestion des matières résiduelles 1998-2008

Adopté en 1998, le *Plan d'action québécois sur la gestion des matières résiduelles* avait comme objectif principal de détourner 65 % des matières résiduelles pouvant être mises en valeur. Dans son bilan 2006, soit deux ans avant l'échéance fixée, Recyc-Québec (2007b) constatait une mise en valeur de 52 % de ces matières.

Pour les municipalités, l'objectif global de mise en valeur des matières résiduelles était de 60 %, alors que les objectifs spécifiques étaient chiffrés à 60 % pour le verre, le plastique, les fibres et le métal et à 80 % pour les CRU de bières et de boissons gazeuses. En 2006, le taux de mise en valeur global dans ce secteur n'atteignait que 32 % (*Id.*, p. 6). Dans le secteur ICI, l'objectif global de mise en valeur des matières résiduelles était 80 % et notamment 95 % pour les métaux et le verre ainsi que 70 % pour les fibres, le bois et les plastiques. En 2006, le taux de mise en valeur global n'atteignait que 49 % (*Id.*, p. 6). La figure 2.1 présente les objectifs et le taux de mise en valeur atteints dans les secteurs ICI et municipal.

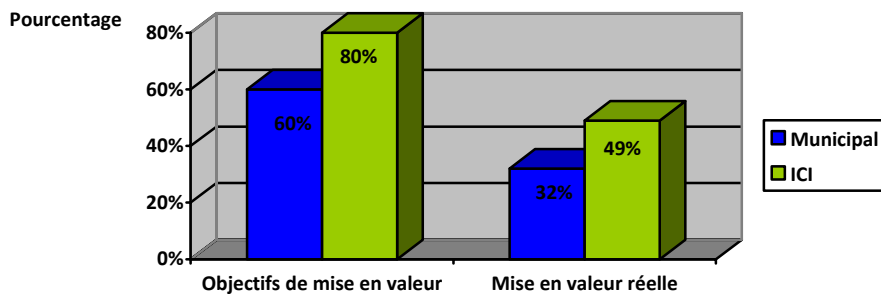


Figure 2.1 Comparaison des objectifs et de la mise en valeur réelle des matières résiduelles dans les secteurs ICI et municipal. Inspirée de Recyc-Québec (2007b, p. 8).

Dans ces secteurs, l'objectif était de mettre en valeur 60 % des matières putrescibles. Or, seulement 8 % des résidus organiques furent récupérés dans le secteur municipal contre 10 % dans le secteur ICI (*Id.*, p. 13 et 15).

Force est d'admettre que la cible ne sera probablement pas atteinte. Le nouveau *Plan d'action québécois sur la gestion des matières résiduelles*, qui sera déposé en 2009, devra inclure de nouvelles stratégies afin d'augmenter de façon significative le taux de mise en valeur des matières résiduelles dans ces deux secteurs.

2.4 Quelques perspectives et enjeux selon la Commission des transports et de l'environnement

Afin de développer la nouvelle politique de gestion des matières résiduelles, la Commission des transports et de l'environnement de l'Assemblée nationale a déposé en décembre 2007 un document de consultation afin de recueillir les commentaires des citoyens et des intervenants du milieu. Plusieurs entreprises et organismes, dont Recyc-Québec, ont déposé leur mémoire et présenté leur argumentation sur le contenu possible de la nouvelle politique.

Dans son mémoire présenté à la Commission, Recyc-Québec (2008) constate qu'il faut réduire à la source la quantité de matières résiduelles générées. L'organisme propose de développer un plan d'actions pour les produits jetables, non durables et difficilement

recyclables. Il propose également une série de mesures pouvant être appliquées au Québec soit notamment d'axer le discours sur le concept « achetez mieux, achetez moins », d'implanter des mesures réglementaires semblables à la taxation des sacs de plastique en Irlande ou de mettre sur pied le programme « jetez, payez » (*Id.*, p. 10 et 11)

En juin 2008, la Commission des transports et de l'environnement déposait son rapport faisant suite à la présentation et l'analyse des mémoires de 49 groupes, de 89 documents de réflexion et de 225 questionnaires en ligne. Plusieurs recommandations, liées aux produits fortement générateurs de déchets, furent énoncées. La Commission recommandait de prioriser la réduction à la source, d'améliorer l'information et l'éducation de la population, de favoriser l'usage de sacs réemployables, d'encourager l'utilisation d'ACV par les producteurs, de réaliser des campagnes de sensibilisation visant la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation et sur les enjeux contemporains des lieux d'enfouissement techniques (LET), de renforcer la RÉP et de prendre en considération les produits consommés hors foyer et l'enfouissement zéro (Commission des transports et de l'environnement, 2008).

Plusieurs intervenants, dont Recyc-Québec (2008), prônent dans leur mémoire, l'application de la responsabilité élargie du producteur à plusieurs produits. Dans son rapport, la Commission recommande d'appliquer la RÉP aux résidus domestiques dangereux qui ne sont pas réglementés. Les piles jetables pourraient ainsi être visées par cette recommandation.

La consommation de produits, particulièrement de CRU, dans les bars, les restaurants, les hôtels et les aires publiques, pose un problème particulier puisqu'ils ne peuvent souvent être récupérés. Il s'agit d'un défi de taille, puisque la consommation des CRU hors foyer représenterait le tiers de la consommation de ces produits (Commission des transports et de l'environnement, 2008). Pour cette raison, la Commission recommande d'instaurer, pour ces contenants, un système unique basé sur la collecte sélective et encourage l'initiative de la *Table pour la récupération hors foyer* qui permettra d'offrir de meilleurs services de collecte sélective dans ces établissements (*Id.*, p. 17).

Dans sa conclusion, la Commission suggère d'atteindre l'objectif ambitieux d'enfouissement zéro pour les matières résiduelles. Pour y arriver, elle propose au MDDEP d'établir un échéancier qui inclut les mesures de financement, afin que ces matières ne soient plus enfouies. Le programme d'enfouissement zéro devra tenir compte des « (...) particularités régionales, des technologies disponibles et des ressources à y consacrer. » (*Id.*, p. 27). Cet objectif, combiné à certaines mesures, telles une réglementation assortie de pénalités et une campagne publicitaire, pourrait permettre au Québec de mieux performer dans sa gestion des matières résiduelles, là où la politique de 1998-2008 a échoué.

3 LE CONTEXTE MONDIAL

La gestion des matières résiduelles générées et éliminées préoccupe l'ensemble des pays industrialisés qui voient leurs quantités de déchets augmenter d'année en année. Les produits à usage unique comme les emballages, les contenants et les sacs de plastique font parties de ces nouvelles réflexions environnementales. Les outils permettant de mieux gérer ces produits seront d'abord présentés. Les avantages, les inconvénients et les résultats de la tarification des produits à usage unique, des mécanismes d'intervention pour les emballages, de l'interdiction des CRU, d'une politique de zéro déchet et de la tarification incitative des matières résiduelles éliminées seront ensuite analysés. Les effets de la sensibilisation, de l'information et de l'éducation accompagnant ces outils sont par ailleurs décrits.

3.1 Quelques mécanismes de gestion des produits à usage unique

Les produits à usage unique peuvent être gérés en amont, pour modifier le comportement du producteur ou en aval, pour modifier le comportement des consommateurs. Ces instruments peuvent être économiques, normatifs, volontaires ou combinés. Il appert que plusieurs instruments économiques sont normatifs. Quelques exemples de ces mécanismes sont présentés au tableau 3.1

Tableau 3.1 Quelques mécanismes de gestion des produits à usage unique

Types d'instruments	Mécanismes
Économique	<ul style="list-style-type: none">• Consignation• Taxe sur les produits (ex : sacs de plastique et produits jetables)• Tarification incitative sur les matières résiduelles
Normatif	<ul style="list-style-type: none">• Consignation• Taxe sur les produits (ex : sacs de plastique et produits jetables)• Tarification incitative sur les matières résiduelles• RÉP (ex : emballages en Allemagne à compter du 1^{er} janvier 2009)• Interdiction des CRU ou sacs de plastique• Objectif de mise en valeur
Volontaire	<ul style="list-style-type: none">• RÉP (ex : emballages en Allemagne jusqu'au 1^{er} janvier 2009, XEROX, entente québécoise sur les sacs d'emplettes)

Parmi ces mécanismes, la tarification des produits à usage unique, la responsabilité élargie du producteur, l'interdiction et la taxation des CRU, les politiques de zéro déchet et de tarification incitative des matières résiduelles seront exposés dans les sections suivantes.

3.2 La tarification des produits à usage unique

Qu'elles soient nommées taxes, écotaxes ou cotisations environnementales, ces contributions versées lors d'une transaction financière ont pour objectif de modifier les comportements des producteurs et des consommateurs face à l'environnement. La tarification est considérée comme un outil économique efficient, car elle permet au consommateur d'exercer son libre choix tout en respectant la hiérarchie des 3RV-E.

« Les écotaxes, (et plus largement l'outil fiscal), sont pour les autorités publiques, un moyen pour donner aux citoyens un signal clair quant à la nécessaire réorientation de nos modes de production et de consommation. »
(Fédération Inter-Environnement Wallonie, 2007, p.4)

L'imposition de taxes aurait également comme avantage d'encourager l'innovation contrairement aux normes qui perdraient leur effet incitatif lorsque les objectifs sont atteints (Glachant, 2004).

La tarification des produits à usage unique peut être appliquée en amont, par exemple lorsque la contribution est perçue du producteur ou en aval de la consommation, par exemple lorsque la consigne est payée par le consommateur. Elle peut également être combinée en aval et en amont.

La tarification en amont, comme celle utilisée pour les consignes ou les contributions perçues pour les emballages, a des effets plus directs sur les producteurs. Cette tarification a souvent peu d'impact sur le consommateur, car elle ne représente qu'un à deux pour cent du prix d'un produit (OECD, 2004). Par ailleurs, il existe peu d'études traitant de la modification de produits suite à l'implantation d'une taxe en amont (Glachant, 2004). Ainsi, puisque le système de consigne est implanté au Québec depuis plusieurs années, les effets de ce système dans les autres pays ne seront pas analysés. Toutefois, les contributions

perçues pour les emballages seront examinées dans la section sur la responsabilité élargie du producteur.

La tarification en aval a pour objectif de changer le comportement des consommateurs. Ce type de tarification s'applique plus particulièrement aux produits jetables incluant les traditionnels sacs de plastique.

3.2.1 La taxation des sacs de plastique

Les sacs de plastique sont distribués à grande échelle dans les pays industrialisés. Au Québec, 22 millions de sacs de plastique sont utilisés chaque année (Hutchinson, 2007). À l'échelle planétaire, entre 4 à 5 trillions de sacs de plastique furent fabriqués en 2002 (Worldwatch Institute, s. d.). La plupart d'entre eux terminent leur court périple dans les lieux d'enfouissement ou dans les incinérateurs sans avoir été réemployés ou recyclés. Il est clair que la quantité de sacs distribués excède les besoins réels des consommateurs.

La réduction à la source paraît ainsi être le meilleur moyen de contrer la multiplication de ces sacs sur le marché. Trois moyens ont été identifiés par Recyc-Québec (2007a) pour contribuer à cette réduction : la formation des employés, l'information et la sensibilisation de la clientèle ainsi que l'incitatif économique. C'est ce dernier moyen qui sera exposé ici.

La taxation des sacs de plastique intervient habituellement en aval, lors de leur utilisation par le consommateur, mais elle peut aussi intervenir en amont lorsque le producteur se voit imposer une taxe pour mettre en marché ses sacs. Le tableau 3.2 dresse un portrait des différentes taxes perçues pour les sacs de plastique à travers le monde et de leur efficacité.

Il appert que la taxation en aval favoriserait davantage la réduction que la taxation en amont. Par exemple, l'Irlande et IKEA Canada font état d'importantes réductions de l'ordre de 90 %. Au Danemark, on constate une diminution de 66 % des sacs de plastique taxés en amont. Plusieurs facteurs pourraient expliquer ces résultats. La tarification en amont pour les sacs de plastique est évaluée selon le poids des sacs et non par unité. Le consommateur ne percevrait pas ces mesures tarifaires, car elles représenteraient une augmentation négligeable du prix de l'article surtout lorsque le commerçant répartit le coût de cette

mesure sur le prix de l'ensemble de ses produits. Ainsi, pour chaque sac, cette tarification peut ne représenter qu'une augmentation d'un sou.

Tableau 3.2 Taxes perçues pour les sacs de plastique dans le monde

Pays / Entreprise	Population en 2007 ⁽⁴⁾	Date de mise en vigueur et personne ciblée	Taxe perçue ^(8*)	Effets sur la réduction
Irlande (Plastax) ⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁷⁾	4 301 000	Mars 2002 Consommateur	0,15 € - 0,22 € (0,24 \$ - 0,36 \$)	90 – 95 %
Danemark ⁽¹⁾⁽³⁾⁽⁷⁾	5 442 000	1994 Commerçant	22 DKK / kg ⁽¹³⁾ (4,78 \$ / kg)	66 %
Belgique ⁽²⁾	10 457 000	Juillet 2007 Distributeur	3 € / kg (4,86 \$ / kg)	n/d
Hong Kong ⁽⁵⁾	7 206 000	Mai 2009 Consommateur	0,50 HKD (0,08 \$)	Estimée à 50 %
Italie ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	58 877 000	1989 Distributeur	100 l. (0,06 \$)	n/d
Allemagne ⁽⁷⁾	82 599 000	n/d Consommateur	0,05 € – 0,25 € (0,08 \$ - 0,40 \$)	n/d
Malte ⁽⁹⁾	407 000	Septembre 2004 Consommateur	0,06 lm (0,22 \$)	25 millions de sacs en 2 ans
IKEA Canada ⁽¹⁰⁾	n/d	Octobre 2007 Consommateur	0,05 \$	90 %
Israël ⁽¹¹⁾	6 928 000	2008 Consommateur	1 NIS (0,32 \$)	n/d
SAQ (Canada) ⁽¹²⁾	n/d	Septembre 2008 Consommateur	0,10 \$ – 0,15 \$	n/d (100 % en 2009)

(1) ReusableBags, 2007

(2) *Loi-programme du 27 avril 2007*, art. 157

(3) Duchesneau, 2005

(4) Nations Unies, 2007

(5) The Earth Times, 2007

(6) International Institute for Sustainable Development, 2000

(7) Clean Up Australia, 2007

(8) XE, 2008 *Équivalence en dollar canadien au 27 octobre 2008

(9) Debono, 2006

(10) IKEA Canada, s. d.

(11) Amir, 2008

(12) SAQ, 2008

(13) PlasticBagsEconomics, s. d.

L'implantation d'une tarification pour l'utilisation des sacs de plastique a été proposée dans d'autres pays qui, après étude, l'ont rejetée. C'est le cas des membres du parlement écossais qui ont rejeté un projet de loi visant à imposer un tarif de 0,10 livre sterling, soit l'équivalent de 0,20 dollar canadien, pour chaque sac de plastique utilisé (BBC News, 2006). En Australie, l'imposition d'une taxe variant entre 0,25 \$ et 1,00 \$ par sac serait toujours à l'étude (Duchesneau, 2005; The Sydney Morning Herald, 2008). Un projet pilote a été mené pour le compte du gouvernement de Victoria et de l'association nationale australienne des détaillants en août et septembre 2008. Les commerçants participants, qui ont imposé une taxe de 0,10 \$ par sac, ont constaté une réduction de l'utilisation de ces sacs de l'ordre de 79 % (KPMG, 2008).

La ville de San Francisco, la Corse, l'Inde et le Bangladesh se sont prononcés en faveur d'une interdiction complète de l'usage des sacs de plastique (Recyc-Québec, 2007) et auraient opté pour des sacs biodégradables ou oxo-biodégradables. Bien que ces sacs se dégradent plus rapidement, il serait intéressant d'en étudier les impacts au moyen d'une ACV.

3.2.2 Les projets européens

Dans le cadre du comité opérationnel du Grenelle sur les déchets, le ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables français, le MEDAD, s'est inspiré de la taxe belge, présentée à la section 3.3.3, afin de proposer une tarification sur les produits fortement générateurs de déchets, plus particulièrement sur les produits à usage unique. (Roux-Goeken, 2008d). Le Ministère proposa l'imposition d'une taxe de 20 % sur les produits comme les briquets, les rasoirs, les mouchoirs et les lingettes (*Id.*). L'idée d'une taxe progressive aurait été rejetée puisque les consommateurs s'habitueraient à ces hausses de prix. Une liste des produits visée par cette taxe aurait été dressée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, l'ADEME (*Id.*). Or, lors de la présentation du *Projet de loi de finances pour 2009*, le gouvernement français n'a pas entériné la taxe proposée. Seule une mesure visant la taxation de la vaisselle jetable non recyclable à hauteur de 90 euros par tonne a été annoncée en septembre 2008 (Roux-Goeken, 2008c). Il a par ailleurs été suggéré d'augmenter le tarif perçu en amont pour les

emballages et de réduire annuellement la quantité de déchets produits par habitant de 5 kg (Le Grenelle Environnement, 2007).

Cette tendance vers la taxation des produits jetables a également été examinée au Royaume-Uni. Une recherche menée pour le *Department for the Environment, Food, and Rural Affairs*, le DEFRA, rapporte que la création d'une taxe sur les produits jetables pourrait modifier les comportements des consommateurs (Eunomia Research & Consulting et al., 2007). Les auteurs proposent de taxer les couches jetables, les sacs de plastique, et les produits de nettoyage domestique à usage unique pour modifier la perception du consommateur qui les considère pratiques et peu coûteux. L'étude justifie la taxation de ces produits en les comparant aux produits de luxe taxables comme l'alcool et les cigarettes.

Alors que la France et le Royaume-Uni réfléchissaient à cette possible taxation, la Belgique adoptait une réglementation lui permettant de tarifier les produits jetables sur son territoire.

3.2.3 La taxe « pique-nique » en Belgique

La première loi sur les écotaxes belge remonte à 1993. Cette loi imposa notamment une taxe sur les rasoirs jetables qui fut abolie en 1997 en raison de son succès (OECD, 2001). En effet, les ventes de rasoirs jetables ont chuté à tel point que presque aucun rasoir jetable n'était vendu. Toutefois, cette loi ne s'est pas avérée aussi efficace pour les emballages puisqu'entre 2000 et 2004, la quantité d'emballages jetables disponible sur le marché augmenta (Fédération Inter-Environnement Wallonie, 2007). C'est la raison pour laquelle en 2004, l'imposition d'une taxe de 9,85 centimes par litre d'emballage à usage unique s'ajoute à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 6 % visant les boissons gazeuses (*Id.*, p. 3).

Cette nouvelle taxe fut contestée lors d'un recours collectif intenté en 2005 par Danone et Nestlé. Ces entreprises estimaient que la taxe sur les CRU était discriminatoire puisque les contenants de plastique étaient souvent recyclés et que le verre ne pouvait être considéré comme un contenant par les embouteilleurs. Le tribunal d'arbitrage acquiesça à la demande et annula la taxe sur les emballages non réutilisables. La réglementation belge sera ensuite modifiée pour permettre la taxation d'emballages réemployables à 1,4 centime par litre et jetables à 9,85 centimes par litre. Au sens de la loi, sont considérés réemployables, les

contenants faisant l'objet d'une consigne et pouvant être réemployés à sept reprises. C'est d'ailleurs cette dernière considération qui explique la différence de tarification (*Id.*, p. 4).

C'est dans la *Loi-programme du 27 avril 2007*, que le gouvernement belge modifia la *Loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'état*, afin de présenter sa nouvelle cotisation environnementale que plusieurs surnommèrent la taxe « pique-nique ». Quatre catégories de produits jetables furent identifiées pour être taxées selon leur poids à compter du 1^{er} juillet 2007. Le tableau 3.3 présente ces produits.

Tableau 3.3 La taxation des produits jetables en Belgique

Produits jetables⁽¹⁾	Taxe perçue (€/ kg)⁽¹⁾	Équivalence (\$CA / kg)⁽²⁾
Sac d'emplètes en plastique jetables (NC 39.23)	3,00	4,68
Plaques, feuilles, bandes, rubans et pellicule plastique pour les usages ménagers (NC 39.19)	2,70	4,21
Feuilles ou bandes minces en aluminium d'une épaisseur n'excédant pas 0,2 mm pour les usages ménagers (NC 76.07)	4,50	7,00
Ustensiles de cuisine pour la table jetables, en matière plastique (NC 39.24)	3,60	5,60

(1) *Loi-programme du 27 avril 2007*, art. 157

(2) XE, s. d.

Concrètement, la taxe de trois euros par kilogramme sur les sacs d'emplètes de plastique représente 0,01 à 0,10 euro par sac. Le prix des feuilles ou des pellicules plastiques augmente quant à lui de 70 % (Meeùs, 2007). Cette taxe est exigée de toute personne qui procède à la mise en consommation des produits, c'est-à-dire, du fabricant, du grossiste, de l'importateur ou du détaillant, selon le cas.

Il peut paraître étonnant que l'objectif de cette modification législative ne fût pas de taxer les produits fortement générateurs de déchets, mais bien de percevoir une cotisation environnementale selon les émissions de CO₂ produites lors de la fabrication de ces produits. Son application étant récente, le gouvernement belge n'aurait pas mesuré l'effet de la taxation sur la quantité de produits jetables consommés et éliminés (Ernoux, 2008).

3.2.4 Les problèmes liés à la tarification

Bien que la tarification puisse être considérée comme une mesure incitative efficace pour la gestion des produits générateurs de déchets, elle comporte également quelques inconvénients. Elle peut nuire aux échanges entre les pays, être contournée, être perçue négativement dans la population et ne pas tenir compte du cycle de vie des produits.

L'organisation mondiale du commerce, l'OMC, élabore des règles régissant le commerce international entre les pays. Ainsi, l'OMC peut intervenir si les mesures tarifaires d'un pays sont jugées nuisibles aux échanges commerciaux (OCDE, 2001). Les pays peuvent ainsi faire l'objet de plaintes relatives à leurs mesures liées à la consignation, à une écotaxe ou aux normes imposant une teneur en matière recyclée. « Par exemple, une taxe uniforme sur les bouteilles à usage unique risque de ne toucher que les importateurs si les fournisseurs nationaux utilisent déjà des contenants réutilisables. » (*Id.*, p. 75) Ainsi, lorsqu'un pays indique des mesures liées à l'importation dans sa réglementation, il doit aviser l'OMC afin d'éviter de faire l'objet d'une plainte.

La problématique du « passager clandestin » est également invoquée lorsqu'une tarification doit être imposée. Par exemple, certains producteurs peuvent omettre de déclarer l'ensemble des produits qui sont mis sur le marché (*Id.*, p. 95). C'est notamment pour cette raison qu'au Québec et en Allemagne, un expert indépendant doit vérifier les informations fournies par les producteurs.

L'imposition d'une taxe est souvent perçue négativement par le public. Pour faciliter son acceptation sociale, on doit présenter des options aux consommateurs : payer la taxe ou adopter un comportement plus responsable (Glachant, 2006). Par l'entremise de campagnes de sensibilisations, le consommateur pourra mieux comprendre les tenants et aboutissants de la tarification.

3.3 Les différentes formes de responsabilité élargie du producteur

Le concept de la RÉP est utilisé fréquemment en gestion des matières résiduelles, afin de réduire le poids des produits ou d'augmenter leur recyclabilité. Le producteur soumis à la

RÉP, qui assume la responsabilité matérielle ou financière pour la collecte et pour l'élimination des produits à la fin de leur cycle de vie, est invité à considérer les aspects environnementaux au moment de concevoir ses produits (OCDE, 2001). Toutefois, la RÉP aurait peu d'impact sur les consommateurs qui ne bénéficient d'aucun incitatif à rapporter le bien au producteur (OECD, 2004).

La RÉP se présente sous différentes formes. Elle peut être individuelle ou collective et partagée ou complète (Glachant, 2005c). La collecte et le traitement des matières résiduelles de même que leur financement varient en fonction de ces caractéristiques. Le tableau 3.4 présente les différentes formes de RÉP.

Dans le cas d'une RÉP individuelle, chaque entreprise organise la collecte et le traitement de ses produits et les finance selon leurs coûts spécifiques (Glachant 2004). C'est le cas des entreprises comme Xerox et Nike. Puisque le producteur paie les coûts de gestion de ses produits arrivés en fin de vie, il est incité à en réduire les coûts.

Tableau 3.4 Les différentes formes de responsabilité élargie du producteur. Inspiré de Glachant, (2004, p. 189) et Glachant (2005c, p. 92).

Collecte et traitement	Coût	Financement par les producteurs (partagé ou complet)
Le producteur assume <u>individuellement</u> la gestion des déchets générés par ses produits	Basé sur les coûts <u>spécifiques</u> de collecte et de traitement des produits mis sur le marché	Complet (ex : Xerox)
La gestion des déchets est assurée <u>collectivement</u> (ex : la plupart des biens de consommation en Europe)	Basé sur les coûts <u>spécifiques</u> de collecte et de traitement des produits mis sur le marché	Partagé (ex : emballages en France)
		Complet (ex : emballages en Allemagne)
	Basé sur un coût <u>moyen</u> pour la collecte et le traitement des déchets qui varie selon les parts de marché ou une autre variable sans lien avec le contenu en déchet du produit (ex : RECUPEL en Belgique)	Partagé
		Complet

En ce qui a trait à la RÉP collective, l'industrie nommera des responsables de la fin de vie de ces produits. Le coût peut être évalué de façon spécifique ou selon les parts de marché ou d'autres variables qui n'ont pas de lien direct avec les coûts de gestion de ces déchets pour ces entreprises. C'est notamment le cas en Belgique, aux Pays-Bas et en Suisse où les coûts varient selon les catégories de ces produits sans égard aux caractéristiques propres de ceux-ci (*Id.*, p. 190).

En ce qui concerne la politique sur l'emballage en Allemagne, la RÉP est complète (*Id.*, p. 191). Les producteurs doivent reprendre leurs emballages et assurer la totalité des coûts de la reprise et du traitement de ces produits arrivés en fin de vie. À l'opposé, la RÉP est partagée entre les producteurs et les gouvernements locaux en France et au Japon, puisque le producteur ne paierait qu'une partie des coûts (*Id.*, p. 191). En France, les producteurs financeraient 43 % du coût de la collecte et du traitement des déchets d'emballages ménagers (Glachant, 2005c).

3.3.1 Les mécanismes d'intervention pour les emballages

Selon la réglementation au Québec, en France ainsi qu'en Allemagne, le terme « emballages » inclut les contenants. Depuis la mise en marché des premières bouteilles de Coca-Cola en 1894, plusieurs types de contenants ont fait leurs apparitions, s'adaptant aux nouvelles modes et à la découverte de nouveaux matériaux. Bien qu'en 1940 on considère le plastique comme un matériau d'emballage, c'est vers 1950 que les sacs de plastique furent fabriqués et c'est en 1970 que les bouteilles de plastique firent leur apparition (Dorion, 2008). Tous ces emballages sont aujourd'hui largement répandus à tel point que leur utilisation doit être limitée.

Les mécanismes d'intervention pour les emballages permettent d'intégrer le coût lié à leur traitement dans le prix du produit. Ils peuvent être adoptés sur une base volontaire ou être imposés par voie réglementaire. L'obligation de reprise, des instruments économiques, comme l'implantation d'un système de consigne, de redevances d'élimination en amont, de taxes sur les matières et une combinaison de subventions et de taxes en amont ainsi que des normes, peuvent accompagner les politiques de RÉP développées (OCDE, 2001).

L'ensemble de ces mesures permet d'internaliser le coût lié au choix de l'emballage (Fullerton. et Raub, 2004).

Les approches volontaires, préconisées par les entreprises, sont souvent utilisées pour contourner la réglementation (OCDE, s. d.). Pour être efficaces, ces mesures volontaires doivent comporter certaines caractéristiques. Les objectifs exposés doivent être clairs, les différentes périodes de l'accord doivent être exposées, un suivi doit être prévu, l'adhésion de tous les acteurs doit être assurée et les engagements doivent être respectés (Neumayer, 2000).

Le système allemand, surnommé le « Point vert » ou le *Duales System Deutschland* (DSD), est un exemple des plus probants d'un mécanisme volontaire assorti d'une obligation de reprise et d'objectifs de performance. Depuis 1991, les manufacturiers allemands doivent assurer la totalité des coûts nécessaires à la reprise et au recyclage de leurs emballages. La tarification comporte une partie variable, selon le poids du matériau utilisé, qui est ensuite différenciée selon la taille de l'emballage (Glachant, 2005c). Depuis le 1^{er} janvier 2009, la participation à ce système est obligatoire pour tous les producteurs de biens destinés aux consommateurs (Der Grüne Punkt, 2008).

Il fut par ailleurs établi, depuis la mise en place du programme allemand, que l'apposition d'une étiquette à l'effigie du « Point vert » encourageait la consommation d'emballages et déresponsabilisait le consommateur qui sait que le produit sera recyclé (Neumayer, 2000).

Le taux de recyclage visé, fixé par l'appareil gouvernemental allemand, était de 80 % en 1991. Il a ensuite diminué à 50 % en 1996 pour finalement augmenter à 60 % en 1998 (Fullerton and Raub, 2004; Neumayer, 2000). Bien qu'il s'agisse d'un accord volontaire, des pénalités réglementaires sont prévues si les objectifs ne sont pas atteints. Il fut ainsi proposé d'imposer un système de consignation obligatoire si le taux visé pour les CRU n'était pas atteint (Neumayer, 2000). Ainsi, depuis mai 2006, la consigne est obligatoire pour tous les CRU de 0,1 à 3 litres (Eunomia et al., 2007).

Entre 1991 et 1998, la consommation d'emballages est passée de 94,7 à 82 kg par habitant, soit une diminution de 13,4 % alors que les emballages éliminés ont diminué de 66 %

(OCDE, 2001; Fullerton and Raub, 2004). Durant cette même période, la relation entre la consommation d'emballages et la croissance économique a été modifiée. La figure 3.1 illustre ce constat. On pourrait expliquer ces résultats par le fort incitatif financier mis sur pied par les Allemands qui ont opté pour une tarification de 10 à 20 fois supérieure à celle de la France pour des produits semblables (Glachant, 2004). Par exemple pour les produits faits de plastique, l'organisme français Éco-Emballages percevait 16,17 centimes d'euros par kilo alors qu'il en coûtait 150,80 pour la même quantité de plastique en Allemagne (Glachant, 2005c). La tarification en amont, particulièrement celle appliquée pour les emballages, permet donc de tarifier différemment les produits selon le choix du matériau utilisé par le producteur (Glachant, 2006).

C'est dans ce contexte qu'en novembre 1992, Éco-Emballages fut agréée en France, suite au décret n° 92-377 d'avril 1992 obligeant les producteurs d'emballages destinés aux consommateurs de participer financièrement à leur mise en valeur (Éco-Emballages, s. d.). Un des objectifs premiers de l'organisme était de mettre en place un système de collecte sélective. Les tarifs incluent, une part variable selon le poids du matériau utilisé et une part fixe par unité d'emballage (Glachant, 2005c).

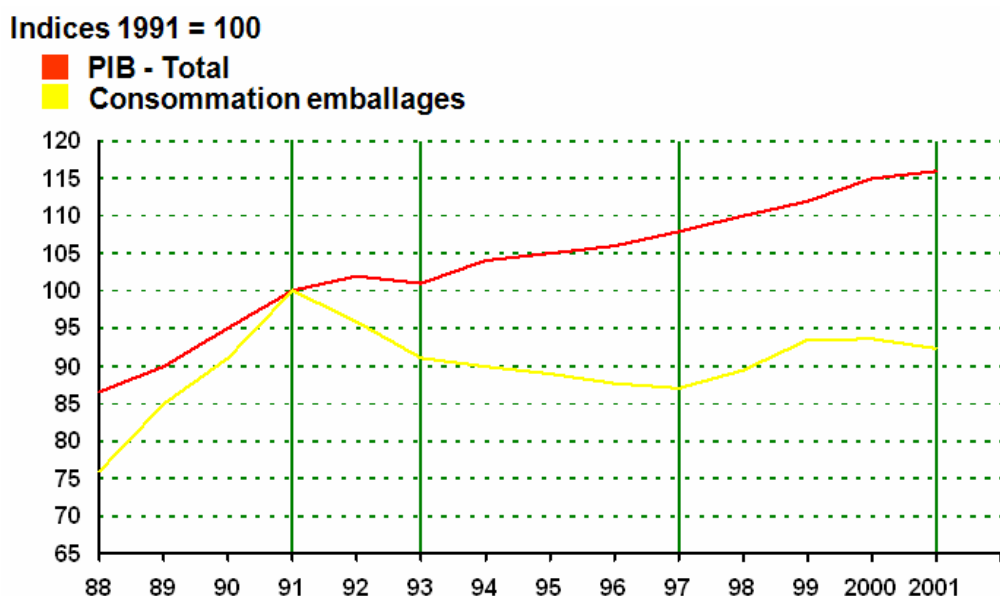


Figure 3.1 Relation entre la consommation d'emballages et le PIB en Allemagne. Tirée de Glachant (2005b, p. 20).

De 1994 à 2006, le recyclage de ces emballages est passé de 1 à 2,5 tonnes. La quantité d'emballages a, quant à elle, légèrement diminué de 4,6 à 4,4 millions de tonnes (Éco-Emballages, 2008b). Afin d'améliorer ces résultats, les entreprises de l'agroalimentaire et Éco-Emballages signèrent, le 23 octobre 2008, une convention visant à réduire le poids des emballages et à augmenter le taux de recyclage, de 61,3 % en 2007 à 75 % d'ici 2012. (Roux-Goeken, 2008a; Roux-Goeken, 2008b).

Il est intéressant de comparer les systèmes allemands et français ainsi que leurs effets. Le tableau 3.5 identifie les caractéristiques principales de chacun des systèmes. Tant en France qu'en Allemagne, ces chiffres tendent à démontrer que le recyclage fut priorisé à la réduction à la source de ces emballages. Par ailleurs, en adoptant le principe de la RÉP complète, devenant ainsi le seul acteur à assumer les coûts liés aux produits, le système allemand n'avait d'autre choix que d'utiliser une tarification élevée. Cette tarification, qui augmente de façon importante le prix des produits, expliquerait le taux de succès plus élevé de l'Allemagne par rapport à la France.

Tableau 3.5 Comparaison des caractéristiques principales du système français et du système allemand pour les emballages

PAYS	FRANCE ⁽¹⁾			ALLEMAGNE ⁽²⁾	
Matériau	Part fixe (en centime d'euro)	Part variable (en centime d'euro / kg)	Réduction principale	Part variable (en centime d'euro / kg)	Réductions principales
Verre	Égale à la contribution calculée pour la part variable ou le double de cette contribution pour un maximum de 0,11	0,36	10 % si utilisation de ≥ 50 % de matériaux recyclés	7,40	30 % si emballage rigide ≥ 25 litres
Papiers-cartons		12,21		17,50	30 % si emballage rigide ≥ 25 litres <u>ou</u> si emballage de papier flexible ≥ 25 litres ou ≥ 0,75 m²
Acier		2,26		27,20	30 % si emballage rigide ≥ 25 litres
Aluminium		4,53		73,30	30 % si emballage rigide ≥ 25 litres
Plastique		17,78		129,60	30 % si emballage rigide ≥ 5 litres <u>ou</u> si flexible ≥ 25 litres ou ≥ 0,75 m² <u>et</u> 13 % si bouteille faite de PET transparent < 5 litres
Composites de carton	n/d	n/d	n/d	75,20	30 % si emballage rigide ou flexible ≥ 25 litres ou ≥ 0,75 m²
Autre composites	n/d	n/d	n/d	101,40	
Matériaux naturels (bois, ...)	n/d	n/d	n/d	10,20	
Coût pour une boîte de maïs faite d'acier de 425 ml avec une étiquette de papier	0,2605			1,53	
Consommation d'emballages	4,6 millions à 4,4 millions de tonnes de 1994 à 1996			94,7 à 82 kg / habitant de 1991 à 1998 (13,4 %)	
Emballages éliminés	n/d			Réduction de 66 %	
Recyclage des emballages	1 à 2,5 tonnes de 1994 à 2006 ; 61 % en 1997			80,3 % des emballages étaient recyclés en 1997	

(1) Tarifs au 1^{er} janvier 2007. Éco-Emballages, 2008a; Éco-Emballages, 2008b; Packaging Recovery Organisation Europe, s. d.; ADEME, 2008, p. 11

(2) Tarifs au 1^{er} janvier 2007. Der Grüne Punkt, 2007; Packaging Recovery Organisation Europe, s. d.; Fullerton and Raub, 2004, p. 56; OCDE, 2001, p. 11 et 169

C'est dans ce contexte que fut élaborée, en décembre 1994, la *Directive 94/62/CE du parlement européen et du Conseil, relative aux emballages et aux déchets d'emballages* visant l'ensemble des emballages sur le territoire de l'Union européenne. Cette directive, basée sur la RÉP, oblige d'une part le producteur à accepter le retour d'un emballage après son utilisation et l'encourage d'autre part à mieux concevoir ses produits, à augmenter leur recyclabilité et à en réduire le poids (Aarnio et Hämäläinen, 2007). Les états membres doivent alors implanter une politique de leur choix afin d'atteindre les objectifs fixés par la directive. En 2008, l'objectif de mise en valeur de ces emballages était de 60 % (*Id.*, p. 613). On reproche à cette directive de fixer des objectifs peu élevés, et ce, principalement pour trois raisons. D'abord, les objectifs fixés visent à éviter les barrières tarifaires à l'échange. Ensuite, le Conseil européen voulait s'assurer de la capacité de recyclage de tous les pays. Enfin, les objectifs fixés correspondaient déjà à ceux élaborés dans des pays tels l'Allemagne, le Danemark et les Pays-Bas (Neumayer, 2000).

Au Canada, une mesure volontaire liée à la RÉP, le *Protocole national sur l'emballage*, fut approuvée le 20 mars 1990 par le Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME). Il fut alors estimé qu'une tonne d'emballage était produite annuellement par famille et que 80 % de ces emballages étaient éliminés (Conseil canadien des ministres de l'environnement, 1990). Des objectifs, basés sur l'année de référence 1988, furent fixés afin de diminuer progressivement la quantité d'emballages envoyés à l'élimination. Cette quantité ne devait pas excéder 80 % en 1992, 65 % en 1996 et 50 % en 2000. À la dissolution du groupe de travail en 1996, suite à des compressions budgétaires, la réduction de ces emballages atteignit 51,2 % (Conseil canadien des ministres de l'environnement, 1996). Dans son rapport final, le CCME annonça qu'en 1996, 47 % des emballages étaient constitués de matériaux réutilisés et que le recyclage de ces emballages avait augmenté de 273 % (Conseil canadien des ministres de l'environnement, 2000).

Les codes de bonnes pratiques pour les sacs de plastique sont également considérés comme des mécanismes volontaires proposés par l'industrie. En Australie, une convention entre le ministère de l'Environnement et le secteur des emballages permet aux entreprises signataires de choisir leurs moyens d'actions obligeant les non-signataires à respecter le

National Environment Protection Measure (OCDE, 2001). En 2008, le Québec et l'Ontario visaient une réduction de l'utilisation des sacs d'emplettes de l'ordre de 50 % d'ici 2012 (Association des détaillants en alimentation du Québec et al., 2008; Government of Ontario, 2007). Bien que l'Australie opte en 2003 pour une cible de réduction identique pour 2005, l'objectif ne fut pas atteint. L'Australie atteignit un taux de 40 % pour les grands détaillants en alimentation et 22 % pour les plus petits détaillants (Recyc-Québec, 2007).

Il est clair que les mesures volontaires, comme celles utilisées en Australie ou au Canada, permettent de façon générale d'atteindre l'objectif fixé ou à tout le moins de s'y rapprocher. Toutefois, puisque ces mesures entraînent rarement des pénalités, les producteurs ne sont pas incités à atteindre ces objectifs. C'est pour cette raison que ces mesures doivent inclure des pénalités en cas de non-respect des objectifs fixés.

Il importe de souligner que les emballages en restauration rapide ne sont pas toujours considérés. Bien que le Québec tarifie ces emballages lorsqu'ils sont consommés à l'extérieur du restaurant, une grande partie échappe à la réglementation, les municipalités n'étant pas responsables de leur traitement. Or, selon une étude finlandaise, les déchets d'emballage jetés dans le restaurant et la cuisine, représenteraient respectivement 39 % et 36 % des emballages. De plus, l'étude démontre que le potentiel de récupération de ces emballages serait de 64 % (Aarnio et Hämäläinen, 2007). Ainsi, des projets pilotes pourraient être développés afin de diminuer ou de recycler les emballages provenant de la restauration rapide qui ne font pas l'objet de mesures incitatives au Québec.

3.4 L'interdiction et la taxation des contenants à remplissage unique

Le marché CRU de bière, du jus, de boissons gazeuses et d'eau est en pleine expansion en Amérique. Les CRU représentent 97 % du marché aux États-Unis alors qu'on n'en retrouve que 3 % en Europe (Recyc-Québec, 2007). À eux seuls, les CRU consignés ont augmenté de 9 % en cinq ans au Québec et leur taux de récupération se situait à 72 % en 2006 (Recyc-Québec 2007 et 2008). Afin de réduire le nombre de CRU sur le marché, il est intéressant d'analyser le cas de l'Île-du-Prince-Édouard qui a interdit ce type de contenant.

L'utilisation de contenants à usage unique a été interdite progressivement à l'Île-du-Prince-Édouard. Deux objectifs visés par cette mesure étaient de réduire la quantité de déchets laissés en bordure des routes et des plages et de réduire la quantité d'emballages destinée aux lieux d'enfouissement (Environnement Canada, 2007). Dès 1973, la Commission des liqueurs cessa volontairement de vendre des CRU de bières en aluminium. Par la suite, la loi prohiba la vente de bières dans des CRU en 1977 et de CRU de boissons gazeuses en 1984. Cette même année, un système de consigne semi-remboursable fut élaboré (Jardine, s. d.). Bien que le taux de retour des CRM de bières et de boissons gazeuses fût évalué à 98 % par le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, les documents consultés ne permettent pas d'évaluer l'efficacité de cette mesure dans le temps. De plus, depuis le 3 mai 2008, suite à des pressions, l'interdiction a été levée, pour laisser toute la place au système de consigne semi-remboursable variant de 0,10 à 0,20 \$ sur ces produits qui devront être retournés au dépôt et non au détaillant (Prince Edward Island, s. d.). Le Danemark, qui interdisait ce type de contenants a également levé son interdiction en janvier 2002 (Ministry of the Environment, 2002).

Sans interdire ce type de contenants, la Belgique, la Finlande et la Norvège ont instauré une taxe sur ceux-ci (Recyc-Québec, 2007). Il faut se rappeler, par exemple, qu'en Belgique, certains emballages à usage unique, incluant les contenants, sont taxés sept fois plus que les emballages réemployables (Fédération Inter-Environnement Wallonie, 2007). Ce type de taxation en Finlande, introduite depuis le 1^{er} janvier 1994, fut jugé contraire à l'article 14 de l'*Accord sur l'Espace économique européen*, le 16 avril 2008, car les produits importés étaient assujettis à la taxe (Ministry of Finance of Norway, 2008). Le pays a toutefois décidé, en juin 2008 de faire fi de la décision, jugeant que cette différence était justifiable par la protection de l'environnement et n'a pris aucune mesure pour se conformer à la décision de l'Autorité de surveillance de l'Association européenne de libre-échange (Ministry of Finance of Norway, 2008).

3.5 Les politiques d'enfouissement zéro et de zéro déchet

Bien que l'optique des politiques de « zéro déchet » ou d'« enfouissement zéro » promeuve la réduction des déchets, les objectifs de ces politiques sont différents. D'une part, la

politique d'enfouissement zéro vise à interdire l'enfouissement, mais ne donne aucune indication quant à la récupération ou à la réduction à la source. D'autre part, la politique de zéro déchet est beaucoup plus large puisqu'elle va au-delà de la notion d'enfouissement et fait plutôt référence au concept de durabilité, ce qui en fait un outil intéressant pour réduire la consommation des produits à usage unique générateurs de déchets.

Le concept de zéro déchet, développé dans les années 1990, repose sur un principe qui vise à « (...) tendre vers l'élimination des déchets à la source et à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement » (Décentralisation & Initiatives locales, 2004, p. 6). Ainsi, ce type de politique vise non seulement à limiter l'enfouissement, mais également à réduire la consommation des ressources et à favoriser le réemploi et le recyclage des produits. Pour atteindre l'objectif ultime de détourner de l'élimination la totalité des matières résiduelles, des objectifs intermédiaires sont fixés dans un échéancier et leur efficacité est mesurée périodiquement.

3.5.1 Les politiques de zéro déchet dans le monde

En 1996, la capitale de l'Australie, Canberra, fut la première ville à adopter la politique « *No Waste by 2010* ». Entre les années 1993 et 2007, la quantité de déchets éliminés passa de 78 % à 26 % (Department of Territory and Municipal Services, 2008.). Pour la même période, la quantité de matières mises en valeur augmenta de 22 % à 74 % (*Id.*, p. 1). Bien que ces chiffres semblent témoigner de la réussite de cette politique, il faut considérer d'autres données complémentaires. Il appert que la quantité de déchets éliminée s'est stabilisée en 2002 et a même augmenté de 5,2 % entre 2005 et 2007, laissant croire à la perte d'efficacité de la politique. De plus, la production de déchets a poursuivi sa progression passant de près de 550 000 tonnes en 1993 à près de 800 000 tonnes en 2007 (*Id.*, p. 4)

En Nouvelle-Zélande, la moitié des collectivités locales avaient adopté une politique d'enfouissement zéro, atteignant des taux de diversion de 50 à 60 % en 2004 (Décentralisation & Initiatives locales, 2004).

Au Canada, plusieurs municipalités de la Colombie-Britannique ont adopté cette politique. Plus à l'est, Halifax et Toronto implantèrent cette politique dans un contexte de fermeture des lieux d'enfouissement. Alors qu'Halifax a opté pour l'interdiction d'enfouir certains matériaux, Toronto a plutôt choisi en 2001 l'enfouissement zéro de toutes ses matières d'ici 2010 (Décentralisation & Initiatives locales, 2004). L'objectif torontois de détourner 30 % des déchets des ménages fut atteint en 2003. Toutefois, en 2006, le taux de diversion n'atteignit que 42 % alors que l'objectif visé était de 60 %. Ainsi, Toronto décida en 2007 d'abandonner son programme « *Task Force 2010* » pour le remplacer par « *Target 70* » dont l'objectif est de détourner 70 % des matières résiduelles pour 2010 (City of Toronto, 2007).

Des villes américaines ont suivi cette tendance afin d'éviter la construction de plusieurs incinérateurs de déchets (Décentralisation & Initiatives locales, 2004). La plupart des villes américaines, ayant opté pour cette politique, et qui ont atteint un taux de diversion de l'ordre de 50 % ont bénéficié d'économies importantes (*Id.*, p. 10). Parmi celles-ci, San Francisco fixa en 2002 un objectif de réduction de 75 % des matières enfouies d'ici 2010 et adopta une politique de zéro déchet pour 2020. Selon les résultats officiels publiés par la ville, un taux de réduction de 60 % aurait été atteint en 2006 (San Francisco Department of the Environment, s. d.; Waste to Wealth, s. d.).

Les résultats constatés suite à l'implantation d'une politique de zéro déchet dans les villes de Canberra, Toronto, San Francisco et Seattle sont présentés au tableau 3.6. En comparant sa performance à celle de ces autres villes, la politique de zéro déchet de Seattle, implantée en 1998, ne semble pas avoir eu les effets escomptés suite à son implantation puisque les quantités de déchets éliminés et récupérés ont respectivement augmenté et diminué (Seattle, s. d.). La tarification incitative au volume, qui a précédé l'implantation de la politique, pourrait être à la source cette contre-performance. La ville de Seattle a donc apporté des modifications à sa politique en 2004 ce qui semble avoir porté fruit. Bien qu'on ait pu observer un léger essoufflement de la politique australienne de Canberra depuis les dernières années, les pourcentages de matières résiduelles éliminées et mises en valeur confirment le succès de cette politique.

Pour toutes ces villes, le système municipal en place a dû être adapté afin que soient développés et optimisés les services de collecte et de traitement. Bien que ces mesures soient coûteuses à court terme, notamment en frais administratifs, elles seraient rentables à long terme (Décentralisation & Initiatives locales, 2004). Pour rentabiliser l'opération, les services municipaux peuvent être modifiés en diminuant la fréquence de collecte ou en augmentant la liste des matières acceptées pour la récupération, en développant des déchèteries ou des ressourceries. Par exemple, Toronto a fait le choix de diminuer la fréquence de collecte de ses matières résiduelles d'une à deux semaines et d'ajouter à sa liste divers emballages, dont les papiers d'emballage et les cartons de fruits et de jus. Cette mesure a permis d'augmenter, à elle seule, le volume des matières récupérées de 20 % (*Id.*, p. 13).

Tableau 3.6 Effets de la politique de zéro déchet dans quelques villes

Ville et population ⁽⁷⁾	Année de l'introduction de la politique	Année de référence	Déchets produits (estimés en tonnes)	Déchets éliminés (en %)	Déchets mis en valeur (en %)
Canberra ⁽¹⁾ 324 034	1996	1996	n/d	51 %	49 %
		2002	475 000	31 %	69 %
		2005	770 000	25 %	75 %
		2007	800 000	26 %	74 %
Toronto ⁽²⁾ 2 503 281	2001	2003	n/d	68 %	32 %
		2006	1 650 000 ⁽³⁾	58 %	42 %
San Francisco ⁽⁴⁾ 764 976	2002	2006	n/d	40 %	60 %
Seattle ⁽⁵⁾ 594 210	1998	1995	794 643	56 %	44 %
		2002	816 666	60 %	40 %
		2005	848 214	56 %	44 %

(1) Department of Territory and Municipal Services, s. d.

(2) City of Toronto, 2007, p. 1 et 11

(3) Light House Sustainable Building Centre, 2006

(4) San Francisco Department of the Environment, s. d.

(5) Bagby, s. d., p. 7

(6) Brinkhoff, 2008

Certains qualifient les politiques de zéro déchet d'utopiques et leur reprochent de ne pas refléter concrètement les efforts de réduction, de réemploi et de recyclage. La mesure de l'efficacité de ces politiques par le taux de diversion rend difficile l'évaluation des efforts de réduction. Ainsi, il n'est pas rare de constater une augmentation du taux de diversion accompagnée d'une augmentation de la quantité de déchets produits, comme à Canberra. Ces expériences démontrent que le taux de diversion des matières est en moyenne de 50 % et qu'il ne dépasse pas les 75 %. Afin de contrer cette tendance, des mesures complémentaires peuvent être implantées telles la tarification en amont et la tarification en aval, comme celle inspirée du concept « *Pay-As-You-Throw* ».

3.6 Le concept « Pay-As-You-Throw »

Souvent basée sur les impôts fonciers ou un montant forfaitaire, la tarification des matières résiduelles passe souvent inaperçue auprès de la population. De plus, ces tarifs ne reflètent pas le coût marginal social, soit le coût réel pour la société, lié à la collecte, au traitement et aux impacts causés par l'élimination de ces matières résiduelles. Les coûts marginaux externes, comme la pollution de l'air et de l'eau, moins quantifiables, sont souvent omis dans l'équation. De plus, le coût marginal privé, qui comprend les frais liés à la collecte et au traitement, est nul lorsque des déchets supplémentaires sont éliminés, annulant l'incitatif de réduction (Porter, 2004).

Il est admis que les politiques efficaces tarifient les activités qui génèrent des coûts externes (*Id.*, p. 117). La tarification incitative, basée sur le concept pollueur-payeur, demande aux ménages qui génèrent plus de matières résiduelles d'en assumer les coûts. Au contraire, un ménage qui réduit la quantité des matières résiduelles générées est récompensé par ses efforts. De par sa nature, la tarification incitative respecte les principes du développement durable. Elle est environnementalement durable, puisqu'elle permet de réduire la quantité de déchets éliminés et d'augmenter le recyclage. Elle est économiquement durable, car les revenus générés tendent à correspondre au coût social marginal. Elle est finalement équitable, car le coût caché des matières résiduelles devient apparent et les ménages paient pour l'élimination réelle de leurs déchets.

Cette tarification comporte par ailleurs de nombreux avantages. Elle permet notamment de favoriser le réemploi, de détourner les matières dangereuses vers les organismes appropriés et d'augmenter la mise en valeur des matières résiduelles de façon globale. Les ménages internalisent ainsi, dans leurs décisions d'achat, les coûts de collecte et de traitement (Glachant, 2004). Les signaux de la tarification incitative sont alors transmis aux producteurs les incitant à réduire l'emballage de leurs produits ou à fournir des produits réemployables et recyclables. Selon cet argument, la tarification incitative aurait un effet indirect sur la réduction de la consommation des produits jetables.

« Une revue des expériences de tarification à l'acte des déchets domestiques (au poids ou au volume) dans plusieurs pays, dont l'Allemagne, la France, la Belgique, les États-Unis et la Hollande, conclut sur l'efficacité des mesures de tarification des déchets en faveur de la réduction à la source et de la récupération à des fins de recyclage. » (Recyc-Québec, 2008, p. 11)

De façon concrète, elle permet selon certaines études de détourner entre 8 et 38 % (Bombardier, 2007) et entre 25 à 45 % (Canterbury et al., 1994) des matières résiduelles de l'enfouissement et d'augmenter la quantité de matières récupérées.

3.6.1 Les types de programmes et la tarification

La tarification incitative est évaluée selon le poids ou le volume des matières résiduelles. Le choix du programme repose sur les caractéristiques des municipalités qui l'implantent et les objectifs fixés. Les services et les équipements disponibles sont ainsi considérés.

Une seule option est disponible pour tarifier les déchets selon le poids soit au moyen d'une puce électronique installée sur un contenant qui permet d'associer le poids des matières résiduelles et la fréquence de collecte au propriétaire (TF1, 2008). Elle implique également d'équiper de balances tous les camions effectuant la collecte. L'évaluation des coûts est ensuite effectuée par la municipalité qui émet une facture selon les poids des déchets éliminés pour chaque propriétaire.

La tarification au volume, très répandue aux États-Unis, peut prendre différentes formes. Plusieurs villes dans l'ouest américain ont opté pour un contenant, alors que les municipalités dans le nord-est du pays préconisent l'achat de sacs ou d'étiquettes (Miranda

and Lapalme, 1997). Différentes options peuvent se greffer au mode choisi. Quant à leur tarification, elle peut être proportionnelle, variable, à deux niveaux ou à niveaux multiples. Le tarif est appliqué par contenant ou selon la capacité du contenant (Canterbury et al., 1994).

Pour les municipalités qui optent pour un contenant, son volume doit être considéré. Il appert que plusieurs communautés, qui utilisent un contenant d'une capacité de 60 gallons, soit 227 litres, remarquent peu d'effets sur la diminution des matières résiduelles (U.S. EPA, 2008). Bien que leurs tarifs soient très variables, le volume des sacs choisis ne semble pas poser problème. En Pennsylvanie, chaque sac de 30 gallons, soit 113 litres, coûte entre 1,00 et 2,00 \$US alors que dans le nord-ouest et en Californie le coût du service de base varie entre 9,00 et 15,00 \$US pour des volumes variant entre 20 et 40 gallons, soit entre 75 et 150 litres (*Id.*). Certaines villes comme Aurora en Illinois vendent des étiquettes aux citoyens afin qu'ils les apposent sur des contenants de leurs choix. Cette dernière option est considérée simple au plan administratif, car elle n'entraîne l'implantation d'aucun système de taxation (*Id.*).

Une variante contractuelle est rattachée à la tarification au volume de quelques municipalités. Plusieurs villes de la Californie et de l'Oregon demandent à leurs citoyens de signer un contrat déterminant un nombre de sacs pouvant être ramassés chaque semaine (Van Houtten and Morris, 1999). Bien que cette mesure permette aux municipalités de faire une meilleure planification financière, elle n'est pas représentative des coûts réels des matières résiduelles éliminées lorsque par exemple, le nombre de sacs présentés ne correspond pas aux termes du contrat (*Id.*, p. 515). L'effet de ces contrats sur la diminution de déchets éliminés serait moindre que celui provoqué par la tarification traditionnelle au volume (OECD, 2004). L'ensemble des variantes liées aux programmes et leur tarification sont présentés au tableau 3.7.

Tableau 3.7 La tarification incitative et ses variantes. Modifié de Canterbury et al. (1994, p. 25).

Type	Variante	Tarification
Poids	n/a	<ul style="list-style-type: none"> • Proportionnelle (tarif selon le poids) • À deux niveaux (tarif fixe de base et tarif selon le poids)
Volume	Contenants	<ul style="list-style-type: none"> • Proportionnelle (tarif fixe par contenant, sac ou étiquette) • Variable (tarif variant selon le volume du contenant ou du sac) • À deux niveaux (tarif fixe de base et tarif fixe par contenant, sac ou étiquette) • À niveaux multiples (tarif fixe de base et différents tarifs variant selon le volume du contenant ou du sac)
	Sacs prépayés	
	Étiquettes prépayées	

3.6.2 Les programmes de tarification incitative des matières résiduelles dans le monde

La tarification incitative est appliquée dans plus de 250 municipalités canadiennes et 6 000 municipalités américaines (Bombardier, 2007) qui ont fait le choix de diminuer la quantité de matières résiduelles éliminées et d'augmenter leur niveau de récupération. Plus de 27 millions d'Américains sont soumis à la tarification incitative selon le volume (Glachant, 2003).

La plupart des études démontrent une diminution de la quantité des matières résiduelles éliminées; que la tarification soit basée sur le volume ou sur le poids (Tableau A.1 de l'annexe 2). Les tarifications basées sur le poids semblent toutefois avoir un effet plus important sur cette diminution (Tønning, 2000 dans Eunomia Research & Consulting, 2006). Aux Pays-Bas, cette tarification, en place depuis 1992, a permis en un an, de réduire la quantité de matières résiduelles de 33 % et en trois ans de 56 % (Linderhof and al., 2001).

Il appert que la tarification selon le volume des matières résiduelles permet de réduire le volume, mais augmente le poids, ce qui ne permet pas de faire baisser les coûts

d'élimination, ni de faire diminuer la quantité de matières résiduelles éliminées (Fullerton and Raub, 2004). Les matières seraient donc compactées par les ménages afin de respecter le volume du contenant alors qu'en réalité, avant l'implantation d'une telle politique, le compactage était effectué par le récupérateur.

Les effets de la tarification incitative sur le recyclage varient selon les études (Tableau A.1 de l'annexe 2). Selon Hong (1999), l'augmentation des efforts de recyclage entraînerait une diminution des efforts de réduction à la source. La prudence est de mise dans l'interprétation des résultats obtenus puisque certaines municipalités ne disposaient pas de système de collecte sélective avant l'implantation de la tarification incitative.

Les municipalités qui ont opté pour ce type de programme ont dû faire face à quelques problèmes d'application, comme la diversion illégale, la tarification des immeubles à logements multiples ou à faibles revenus. L'expérience des nombreuses villes qui ont affronté ces problèmes permet désormais aux gestionnaires de mieux contrôler ces aléas.

Plusieurs municipalités redoutent la mise en décharge illégale des matières résiduelles. La mise en décharge dans un site non autorisé, l'incinération domestique des déchets et le détournement dans des contenants commerciaux ou du voisinage semblent être les moyens envisagés pour contrer la tarification. Deux auteurs ont évalué le taux de diversion à 28 % (Fullerton and Kinnaman, 1996). D'autres ont affirmé que la décharge illégale représenterait en moyenne 5 %, ce qui équivaut de 13 à 17 % de la réduction des matières résiduelles constatées après l'implantation de la politique (Linderhof and al., 2001; Eunomia Research & Consulting, 2006). Plusieurs municipalités n'ont quant à elles pas remarqué les effets de la tarification sur la décharge illicite (Miranda and LaPalme, 1997; Reschovsky and Stone, 2004). Or, le faible taux de diversion constaté pourrait s'expliquer par l'implantation d'une tarification incitative basée sur le volume qui aurait peu d'incidence auprès des ménages (Eunomia Research & Consulting, 2006). Dans tous les cas, les coûts sociaux de la mise en décharge illégale sont élevés et ne peuvent être transférés aux ménages (Porter, 2004; Fullerton and Kinnaman, 1995). Il devient donc ainsi nécessaire de limiter cette diversion de flux.

Parmi les solutions envisagées, notons d'abord la possibilité de tarifier uniquement les sacs ou bacs additionnels à un nombre préalablement fixé (Van Houtten et Morris, 1999), comme c'est le cas à Toronto (CBC News, 2007). Cette solution, qui peut également être utilisée pour les ménages à faibles revenus, présente toutefois un désavantage, soit de ne pas inciter les ménages à réduire les déchets en deçà du nombre de sacs ou contenants préalablement fixés (Fullerton and Raub, 2004).

La consignation a également été proposée afin de réduire le détournement illégal de flux et s'est avérée efficace (Fullerton and Kinnaman, 1995; Fullerton and Raub, 2004). Ainsi, pour chaque sac ou bac récupéré, un montant est remis au ménage lorsque la disposition est adéquate (Fullerton and Kinnaman, 1995).

Les pénalités permettent de dissuader les comportements répréhensibles, mais sont rarement mises en application (Porter, 2004). La dénonciation volontaire et anonyme, assortie selon le cas d'une récompense, peut également être envisagée. Tous les auteurs s'entendent cependant pour que des mesures soient prises afin nettoyer rapidement toute forme de décharge illégale (*Id.*, p. 130).

La tarification des immeubles multi-logements soulève également une question. Comment tarifier les différentes unités ? Des communes françaises ont choisi de cadenasser les bacs des immeubles à logement (TF1, 2008) alors qu'il est plutôt proposé aux propriétaires d'immeubles américains d'inclure la tarification dans le loyer ou d'installer un système de code-barres dans la chute à déchets.

3.7 La nécessité de l'information, de la sensibilisation et de l'éducation

L'acceptabilité sociale est importante pour mettre en place les mesures proposées en gestion des matières résiduelles. Sans l'implication de tous les acteurs, les objectifs fixés ne peuvent être atteints. L'information véhiculée et la sensibilisation des différents acteurs permettront d'atteindre ce but.

La sensibilisation doit être envisagée avant la mise en place d'un mécanisme de gestion des matières résiduelles. La concertation de différents acteurs provenant de milieux diversifiés est nécessaire afin que la politique ou le programme élaboré respecte l'autonomie des autorités locales, corresponde aux besoins des citoyens et cerne leurs préoccupations. Cette approche a été retenue au Royaume-Uni afin de définir un nouveau système de gestion des déchets. Un site Internet, une lettre d'information, des ateliers, des brochures explicatives et des questionnaires ont été utilisés. Une forte adhésion des ménages au programme développé a par la suite été constatée (Décentralisation & Initiatives locales, 2004).

La sensibilisation doit également être présente peu avant et durant l'implantation du programme ou de la politique. Lors de l'implantation de sa politique « Zéro Déchet », la ville de Toronto a créé des campagnes télévisées et une campagne d'affichage en fonction des types de déchets visés, a mis sur pied un site Internet faisant état du programme et a distribué à tous les ménages un guide d'information pratique. Des rencontres publiques ont également été tenues et la ville a organisé des visites porte-à-porte pour sensibiliser la population. Ces actions auraient permis une participation de l'ordre de 90 % dès le début du programme (*Id.*, p. 16-17). En cours de programme, il faut toutefois s'assurer de maintenir cette participation qui pourrait diminuer selon l'atteinte des objectifs visés.

Tous ces efforts permettent de changer les habitudes de consommations. Selon Recyc-Québec,

« Les comportements préconisant la réduction à la source sont d'autant plus durables lorsqu'une campagne d'information et de sensibilisation du type *Jetez, payez!* accompagne les mesures tarifaires. » (Recyc-Québec, 2008, p. 11)

Concrètement, les choix des consommateurs d'opter pour les produits en vrac, de ne pas consommer de produits enveloppés individuellement, de boire l'eau du robinet, de privilégier les recharges et d'éviter les produits jetables permettraient, selon l'ADEME, de réduire près de 40 % le volume des déchets ménagers (Verdier, 2008). Il est donc important d'influencer ces choix et d'expliquer au consommateur les conséquences de ses gestes sur le plan environnemental, mais également sur le plan économique. Pour ce faire, le message doit être simple et concis (California Integrated Waste Management Board, 2007).

Pour ancrer ces changements dans les habitudes de consommation, les jeunes sont souvent considérés comme de très bons ambassadeurs environnementaux. L'association américaine de récupérateurs Eco-Cycle a d'ailleurs développé des programmes de sensibilisation pour les jeunes (Eco-Cycle, s. d.). Au Québec, le personnel et les élèves des établissements scolaires qui ont obtenu le statut d'Établissement Vert Brundtland posent chaque année des gestes locaux concrets en pensant globalement (Établissement Vert Brundtland, s. d.). Récemment, le projet « On consomme du pétrole à la cafétéria » a été développé afin de sensibiliser les élèves du primaire au collégial à l'utilisation de vaisselle jetable (*Id.*).

La sensibilisation des producteurs à l'écoconception fut notamment envisagée en Belgique.

« La réduction des déchets à la source suppose ainsi, en amont, la conception de produits moins générateurs de déchets et en aval, l'incitation à l'achat de ces produits par les consommateurs » (Décentralisation & Initiatives locales, 2004, p. 19)

FrostPlus, qui « assure la promotion, coordonne et finance la collecte sélective, le tri et le recyclage des emballages ménagers » en Belgique a créé le Preventpack qui publie le nom et la photographie des produits qui font l'objet d'écoconception (Fost Plus. s. d.). Ainsi, sont affichés sur le site Internet les produits dont la recyclabilité a été augmentée, dont l'emballage a été réduit ou qui sont composés en partie de matériaux recyclés. Les producteurs sont donc incités à innover afin de figurer sur ce site.

Il est difficile d'évaluer les coûts rattachés aux diverses campagnes d'information et de sensibilisation puisqu'il faut tenir compte des caractéristiques propres à chaque communauté. En Nouvelle-Écosse, les coûts de sensibilisation annuels représentent un dollar par habitant (Décentralisation & Initiatives locales, 2004). L'Agence de protection environnementale américaine a quant à elle évalué le coût de sensibilisation à la tarification incitative entre 6,00 et 8,00 \$US par ménage pour les premières années, alors qu'à Seattle, elle notait entre 3,00 et 3,25 \$US dépensés par ménage (EPA, s. d.). Peu importe leur coût, il est important d'investir dans ces campagnes afin d'assurer l'efficacité des mesures proposées.

4 DES PROPOSITIONS POUR LE QUÉBEC

Pour réduire la consommation des produits à usage unique générateurs de déchets au Québec, plusieurs mécanismes comme ceux décrits au chapitre 3, peuvent être envisagés. Les motifs ayant mené à ce choix sont présentés. Un plan d'intervention est ensuite proposé pour chacune des mesures identifiées alors que des modifications aux mécanismes actuels sont suggérées.

4.1 Les mesures gagnantes pour le Québec

Afin de déterminer quels sont les mécanismes qui permettront au Québec de réduire sa consommation de produits à usage unique générateurs de déchets, chaque mesure présentée au chapitre 3 a été comparée et leurs avantages et leurs inconvénients ont été identifiés. Le tableau 4.1 fait état ces résultats.

Bien que la taxation propose une réduction importante des sacs d'emplettes, le gouvernement québécois a récemment signé le *Code volontaire de bonnes pratiques sur l'utilisation des sacs d'emplettes* afin de réduire la quantité de sacs de plastique éliminés chaque année (Recyc-Québec, 2008). En raison de ce nouvel accord, la taxation pourrait apparaître superflue. Toutefois, si les objectifs fixés en 2012 n'étaient pas atteints, la taxation des sacs pourrait être envisagée. L'interdiction des sacs d'emplettes de plastique sur tout le territoire québécois devrait également être rejetée, car leur remplacement par des sacs biodégradables ou oxo-biodégradables, pourrait être néfaste pour l'environnement et le recyclage pourrait être contaminé.

La taxation des produits à usage unique apparaît comme l'outil le plus efficace pour réduire la consommation des produits à usage unique générateurs de déchets. Le Royaume-Uni, la France et la Belgique ont d'ailleurs développé la réflexion environnementale à ce sujet (section 3.2). Il s'agit d'une mesure économique efficiente qui permet au consommateur d'exercer son libre-choix de consommer ou non le produit visé. De plus, la taxation permettrait de stimuler le marché des produits durables. La mesure permettrait également de réduire les matières résiduelles générées et éliminées.

Tableau 4.1 Comparaison des différentes mesures présentées

Mesures	Variantes ou types	Tarification possible (\$ Cd)	Effets sur la réduction	Avantages	Inconvénients
Taxation des sacs d'emplètes de plastique (3.2.1)	Producteur (amont)	4,68 à 4,86 \$ par kg	66 % approx.	<ul style="list-style-type: none"> • Incite les producteurs à modifier leurs sacs • Encourage l'innovation 	<ul style="list-style-type: none"> • Prix du sac n'est pas perçu par le consommateur (1 sou par sac et répartition de ce coût par le commerçant sur ses produits)
	Consommateur (aval)	0,05 à 0,36 \$ par sac	plus de 80 %	<ul style="list-style-type: none"> • Un prix élevé à des effets de réduction importants • Outil économique efficient, car permet au consommateur de faire des choix • Même après plusieurs années, mesure demeure efficace 	<ul style="list-style-type: none"> • Ajoute une autre taxe au consommateur
Interdiction des sacs d'emplètes de plastique (3.2.1)	n/d	aucune	100 %*	<ul style="list-style-type: none"> • Effet direct et rapide sur la réduction des sacs d'emplètes de plastique 	<ul style="list-style-type: none"> • *Sacs sont remplacés par des sacs biodégradables ou oxo-biodégradables dont les effets pourraient être néfastes et contaminer le recyclage
Taxation des produits à usage unique (3.2)	Producteur (amont)	4,21 à 7,00\$ par kg	66 % approx.	<ul style="list-style-type: none"> • Permet de changer la conception des produits • Encourage plus l'innovation 	<ul style="list-style-type: none"> • Changement de prix du produit peut être moins perçu par le consommateur
		1,50 \$ par tonne	n/d		

Tableau 4.1 Comparaison des différentes mesures présentées (suite)

Mesures	Variantes ou types	Tarification possible (\$ Cd)	Effets sur la réduction	Avantages	Inconvénients
Taxation des produits à usage unique (3.2) (suite)	Consommateur (aval)	20 % du prix du produit	Efficace pour les rasoirs jetables en Belgique	<ul style="list-style-type: none"> • Outil économique efficace, car permet au consommateur de faire des choix • Stimule le marché des produits durables • Permet de réduire les matières résiduelles éliminées 	<ul style="list-style-type: none"> • Ajoute une autre taxe au consommateur
Emballages (3.3)	Responsabilité complète (ex : Allemagne)	Part variable de 0,12 à 2,1017 \$ par kg	En 7 ans : la consommation d'emballages diminue de 13,4 %. Emballages éliminés diminuent de 66 %.	<ul style="list-style-type: none"> • Favorise une meilleure conception des produits • Allège le fardeau fiscal des municipalités • Oblige le producteur à atteindre certains résultats • Fait supporter l'ensemble des coûts par les producteurs • Internalise les coûts de la fin de vie d'un produit • Réduit la quantité de matières résiduelles à éliminer • Meilleurs résultats qu'en France 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun incitatif à retourner le produit au producteur • Internalisation des coûts de la fin de vie des produits dans le prix de vente n'est pas perçue par le consommateur • Tarif plus élevé qu'en France • Semble favoriser la recyclabilité à la réduction à la source • Ne réduit pas nécessairement le volume des emballages (tarification au poids)

Tableau 4.1 Comparaison des différentes mesures présentées (suite)

Mesures	Variantes ou types	Tarification possible (\$ Cd)	Effets sur la réduction	Avantages	Inconvénients
Emballages (3.3) (suite)	Responsabilité partagée (ex : France)	Part variable de 0,0058 à 0,2882 \$ par kg	De 1994 à 1996, passe de 4,6 millions à 4,4 millions d’emballages	<ul style="list-style-type: none"> • Favorise une meilleure conception des produits • Oblige le producteur à atteindre certains résultats • Internalise les coûts de la fin de vie d’un produit • Réduit la quantité de matières résiduelles à éliminer • Tarif plus bas qu’en Allemagne • Comporte une part fixe et une part variable 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun incitatif à retourner le produit au producteur • Semble favoriser la recyclabilité à la réduction à la source • Résultats moins importants qu’en Allemagne • Fait supporter uniquement une partie des coûts au producteur • Ne réduit pas nécessairement le volume des emballages (tarification au poids)
	Mesures volontaires (ex : Protocole national sur l’emballage et mesure australienne sur les sacs d’emplettes)	n/d	51,2 % pour les emballages	<ul style="list-style-type: none"> • Laisse le choix des mesures pour atteindre les objectifs 	<ul style="list-style-type: none"> • A semblé favoriser la recyclabilité à la réduction à la source • Aucune obligation à atteindre les objectifs
			Sacs réduits de 22 % pour les petits et 40 % pour les grands détaillants	<ul style="list-style-type: none"> • Laisse le choix des mesures pour atteindre les objectifs 	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures tarifaires auraient été plus efficaces • Cible fixée non atteinte

Tableau 4.1 Comparaison des différentes mesures présentées (suite)

Mesures	Variantes ou types	Tarification possible (\$ Cd)	Effets sur la réduction	Avantages	Inconvénients
Interdiction des CRU (3.4)	n/d	aucune	100 % (théorique)	<ul style="list-style-type: none"> Réduction rapide sur le marché de ce type de contenants 	<ul style="list-style-type: none"> Problèmes liés à l'importation
Tarification des CRU (3.4)	n/d	Variable ex : 0,16 \$ par litre	Variable	<ul style="list-style-type: none"> CRU peuvent être taxés sept fois plus que les CRM Augmente les CRM sur le marché 	<ul style="list-style-type: none"> Problématique pour l'application de la taxe aux produits importés
Politique de zéro déchet (3.5)	n/d	aucune	Élimination de 68 à 25 % des matières résiduelles ; mise en valeur de 40 à 75 % des matières résiduelles	<ul style="list-style-type: none"> Permet de développer des nouvelles infrastructures pour favoriser le réemploi, le recyclage et le compostage Vise à la fois la réduction à la source et la diminution des déchets éliminés 	<ul style="list-style-type: none"> Objectif ultime est utopique et peut être difficilement atteint Doit être combiné à une autre mesure Service de collecte et de traitement doivent être développés ce qui peut être coûteux
Tarification incitative pour l'élimination des matières résiduelles (3.6)	Poids	Variable ex : 0,41 \$ par kg	Variable ex : 30 à 42 %	<ul style="list-style-type: none"> Permet de réduire de façon efficace les déchets Élimine le problème du compactage 	<ul style="list-style-type: none"> Coûteux à court terme (équipement nécessaire) Taux de diversion possible plus élevé Frais administratifs plus élevés

Tableau 4.1 Comparaison des différentes mesures présentées (suite)

Mesures	Variantes ou types	Tarification possible (\$ Cd)	Effets sur la réduction	Avantages	Inconvénients
Tarification incitative pour l'élimination des matières résiduelles (3.6) (suite)	Volume (sac)	Variable ex : 0,06 à 2,40 \$ par sac	Variable ex : 17,8 à 36 %	<ul style="list-style-type: none"> • Système administratif simple et peu coûteux • Ne nécessite pas d'automatiser les véhicules • Taux de diversion serait moins élevé que système au poids • Plus adapté aux logements multiples 	<ul style="list-style-type: none"> • Revenus des municipalités sont moins stables (nombre de sacs par semaine variera) • Sacs sont plus chers que des étiquettes • Sacs doivent être achetés • Incitation à compacter (poids est augmenté)
	Volume (étiquettes)	Variable ex : 0,46 à 0,92 \$	Variable ex : 7 % pour le volume et 14 % pour le poids	<ul style="list-style-type: none"> • Système administratif simple et peu coûteux • Ne nécessite pas d'automatiser les véhicules • Encourage plus la réduction que les grands contenants • Laisse le choix au consommateur d'utiliser un sac ou un contenant • Permet des ajustements • Étiquettes moins dispendieuses que les sacs 	<ul style="list-style-type: none"> • Revenus des municipalités sont moins stables (nombre d'étiquettes par semaine variera) • Possibilité de contrefaçon des étiquettes et de vol • Possibilité que les étiquettes ne collent plus • Temps supplémentaire lors de la collecte pour assurer le respect du volume autorisé (doit être établi clairement) • Étiquettes doivent être achetées • Incitation à compacter

Tableau 4.1 Comparaison des différentes mesures présentées (suite)

Mesures	Variantes ou types	Tarification possible (\$ Cd)	Effets sur la réduction	Avantages	Inconvénients
Tarification incitative pour l'élimination des matières résiduelles (3.6)	Volume (contenant)	Variable ex : 4,80 à 18,10 \$	Variable	<ul style="list-style-type: none"> • Revenus des municipalités sont relativement stables • Peut simplifier la collecte lorsqu'elle devient automatisée (uniformisation du contenant) 	<ul style="list-style-type: none"> • Contenants trop grands ont peu d'effets sur la réduction • Peut être nécessaire d'automatiser les véhicules • Coût d'implantation peut être élevé au départ (achat des contenants) • Incitation à compacter (poids est augmenté)
	Volume et contrats	Variable	Variable ex : 14 %	<ul style="list-style-type: none"> • Permet meilleure planification financière pour les municipalités 	<ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de non respect du contrat (quantité de déchets des citoyens peut varier au cours de l'année) • Effets moindres sur la réduction que la tarification traditionnelle selon le volume

La comparaison des mesures existantes pour les emballages en France et en Allemagne a permis d'identifier leurs avantages et leurs inconvénients. Puisque le Québec dispose actuellement de son propre système de RÉP pour les emballages, seules quelques modifications seront suggérées. Quant à la mise en place de nouvelles mesures volontaires, il semble que ces mesures, sans objectif coercitif, ne seraient pas adéquates (section 3.3).

Bien que l'interdiction de CRU puisse paraître intéressante, le Danemark et l'Île-du-Prince-Édouard ont abandonné de telles mesures. Les pressions des consommateurs et des producteurs ainsi que la difficulté de contrôler l'importation de ces produits semblent être à l'origine de cet abandon (section 3.4). La taxation de CRU semble quand à elle intéressante. Toutefois, puisque le Québec dispose d'un système de consigne publique, seules quelques modifications seront suggérées.

L'implantation d'une politique de zéro déchet pourrait permettre au Québec de réduire la consommation de ses produits jetables et générateurs de déchets ainsi que la quantité de déchets éliminés. Ce type de politique vise non seulement à limiter l'enfouissement, mais également à réduire la consommation des ressources et à favoriser le réemploi et le recyclage des produits. Puisque le Québec dispose actuellement d'une politique de gestion des matières résiduelles comportant des objectifs de mise en valeur, une politique de zéro déchet pourrait facilement y être intégrée.

Les différents types de tarification incitative pour l'élimination des matières résiduelles ont également été comparés. Dans la majorité des cas, on constate une diminution des matières résiduelles éliminées et une augmentation de la récupération de ces matières. Ce type de tarification pourrait donc permettre indirectement de réduire la consommation des produits jetables générateurs de déchets. Cette mesure viendrait également compléter la politique de zéro déchet puisqu'elle pourrait contribuer à l'atteinte de ses objectifs.

La taxation de certains produits jetables, l'introduction d'une politique « zéro déchet » au sein de la troisième *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* ainsi que l'implantation de la tarification incitative sur les matières résiduelles sont donc proposées afin de réduire la consommation des produits jetables générateurs de déchets.

Des modifications aux mécanismes actuels de la consigne, du régime de compensation et des redevances pour l'élimination des matières résiduelles seront également présentées.

4.2 Présentation d'une politique de zéro déchet

La politique de zéro déchet pourrait être élaborée à même la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles*. Par ailleurs, la mise en place d'une telle politique permettrait de conserver le principe de régionalisation, car en dépit d'une campagne de sensibilisation à l'échelle provinciale, chaque municipalité pourrait choisir les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés selon ses propres caractéristiques.

Afin d'intégrer le principe de zéro déchet dans la *Politique québécoise*, des modifications devraient être apportées dans le contexte, les principes, les orientations, les objectifs ainsi que les actions à privilégier de la politique actuelle. Un résumé des changements proposés est précisé pour chaque section alors que les modifications à la nouvelle politique sont présentées à l'annexe 3. Les modifications apportées au texte original sont soulignées. Seules les parties qui concernent cet essai ont été conservées.

Le contexte devra d'abord être modifié afin de mieux exposer les résultats obtenus suite à la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*. Des explications complémentaires pourraient préciser ce que représente une politique de zéro déchet et le contexte international de cette politique. Les principes fondamentaux de la politique (3RV-E, responsabilité élargie des producteurs, participation des citoyens et des citoyennes, régionalisation, partenariat) devraient quant à eux être conservés, tout comme les orientations, en mettant toutefois l'accent sur la réduction à la source auprès des consommateurs. Les objectifs de la politique et les actions pour les atteindre devront être modifiés afin de refléter cette nouvelle orientation.

La mise en place de cette politique sera l'occasion d'exposer au consommateur les coûts liés aux produits jetables et suremballés par rapport aux produits durables. Les pressions exercées par le consommateur sur les producteurs devraient alors les inciter à modifier leurs produits et ainsi contribuer à la diminution de la demande pour les produits non durables et générateurs de déchets.

4.2.1 L'échéancier de la politique

Les villes de Canberra, Toronto et San Francisco se sont données respectivement 14 ans, 9 ans et 18 ans pour atteindre l'objectif ultime. San Francisco s'est fixé un objectif intermédiaire à 75 % en 2010, soit dix ans avant l'objectif ultime. La ville de Toronto a quant à elle abandonné sa politique de zéro déchet trois ans avant l'échéance de celle-ci, pour la remplacer par un objectif de 70 % (section 3.5.1). Bien que le délai fixé par d'autres villes puisse permettre de mieux évaluer l'atteinte de l'objectif ultime, il faut également considérer le taux de diversion obtenu dans chacune de ces villes. À Canberra, le taux de diversion s'est stabilisé à près de 70 % environ six ans après l'implantation de la politique. À Toronto, cinq ans après l'implantation du « *Task Force 2010* », un taux de 42 % de diversion était atteint, alors qu'à San Francisco, on enregistrait un taux de diversion de 60 % après la quatrième année (section 3.5.1). Ces chiffres semblent indiquer que pour assurer des taux de diversion optimaux, un suivi devra être effectué cinq ans après l'implantation de la politique.

Au Québec, des efforts de mise en valeur des matières résiduelles ont déjà été entrepris par l'entremise de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles*. Le bilan de Recyc-Québec pour l'année 2006 indique que le Québec dans l'ensemble des secteurs municipaux, ICI et CRD atteignait un taux de mise en valeur de 52 % de ses matières alors que dans le secteur municipal, ce taux n'atteignait que 36 % (Recyc-Québec, 2006). La poursuite de ces efforts, en plus de la récupération des résidus organiques envisagée par plusieurs municipalités québécoises, contribueront à l'augmentation de ce taux au cours des prochaines années.

En considérant la moyenne des délais fixés par les municipalités pour atteindre l'objectif de zéro déchet, les taux de diversion atteints après l'implantation d'une telle politique et les effets de mise en valeur du Québec, un objectif intermédiaire de 75 % pourrait être fixé pour 2014 alors que l'objectif ultime serait fixé pour 2019. Cet échéancier permettrait donc d'apporter les ajustements nécessaires afin que l'objectif final soit atteint. Pour compléter la politique, un objectif de réduction des matières résiduelles de cinq kilogrammes par an par personne pourrait être fixé annuellement. Des pénalités pourraient être imposées aux

municipalités par voie réglementaire en cas de non-respect de ces objectifs. La région wallonne, en Belgique, a d'ailleurs introduit une taxe pour chaque tonne de déchets excédant la limite fixée (Eunomia Research & Consulting et al., 2007).

4.2.2 La sensibilisation à la politique

Durant l'élaboration de la *Politique québécoise en gestion des matières résiduelles*, une présentation accessible de la politique de zéro déchet devrait être développée, tout comme la mise sur pied d'une campagne de sensibilisation, ayant pour objectif la réduction à la source. Les principes d'une politique de zéro déchet pourraient ainsi être expliqués aux citoyens dans une brochure comme celle présentée à l'annexe 4. Des capsules publicitaires de 15 à 30 secondes faisant la promotion d'actions permettant de réduire à la source les matières résiduelles, et plus particulièrement les produits jetables, comme celles présentées à l'annexe 5, pourraient être diffusées à la radio, ce qui permettrait de rejoindre un plus large public, principalement les étudiants et les travailleurs (Dupont, 2005).

L'utilisation des médias, lors de la présentation de la politique, devrait être optimisée. Les bulletins de nouvelles, des entrevues et des articles de journaux devraient permettre de mieux faire connaître la nouvelle politique à un plus large public. Afin de rendre cette diffusion d'information plus efficace, la mention de l'adresse du site Internet devra être rappelée à chaque occasion.

Par ailleurs, il faudra prendre en considération la fréquence d'exposition à la publicité car elle influence la mémorisation du message (*Id.*, p. 302). Ainsi, selon une étude réalisée en 1958 par Zielske, pour 13 expositions, les effets sur la mémorisation seraient supérieurs si celle-ci est réalisée à toutes les quatre semaines pendant 52 semaines plutôt qu'à raison d'une exposition par semaine durant 13 semaines (*Id.*, p. 302). Selon ce principe, la campagne publicitaire qui accompagnerait la politique devrait être étalée dans le temps, surtout au cours de la première année, afin d'obtenir des résultats optimaux. Toutefois, il est important de considérer que l'arrêt de la diffusion de la campagne publicitaire entraînerait une diminution de sa mémorisation et de son efficacité (*Id.*, p. 204).

Suite au bilan réalisé cinq ans après l'implantation de la politique, la campagne de sensibilisation devrait être à nouveau diffusée à une fréquence élevée afin de contrer la stabilisation des taux de mise en valeur. De nouvelles publicités, basées sur le même concept et ayant les mêmes objectifs de réduction à la source, pourraient alors être diffusées. Les publicités pourraient viser les points d'amélioration identifiés lors du bilan. Les médias pourraient, une fois de plus, être utilisés afin de diffuser à grande échelle, les résultats obtenus par la population québécoise.

4.3 L'implantation d'une tarification incitative sur les matières résiduelles

La politique de zéro déchet, qui fait référence à la prévention, est un concept intéressant, mais l'atteinte de l'objectif ultime, soit de détourner la totalité des matières résiduelles de l'élimination peut paraître utopique. Ainsi, afin de favoriser l'atteinte de l'objectif fixé, la tarification incitative des matières résiduelles, qui permet de conscientiser la population au coût privé et externe de l'élimination des déchets, devrait être implantée. Puisque les mesures tarifaires jouissent d'une moins grande popularité, plusieurs éléments devront être analysés afin de mieux définir ce que pourrait représenter la politique de demain. Il sera ainsi nécessaire d'identifier les étapes préalables à l'implantation d'une telle politique. De plus, des objectifs devront être fixés afin de déterminer le type de tarification incitative qui devra être utilisé. L'implantation, les moyens de contrôle, la tarification et la sensibilisation seront également exposés.

4.3.1 Les étapes préalables à la tarification

La tarification incitative propose de taxer les ménages selon le volume ou le poids des matières résiduelles éliminées. Bien entendu, la tarification a pour objectif de détourner de l'élimination un pourcentage élevé de matières résiduelles. Plusieurs moyens légaux peuvent être envisagés pour ne pas éliminer les matières résiduelles. Les encombrants peuvent être déposés dans des ressourceries, des écocentres ou des organismes caritatifs. Les résidus domestiques dangereux peuvent être déposés dans des lieux autorisés et les matières recyclables lors de la collecte sélective. Quant aux résidus organiques, ils peuvent

être utilisés pour faire du compost à domicile ou être déposés lors de collectes dans des contenants identifiés.

Au Québec, 97 % de la population bénéficie de la collecte sélective (Commission des transports et de l'environnement, 2008). La majorité des municipalités permettent également à la population de déposer leurs résidus domestiques dangereux de façon appropriée. Toutefois, peu de municipalités offrent, comme la ville de Victoriaville, une collecte des résidus organiques. Cette matière présente un aspect important à considérer puisque les résidus organiques représentent 44 % du poids moyen de matières résiduelles éliminées par les foyers québécois (Recyc-Québec, 2007). Puisque peu de centres de traitement de ces résidus existent au Québec, il est peu probable que la collecte des résidus organiques soit réalisée rapidement et à grande échelle. Bien que le développement de tels établissements soit souhaitable, la prémisse de la tarification incitative devra reposer uniquement sur la collecte à deux voies.

4.3.2 Les objectifs du programme

Afin d'identifier le programme adéquat, le contexte actuel doit être analysé pour déterminer les objectifs visés par la tarification incitative. Au Québec, comme dans d'autres villes à travers le monde, la quantité de déchets générés et éliminés doit être considérée. Ainsi, un tel programme de tarification pourrait comprendre plusieurs objectifs basés sur les principes hiérarchiques des 3RV-E soit, la réduction de l'utilisation des produits à usage unique, la réduction des emballages, le réemploi des matières qui ne sont plus utilisées, la présence sur le marché de produits récupérables et recyclables et la diversion des résidus domestiques dangereux vers les centres de récupération appropriés. Cela permettrait de réduire la quantité de matières résiduelles éliminées et d'augmenter la mise en valeur de toutes les matières de façon globale. Lors de l'élaboration de ces objectifs, il sera toutefois important de considérer l'implantation de la tarification incitative.

4.3.3 Le choix du programme et son implantation

La tarification peut reposer sur le poids ou le volume des matières résiduelles éliminées. Bien que la plupart des études démontrent une réduction de la quantité des matières

résiduelles éliminées, et ce, peu importe le type de programme, la tarification au poids aurait un effet plus important sur cette diminution (Tønning, 2000 dans Eunomia Research & Consulting, 2006).

La Commission des transports et l'environnement considère important le respect du principe de régionalisation ce qui permettrait aux municipalités, dans ce cas précis, de choisir, en fonction de leurs spécificités, le type de tarification incitative approprié. Toutefois, il est important lorsqu'on procède à l'implantation d'une telle mesure pour l'ensemble de la province, de mesurer l'efficacité de cette tarification au moyen d'un point commun, soit le poids ou le volume. Puisque les bilans de Recyc-Québec et le *Règlement sur les redevances pour l'élimination des matières résiduelles* utilisent le poids comme outil de mesure, l'objectif commun de réduction au plan provincial devrait être ciblé sur le poids. Contrairement à la *Politique québécoise* actuelle, les municipalités qui n'atteignent pas l'objectif fixé au plan provincial devraient être pénalisées en recevant par exemple une moins grande part de financement selon le *Règlement sur le régime de compensation*.

Avant d'implanter la tarification incitative, il faudra clairement expliquer ce concept au public. Il est donc important d'exposer les coûts privés et externes liés à la collecte et au traitement des déchets et de différencier la tarification existante basée sur l'impôt foncier ou un montant forfaitaire. La perception de la gratuité des déchets doit ainsi être graduellement modifiée au moyen de campagnes de sensibilisation.

Les municipalités devront disposer du temps nécessaire pour choisir le mode de tarification adéquat et consulter leurs concitoyens afin de les impliquer dans ce choix. Il fut en effet démontré au Royaume-Uni et à Toronto que l'implication de la population dans le choix du projet peut augmenter le taux de participation aux mesures proposées (Décentralisation & Initiatives locales, 2004). Des outils expliquant les deux types de tarification, leurs avantages et leurs inconvénients devraient être mis à la disposition des municipalités afin de leur permettre de faire un choix éclairé. Ainsi, en considérant la sensibilisation nécessaire et la tenue de consultations, la politique pourrait être implantée dès 2010. L'agence de protection de l'environnement américaine suggère d'ailleurs d'implanter la

politique sur un échéancier de douze mois (U.S. EPA, s. d.) Un résumé de cet échéancier est présenté au tableau 4.2.

Tableau 4.2 Résumé d'un échéancier pour implanter un programme de tarification incitative. Modifié de Canterbury et al. (1994, p. 55-57).

Échéancier	Actions proposées
9-12 mois avant l'implantation	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer la quantité de matières résiduelles, le nombre de résidences à logements multiples et le nombre de ménages à faible revenu • Développer des critères pour les groupes particuliers • Rencontrer les élus pour leur expliquer globalement la tarification incitative • Former un groupe de discussion pour choisir le type de programme
6-9 mois avant l'implantation	<ul style="list-style-type: none"> • Former un groupe de discussion pour échanger sur la tarification et les problématiques • Développer des projets pilotes le cas échéant • Décider d'implanter des programmes complémentaires (3^e voie,...) • Préparer l'information nécessaire pour la tenue de rencontres publiques • Convoquer le public à ces rencontres • Procéder à l'embauche d'un analyste pour développer un tarif adéquat • Développer le règlement municipal assorti de pénalités
3-6 mois avant l'implantation	<ul style="list-style-type: none"> • Créer du matériel promotionnel, le distribuer et le diffuser • Engager un responsable du service à la clientèle et en informer les citoyens • Adapter la tarification développée si nécessaire • Adopter le règlement municipal
0-3 mois avant l'implantation	<ul style="list-style-type: none"> • Début du programme • Implanter un système de suivi et de collecte des données
3-6 mois après l'implantation	<ul style="list-style-type: none"> • Recueillir les données nécessaires au suivi du programme
En tout temps	<ul style="list-style-type: none"> • Informer continuellement les citoyens au sujet du programme

Les municipalités devraient se voir imposer un délai maximal pour mettre en place le système de leur choix. L'implantation pourrait toutefois se faire progressivement auprès des citoyens, comme ce fut le cas dans la ville d'Oostzaan (Pays-Bas) où les ménages recevaient pendant une période de deux à trois mois une fausse facture afin de mieux comprendre le processus de tarification et de constater le coût réel lié à l'élimination des matières résiduelles (Linderhof and al., 2001). Après cette période d'essai, la tarification proposée devrait être appliquée.

4.3.4 La nécessité des moyens de contrôle

Comme il le fut exposé à la section 3.6.2, la mise en décharge illégale et la tarification des immeubles à logements multiples et des ménages à faibles revenus doivent être envisagées lors de l'élaboration du programme de tarification. La municipalité doit, selon ses caractéristiques, songer aux mesures nécessaires afin de maximiser les effets de sa tarification incitative.

Bien que les caractéristiques des municipalités soient différentes, la mise en décharge illégale devrait être envisagée dans toutes les municipalités et particulièrement dans celles qui auront choisi une tarification au poids (Tønning, 2000 dans Eunomia Research & Consulting, 2006). Les citoyens qui s'opposeront fermement à la tarification de leurs déchets pourraient être tentés de les incinérer, de les déposer dans des conteneurs avoisinants ou de les disposer dans la nature, par exemple sur des terrains vagues. Ce comportement doit donc être fortement découragé.

C'est le concept « payer pour jeter » qui motive le citoyen à adopter ce genre de comportement. Pour alléger le fardeau de ses concitoyens, certaines municipalités ont choisi de tarifier uniquement les sacs ou bacs additionnels à un nombre ou un poids déterminé (Van Houtten et Morris, 1999). Cette mesure a toutefois comme inconvénient de ne pas inciter les ménages à réduire leur production de déchets en deçà du poids ou du volume fixé.

Le règlement municipal doit considérer la mise en décharge illégale comme une infraction de responsabilité stricte punissable par l'émission d'un constat d'infraction. Puisque les

coûts externes de cette pratique ne peuvent être comptabilisés dans la tarification incitative (Porter, 2004), la pénalité doit être dissuasive et pourrait doubler à chaque infraction. Un système de dénonciation anonyme et volontaire pourrait également être mis en place afin de prévenir ce type de comportement. Toutefois, la municipalité devra considérer l'embauche d'un responsable pour le traitement de ces plaintes.

Certains ménages à faibles revenus ne pourraient assumer cette nouvelle tarification incitative. Le fardeau financier qu'entraîne cette mesure peut donc être réduit pour ces ménages, par exemple en tarifant uniquement les sacs additionnels ou ce qui excède un poids donné. Pour appliquer une telle mesure, la municipalité devra déterminer des critères afin d'identifier les ménages à faibles revenus sur son territoire.

Dans le cas des immeubles à logements multiples, les municipalités peuvent facturer le propriétaire qui transfèrera cette somme à ses locataires. Or, cette mesure ne semble pas adéquate pour deux raisons. D'abord, cette mesure irait à l'encontre de l'objectif de la tarification incitative qui est de tarifier les ménages en fonction des déchets éliminés. En déboursant une somme identique au locataire voisin ou en ne voyant pas ses efforts récompensés, l'incitatif serait nul. De plus, cela pourrait impliquer la modification des contrats de baux fournis par la Régie du logement. Ainsi, dans les municipalités où le taux de logements est élevé, la tarification au volume, et plus particulièrement la tarification par sacs, pourrait être envisagée.

4.3.5 La tarification et le paiement par les citoyens

Que la tarification soit basée sur le poids ou sur le volume, elle devra internaliser tous les coûts liés aux déchets et représenter le coût marginal social. Cette tarification devra être imposée par les municipalités puisque ces dernières devront atteindre des objectifs de diversion. Chaque municipalité devra établir un tarif annuel en fonction de ses caractéristiques et de ses problématiques en gestion des matières résiduelles. Toutefois, afin des les orienter, le gouvernement pourrait leur fournir un guide de tarification expliquant les différentes formes de tarification et leur présenter un tarif moyen selon le type de

tarification choisie. Les effets d'une augmentation ou d'une diminution du tarif moyen proposé pourraient également être précisés.

La tarification au poids est relativement simple. Il suffit d'établir un montant pour chaque kilogramme de déchets éliminés. Toutefois, une municipalité pourrait décider de tarifier uniquement les déchets dont le poids serait supérieur à une limite fixée. Ainsi, un citoyen qui éliminerait sept kilogrammes de matières résiduelles lors d'une levée pourrait en réalité ne payer que pour la masse qui dépasse le seuil fixé. Par exemple, si ce seuil était fixé à quatre kilogrammes par levée, il ne paierait que pour les trois kilogrammes supplémentaires.

La tarification au volume est plus complexe, car elle peut prendre différentes formes et comporter plusieurs variables. Parmi ces différentes formes, la tarification basée sur les étiquettes ou les sacs est plutôt simple. La municipalité vend des étiquettes autocollantes, au prix moyen de 2,00 \$, que les citoyens doivent apposer sur un sac ou un contenant de leur choix qui ne doit pas excéder un certain poids et un certain volume (City of Aurora, s. d.). La municipalité peut également faire le choix de vendre des sacs dont le tarif peut varier selon le volume. Dans ce cas, les citoyens ne pourront utiliser pour la collecte que les sacs réglementaires. De plus, la tarification au volume peut reposer, selon le cas, sur un tarif fixe par contenant, sur un tarif variant selon le volume du contenant ou sur une de ces deux variables combinée à une tarification mensuelle fixe (Canterbury et al., 1994).

La tarification des citoyens sur une base mensuelle peut être fastidieuse pour une petite municipalité. Les municipalités devraient toutefois éviter de facturer les citoyens sur de plus longues périodes, par exemple aux six mois, afin de maximiser l'effet de la taxation sur les comportements d'élimination des matières résiduelles. De plus, une facturation émise à de plus courts intervalles permettrait aux municipalités de disposer des actifs nécessaires pour mieux gérer leur budget de matières résiduelles.

L'argent perçu par les municipalités pourra être utilisé pour procéder à l'achat d'équipements ou à la mise en place de mesures administratives pour assurer la tarification des ménages. Lorsque le tarif appliqué correspond au coût marginal social, le système de

tarification ne devrait pas générer de surplus. Tout surplus existant devrait être utilisé uniquement pour la gestion des matières résiduelles afin de développer par exemple, des programmes dans des secteurs ou milieux où des problèmes ont été constatés. Par un souci de transparence, la municipalité devrait clairement identifier dans ses budgets et bilans annuels la répartition des sommes perçues et dépensées.

4.3.6 La sensibilisation à la politique

L'impopularité de toute forme de taxation nécessite un programme de sensibilisation adéquat. La politique de tarification incitative étant appliquée à l'échelle de la province, c'est le gouvernement du Québec qui devrait orchestrer la campagne de sensibilisation. Il sera alors important d'exposer le contexte actuel en gestion des matières et de démontrer la nécessité et l'efficacité de cette mesure tarifaire. Les bilans bisannuels de Recyc-Québec, la situation des lieux d'enfouissement et les nouveaux objectifs des municipalités pourraient alors être utilisés. Une fois cette mise en contexte établie, les campagnes publicitaires pourraient exposer les effets d'un comportement positif sur la tarification au moyen d'une brochure et d'une publicité radio telles que celles présentées à l'annexe 6 et à l'annexe 7.

4.4 La taxation des produits à usage unique

La taxation des produits à usage unique peut être appliquée en amont, auprès du producteur ou en aval, auprès du consommateur. Cette deuxième option a été retenue puisqu'il s'agit du meilleur incitatif pour réduire la consommation de produits à usage unique générateurs de déchets. Cette mesure permet au consommateur de constater de façon immédiate le coût environnemental de ses choix et de modifier son comportement.

Afin d'éviter toute confusion, il est important d'identifier clairement les produits visés qui sont exclus de la taxation proposée. Un processus de mise en œuvre de cette nouvelle taxation et un barème de tarification sont proposés. Cette mesure sera complétée par une campagne de sensibilisation aux produits durables et une campagne d'information sur la nouvelle taxe.

4.4.1 Les produits visés et exclus

Il a été démontré qu'en l'absence d'une ACV, la durabilité d'un produit peut être considérée. Ainsi, afin d'établir la liste des produits jetables, il est nécessaire d'identifier les produits pour lesquels il existe une solution de remplacement plus durable (tableau 4.3). La plupart de ces produits ont d'ailleurs fait l'objet de discussion en France, au Royaume-Uni et en Belgique.

Tableau 4.3 Produit jetable et produit de remplacement

Produit jetable	Produit de remplacement
Couvert en carton et en plastique (assiettes, plats, verres)	Vaisselle réemployable
Ustensile jetable	Ustensile réemployable
Briquet jetable	Briquet rechargeable
Lingette nettoyante jetable	Aspirateur, éponge, chiffon
Essuie-tout	Chiffon
Nappe et serviette de table jetable	Nappe et serviette de table en tissu
Filtre à café jetable	Filtre à café en inox
Rasoir jetable	Rasoir rechargeable
Film alimentaire	Contenant réemployable
Bouteille d'eau en plastique	Bouteille d'eau réemployable
Sac d'emplètes en plastique	Sac réemployable
Couche jetable	Couche lavable et réemployable

Bien que les bouteilles d'eau ne soient pas des produits jetables au sens propre, elles sont considérées comme contenant à remplissage usage unique. Pour cette raison, les bouteilles de moins de deux litres devraient également être assujetties à la taxation. La mise au rebut des bouteilles d'eau, souvent consommées hors foyer, est un problème important et croissant puisque le nombre de ces petites bouteilles augmente constamment. Bien qu'elles soient récupérables, elles se retrouvent trop souvent dans les LET. La *Table pour la récupération hors foyer* finance des projets afin d'implanter des infrastructures de récupération dans les municipalités et dans les commerces. Toutefois, elle n'a pas comme objectif de réduire la consommation de ces bouteilles d'eau. Ainsi, l'imposition d'une taxe sur ces bouteilles pourrait permettre de diminuer la consommation de ce produit.

La taxation des produits jetables et générateurs de déchets viserait tous ces produits à l'exception des sacs d'empilettes en plastique et des couches jetables, et ce, pour des raisons distinctes.

Il faut se rappeler qu'en 2008, le *Code volontaire de bonnes pratiques sur l'utilisation des sacs d'empilettes* a été élaboré dans le but de réduire la quantité de sacs de plastique éliminés chaque année (Recyc-Québec, 2008). Ce code fait notamment la promotion de la réduction du nombre de sacs de plastique distribués et de l'utilisation de sacs ou de contenants durables. En ciblant les détaillants en alimentation et les commerces de détail, le code est susceptible, s'il est bien appliqué, de produire les effets escomptés. Toutefois, il faudra attendre les résultats, qui seront présentés au MDDEP au plus tard au 30 juin 2012, afin de déterminer si les mesures proposées étaient suffisantes ou si la taxation de ces sacs sera nécessaire. Puisque le Code ne comporte aucun objectif quantitatif, l'analyse des résultats obtenus devra être réalisée avec le plus grand soin. Puisque la taxation des sacs de plastique peut permettre une réduction d'au moins 60 %, il faudra que ces mesures puissent générer d'aussi bons résultats, à défaut de quoi, les sacs devraient être taxés.

Plusieurs arguments s'opposent à la taxation des couches jetables. D'abord, il a été établi que le principe de durabilité devrait être mis de côté en présence d'une ACV. Or, une étude réalisée au Royaume-Uni indique qu'il n'y a pas de différence notable entre les impacts environnementaux d'une couche jetable et ceux d'une couche lavable et réemployable (Environment Agency, 2005). De plus, il est difficile d'évaluer l'impact environnemental des couches jetables traditionnelles par rapport aux nouvelles couches biodégradables et aux couches lavables et réemployables. Une ACV québécoise comparant l'impact environnemental de ces trois produits pourrait s'avérer nécessaire afin d'identifier le type de couches à privilégier. Il faut également considérer que les couches sont détaxées au Québec depuis le 31 mars 2004 (Revenu Québec, s. d.). De plus, les couches réutilisables peuvent être moins accessibles aux ménages à faible revenu. Pour toutes ces raisons, il est préférable d'attendre les conclusions d'une ACV québécoise avant de songer à taxer ce produit.

4.4.2 L'implantation de la taxe

Les consommateurs doivent être préparés à la mise en place de cette nouvelle taxe. Il est donc important de les sensibiliser aux produits durables avant son implantation (section 4.3.4). Les détails de la taxe seraient exposés dans un règlement qui identifierait les produits visés et la date d'introduction de la taxe. Afin de familiariser la population avec cette taxe, une période minimale de deux mois entre la date de promulgation du règlement et sa mise en vigueur devrait être prévue. Une campagne d'information sur la taxe pourrait voir le jour dès la promulgation de ce règlement.

4.4.3 La tarification et le paiement par les citoyens

La tarification qui devrait être appliquée sur ces biens est source de nombreuses discussions. En France on proposa de taxer les produits jetables à 20 % de leur prix (Roux-Goeken, 2008d). En Belgique, le coût des pellicules de plastique aurait augmenté de 70 % après l'implantation de la taxe alors que les sacs de plastique coûteraient de 0,01 à 0,10 € de plus (Meeùs, 2007). Il fut par ailleurs démontré qu'une taxe qui majorerait de 1 à 2 % le prix d'un bien n'aurait aucune influence sur la consommation de ce bien (OECD, 2004). Cette taxe doit donc augmenter le prix des produits jetables à un niveau suffisamment élevé pour influencer le comportement des consommateurs.

La taxe pourrait être fixée à 20 %, bien que des calculs plus poussés sur l'élasticité du prix de ces biens puissent être réalisés afin de déterminer la taxe optimale pour chacun d'eux. Si nécessaire, elle pourrait être ajustée lors d'une modification législative.

La taxe devra apparaître clairement sur l'étalage où le produit visé est mis en vente. Elle sera payable par le consommateur lors de l'achat du produit et sera clairement identifiée sur le reçu de caisse. Les commerçants ayant perçu ces taxes devront les faire parvenir à un organisme de gestion indépendant sur une base mensuelle. Cet organisme utilisera ces sommes pour assumer ses frais administratifs et distribuera les surplus à des organismes identifiés faisant la promotion de la réduction à la source et du réemploi.

4.4.4 La campagne d'information sur les produits durables et sur la taxation des produits jetables

Les consommateurs doivent être sensibilisés aux avantages des produits durables avant l'implantation de la taxe. De cette façon, ils seront plus susceptibles de mettre en pratique les choix qui leurs sont offerts. Cette campagne, qui pourrait débiter dès la préparation du règlement, devrait axer son message sur les produits visés par la taxation. Les commerçants, qui vendent à la fois des produits durables et non durables, pourraient ne démontrer aucun intérêt à faire la promotion des produits durables. Ainsi, la campagne pourra être, encore une fois, orchestrée par le gouvernement et diffusée dans les journaux, les magazines, les panneaux d'affichage, la radio et la télévision. Deux publicités imprimées sur les produits durables sont présentées à l'annexe 8. Un exemple d'une capsule radio sur les produits durables est présenté à l'annexe 9.

La campagne d'information devrait débiter lors de la promulgation du règlement. Il faudra alors présenter au consommateur les biens taxés et la date de mise en vigueur de ces mesures. Il faudra démontrer au consommateur qu'il ne s'agit pas d'une fiscalité punitive. Le consommateur aura la possibilité de payer le produit visé, de ne pas consommer ce produit ou d'utiliser un produit plus durable. Une brochure explicative, qui pourrait être publiée sur le site Internet du MDDEP, est présentée à l'annexe 10.

4.5 Les modifications aux mécanismes existants

En implantant une politique de zéro déchet, une tarification incitative et une taxation de quelques produits à usage unique, certains mécanismes devront être modifiés. Le régime de compensation et les redevances sur l'élimination des matières résiduelles devront donc être adaptés en fonction de ces nouvelles mesures. Une modification est également suggérée pour le système de consignment afin d'augmenter le taux de récupération des CRU.

4.5.1 Le système de consignment

La consigne vise notamment les contenants de boissons gazeuses et de bières. La consigne publique, qui s'applique aux CRU, varie entre 0,05 \$ et 0,20 \$, alors que la consigne privée

pour les CRM varie entre 0,20 \$ et 0,30 \$ (tableau 2.2). La Commission des transports et de l'environnement recommande de ne pas augmenter la consigne, ni la liste des produits auxquels elle s'applique. Pour augmenter la récupération des CRU, elle privilégie plutôt un système unique basé sur la collective sélective à condition de démontrer l'efficacité des systèmes de récupération hors foyer et dans les immeubles à logements multiples (Commission des transports et de l'environnement, 2008). Or, l'efficacité des initiatives de la *Table pour la récupération hors foyer*, créée en septembre 2007, ne pourra être démontrée qu'à long terme. Ainsi, l'augmentation de la consigne pour les CRU de bières et de boissons gazeuses pourrait être envisagée afin d'augmenter à court terme le taux de récupération de ces contenants qui n'atteint que 72 %.

4.5.2 Le régime de compensation

Le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles exige une contribution monétaire pour les contenants et les emballages mis en marché. Les produits de ce règlement sont ensuite utilisés pour compenser jusqu'à 50 % des coûts de la collecte sélective (*Loi sur la qualité de l'environnement*, art. 53.31.4).

Puisque le système de tarification incitative ne vise que la collecte des ordures ménagères et que la taxation des produits jetables vise ces produits et non leur emballage, il ne semble pas y avoir de conflit entre ces mesures. Bien entendu, le tarif établi par ÉEQ pourrait être plus élevé afin qu'il y ait un effet réel sur le prix des produits. Cela obligerait le producteur à revoir la conception de ses emballages et permettrait au consommateur de faire un choix plus éclairé.

Peu de Québécois connaissent l'existence du régime de compensation. Il pourrait être opportun d'expliquer aux consommateurs qu'ils paient déjà indirectement pour les emballages des produits qu'ils consomment. Toutefois, l'apposition d'une étiquette à l'effigie d'ÉEQ sur les produits n'est pas recommandée car elle pourrait, comme en Allemagne, engendrer de la confusion et diminuer la responsabilisation du consommateur (Neumayer, 2000).

Par ailleurs, une campagne de sensibilisation, chapeautée par ÉEQ, sur les produits suremballés, pourrait être indiquée. Deux publicités radio types sont présentées à l'annexe 11. Éco Entreprises Québec pourrait également se voir confier un rôle de catalyseur. En Belgique et en France, Frost et le Conseil National de l'emballage publient, dans leur site Internet, les initiatives des producteurs ayant notamment fait le choix de réduire leurs emballages ou d'en augmenter la recyclabilité. Quelques exemples de bonnes pratiques sont présentés à l'annexe 12. Cette mesure pourrait être envisagée par ÉEQ afin de rendre publics les efforts réalisés par les producteurs québécois en matière d'emballage et ainsi créer un mouvement vers l'écoconception.

4.5.3 Les redevances sur l'élimination des matières résiduelles

En 2008 les exploitants de lieux d'élimination devaient déboursier la somme de 10,41 \$ pour chaque tonne métrique de matières résiduelles reçue. À l'instar du gouvernement français, qui a fait le choix d'augmenter progressivement ses redevances dans le *Projet de loi de finances pour 2009* afin qu'elles atteignent 40 € en 2015, la Commission des transports et de l'environnement (2008) retenait que les redevances québécoises devaient faire l'objet d'une hausse significative. Cette hausse s'avère nécessaire afin de diminuer la quantité de matières résiduelles éliminées conformément à la politique de zéro déchet proposée.

La redistribution des sommes perçues aux municipalités, selon le règlement sur les redevances, devrait également être revue. Les modalités de versement des subventions, en vertu du *Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination des matières résiduelles*, sont établies selon la population de la municipalité. Or, la performance de la municipalité qui reçoit la subvention devrait être considérée dans le calcul (*Id.*, p. 27). Tout comme la politique de tarification incitative proposée, cette modification permettrait de responsabiliser les municipalités.

Les redevances sur l'élimination des matières résiduelles et la tarification incitative sont-elles compatibles et font-elles double emploi ? Il appert que le consommateur pourrait devoir déboursier à la fois pour les matières qu'il élimine et globalement pour l'ensemble

des matières éliminées au sein de sa municipalité. Il faudra donc considérer les redevances applicables selon la réglementation au moment de la détermination du montant de la tarification incitative. Les municipalités pourraient ainsi envisager d'établir un tarif fixe basé sur les redevances et un tarif flexible variant selon le poids ou le volume des matières résiduelles éliminées.

CONCLUSION

La société de consommation affectionne particulièrement les produits à usage unique, mais peu de gens se préoccupent de la fin de vie de ces produits qui contribuent à l'augmentation des matières résiduelles éliminées. Depuis une dizaine d'années, des pays européens ont notamment élaboré des mesures afin de réduire l'utilisation des emballages et des sacs de plastique. Récemment, les ministères de l'Environnement en France, au Royaume-Uni et en Belgique ont développé la réflexion environnementale sur les produits jetables et ont proposé de les taxer. Une meilleure gestion des produits jetables générateurs de déchets, passant par la réduction de leur consommation, apparaît désormais nécessaire.

Le Québec utilise déjà certains mécanismes qui lui permettent de gérer directement ou indirectement ses produits jetables. Ainsi, le système de redevance sur les emballages, qui repose sur le principe de responsabilité élargie, exige des producteurs une contribution monétaire lors de la mise en marché de contenants et d'emballages les incitant notamment à réduire la quantité d'emballage utilisée. Par ailleurs, la consignation des contenants à remplissage unique incite les consommateurs à retourner ces contenants au lieu de les éliminer, alors que les redevances sur les matières résiduelles éliminées payées par les exploitants des LET, tentent de réduire la quantité de matières résiduelles enfouies.

Pour augmenter les incitatifs résultant de ces mesures, des hausses de tarification doivent être envisagées en amont pour les emballages et en aval pour l'élimination des matières résiduelles. De plus, des mécanismes additionnels doivent être mis en place afin d'influer de façon significative sur la consommation des produits jetables.

Afin de déterminer quels mécanismes pourraient compléter ceux établis par le Québec, les avantages, les inconvénients et les résultats obtenus par la mise en place de certains mécanismes à travers le monde ont été comparés. Il a été établi que la combinaison de mécanismes doit être envisagée pour obtenir des résultats optimaux. Des mesures en amont de la consommation, qui permettent de changer le comportement des producteurs ainsi que des mesures en aval qui permettent d'influencer les habitudes d'achat des consommateurs doivent être élaborées. Il est toutefois primordial de s'assurer de la compatibilité entre ces

mesures et d'éviter, autant que possible, que le consommateur paie une somme qui excède le coût du produit tout au long de son cycle de vie.

Les municipalités, les producteurs et les consommateurs doivent être sensibilisés et participer, de façon concertée, à la mise en place des mesures proposées afin d'obtenir un taux de participation plus élevé et une meilleure acceptabilité sociale. La perception de gratuité apparente, liée à l'élimination des matières résiduelles, doit être modifiée. De plus, une conscientisation des impacts liés aux produits jetables doit être développée et accompagnée par des campagnes d'information et de sensibilisation sur les produits durables comme celles développées dans les brochures et les campagnes de publicité radio présentées en annexe.

Pour réduire la consommation des produits jetables générateurs de déchets au Québec, une politique de zéro déchet, un programme de tarification incitative des matières résiduelles et un règlement sur la taxation de certains produits jetables ont été retenus. La taxation de certains produits jetables devrait inciter directement les consommateurs à réduire la consommation de ces produits et indirectement les producteurs à mettre sur le marché des produits plus durables. L'implantation d'une politique de zéro déchet, à même la nouvelle *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles*, et d'une tarification incitative pour les matières résiduelles éliminées, incitera le consommateur à réduire la quantité ou le volume des matières éliminées et aura indirectement un effet sur la réduction de la consommation des produits jetables générateurs de déchets. De plus, afin que ces mesures apportent les effets espérés, les municipalités devraient se voir contraintes d'atteindre les objectifs de mise en valeur fixés dans la politique de zéro déchet. Les municipalités qui n'attendraient pas les objectifs pourraient se voir attribuer une moins grande part de financement en vertu du règlement sur la compensation. Ainsi, les consommateurs, les producteurs et les municipalités seraient tous visés par les mesures proposées et auraient un objectif commun axé vers la réduction à la source.

Il est clair que les objectifs de la politique de zéro déchet vont au-delà de la réduction de la consommation des produits jetables. Ainsi, il sera important de développer au Québec les infrastructures nécessaires à la récupération et au traitement des matières résiduelles par

exemple pour le compostage. Il est temps de démontrer que le Québec est distinct par son intérêt pour la sauvegarde de l'environnement et qu'il est possible de répondre aux besoins des générations actuelles en modifiant simplement certains comportements de consommation.

RÉFÉRENCES

Aarnio, T. et Hämäläinen, A. (2008). Challenges in packaging waste management in the fast food industry. *Resources, Conservation and Recycling*, vol. 52, n° 4, p. 612-621.

Accord sur l'Espace économique européen, J.O. no L 001, du 03/01/1994, p. 0003-0036.

ADEME (2008). *Synthèse : Emballages ménagers, données 2007*, Anger Cedex, 12 p. (Collection Repères).

Amir, B.D. (2008). Drowning in plastic bags. *Ynetnews*, [En ligne].
<http://www.ynet.co.il/english/articles/0,7340,L-3556270,00.html> (Page consultée le 6 novembre 2008).

Assemblée Nationale (2006). *Procès-verbal de l'Assemblée*. Québec, 37^e législature, 2^e session, n° 39, p. 4.

Association des détaillants en alimentation du Québec, Conseil canadien des distributeurs en alimentation, Conseil québécois du commerce de détail, Éco Entreprises Québec et Recyc-Québec (2008). *Code volontaire de bonnes pratiques sur l'utilisation des sacs d'emplettes*. Québec, 14 p.

Bagby, J. (s. d.). Solid Waste Management in Seattle. In University of Washington: College of Forest Ressources. *ESRM 301*, [En ligne].
<http://www.cfr.washington.edu/classes.cfr.301/Presentation%20slides/301%20Wk8%20Lect1-A.pdf> (Page consultée le 10 décembre 2008).

BBC News (2006). MSPs reject levy on plastic bags. In BBC News, *One-Minute World News*, 27 September, [En ligne].
http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/scotland/5384016.stm (Page consultée le 10 novembre 2008).

Bertolini, G. (1995). *La double vie de l'emballage*. Paris, Économica, 112 p. (Collection Poche environnement).

- Boisvert, C. (2008). Les exclusions au régime de compensation. Communication personnelle. 20 octobre, Montréal.
- Bombardier, D. (2008). Sherbrooke renonce à bannir ses sacs de plastique. *La Tribune*, 5 septembre, [En ligne]. <http://www.cyberpresse.ca/environnement/en-vrac/200809/05/01-20657-sherbrooke-renonce-a-bannir-les-sacs-de-plastique.php> (Page consultée le 10 octobre 2008).
- Borde, V. (2008). La grande illusion du recyclage. *L'actualité*, 15 septembre, p. 30-42.
- Brinkhoff, T. (2008). *City Population*, [En ligne]. <http://www.citypopulation.de/index.html> (Page consultée le 2 janvier 2008).
- Brundtland, G.H., Ministère de l'environnement du Québec, Ministère des communications du Québec, Union québécoise pour la conservation de la nature et Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1988). *Notre avenir à tous*. Montréal, Éditions du Fleuve, Ministère des Communications du Québec et Ministère de l'Environnement du Québec, 454 p.
- California Integrated Waste Management Board (2007). *"Innovations" Case Studies: Save Money and the Environment Too*, [En ligne]. <http://www.ciwmb.ca.gov/lglibrary/innovations/SaveMoney/Summary.htm> (Page consultée le 1er novembre 2008).
- Canterbury, J.L., United States Environmental Protection Agency and Office of Solid Waste and Emergency Response (1994). *Pay-as-you-throw*. Washington, DC, United States Environmental Protection Agency and Office of Solid Waste and Emergency Response, 85 p.
- Cardinal, F. (2008). Courants verts : Je déballe, donc je suis. *La Presse*, 29 novembre, p. A28.
- Cascades (2008). Mémoire présenté à la Commission des transports et de l'environnement. In Assemblée nationale du Québec. *Commission des transports et de l'environnement*, 1^{er} février, [En ligne]. <http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2008/02/962401.pdf> (Page consultée le 10 novembre 2008).

- CBC News (2007). *Pay-as-you-throw trash plan goes ahead*, [En ligne]. <http://www.cbc.ca/canada/toronto/story/2007/06/20/garbage-collection-toronto.html> (Page consultée le 30 octobre 2008).
- City of Aurora (s. d.). *Waste Stickers*, [En ligne]. <http://www.aurora-il.org/neighborhoodstandards/sanitation/wastestickers.php> (Page consultée le novembre 15 2008).
- City of Toronto (2007a). *New Blue Bins, Garbage Bins and programs to get 70 % diversion from landfill : Program highlights*, [En ligne]. <http://www.toronto.ca/target70/highlights.htm> (Page consultée le 7 novembre 2008).
- City of Toronto (2007b). *Program Profile : Solid Waste Management Services*, [En ligne]. http://www.toronto.ca/budget2007/pdf/profile_swm.pdf (Page consultée le 7 novembre 2008).
- Clean Up Australia (2007). *Plastic Bags : World Report*, [En ligne]. <http://www.cleanup.com.au/PDF/au/cua-world-update-on-plastic-bags-as-at-120207.pdf> (Page consultée le 3 novembre 2008).
- Commission des transports et de l'environnement (2008). *La gestion des matières résiduelles au Québec : Rapport*. Secrétariat des commissions de l'Assemblée nationale du Québec, Québec, 87 p.
- Conseil canadien des ministres de l'environnement (1996). *Résultats de l'enquête nationale de 1996 sur l'emballage*. Canada, 5 p.
- Conseil canadien des ministres de l'environnement (2000). *Protocole national sur l'emballage 2000 : Rapport final*. Canada, 42 p.
- Conseil national de l'emballage (1988). Quelques illustrations. In Conseil national de l'emballage, *Le catalogue de la prévention des déchets d'emballages*, [En ligne]. http://www.conseil-emballage.org/web/emballage.2000/CNE/catalogue_98.htm (Page consultée le 22 septembre 2008).

- Debono, J. (2006). With 25 million less plastic bags, eco-taxation makes an impact. *In* Plasticshoppingbagfree. *Success in Malta: December 2006*, [En ligne]. <http://plasticshoppingbagfree.org.nz/global-news/success-in-malta-december-2006> (Page consultée le 3 novembre 2008).
- Décentralisation & Initiatives Locales (2004). *Les politique "Zéro Déchet" dans le monde : utopie ou réalité : synthèse du congrès*, Assemblée Nationale, Paris, 13-14 mai, 36 p.
- Décret concernant l'octroi de subventions aux municipalités dans le cadre du Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination des matières résiduelles*, (2006) 21 G.O. II, 2105.
- Department of Territory and Municipal Services (2008). How is the Act going overall? *In* Department of Territory and Municipal Services. *2008 Progress update towards No Waste*, [En ligne]. http://www.tams.act.gov.au/_data/assets/pdf_file/0004/118435/2007-08_How_the_ACT_is_going.pdf (Page consultée le 10 novembre 2008).
- Der Grüne Punkt (2008). *The Amendment to the Packaging Ordinance*, [En ligne]. <http://www.gruener-punkt.de/en/customer-infoservice/the-green-dot-for-sales-packaging/information-for-new-customers/the-amendment-to-the-packaging-ordinance.html> (Page consultée le 7 décembre 2008).
- Der Grüne Punkt (2007). *Packaging Calculator*, [En ligne]. http://www.gruener-punkt.de/en/customer-infoservice/the-green-dot-for-sales-packaging/accounting/packaging-calculator/download.html?no_cache=1 (Page consultée le 20 novembre 2008).
- Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil, du 20 décembre 1994, relative aux emballages et aux déchets d'emballages*, J.O. no L 365, du 31/12/1994, p. 0010-0023.
- Dorion, C. (2008). *La gestion des déchets*. Saint-Constant, Broquet, 48 p. (Collection Planète en péril).
- Duchesneau, P. (2005). Sac vert. *Protégez-vous*, août, p. 23-25.

- Dupont, L. (2005). *1001 Trucs Publicitaires*. 3e édition, Montréal, Éditions Transcontinental, 353 p.
- Eco-Cycle (s. d.). *Recycle at School*, [En ligne].
<http://www.ecocycle.org/atschool/index.cfm> (Page consultée le 10 novembre 2008).
- Éco-Emballages (2008a). *Contribution sur base réelle*, [En ligne].
<http://www.ecoemballages.fr/entreprises/combien-ca-coute/contribution-sur-base-reelle/> (Page consultée le 30 novembre 2008).
- Éco-Emballages (2008b). Éco-Emballages présente : « L'enjeu des déchets dans les élections municipale ». In Comité 21. Actualités des adhérents, 21 février, [En ligne].
<http://www.comite21.org/docs/actualites-adherents/etude-eco-emballages---l-enjeu-des-dechets-dans-les-elections-municipales---vfl.pdf> (Page consultée le 30 octobre 2008).
- Éco-Emballages (s. d.). *Notre histoire et le cadre légal*, [En ligne].
<http://www.ecoemballages.fr/> (Page consultée le 15 septembre 2008).
- Environment Agency (2005). *Life Cycle Assessment of Disposable and Reusable Nappies in the UK*. Bristol, United Kingdom, P1481, 209 p.
- Environnement Canada (2007). *Responsabilité élargie des producteurs : Programme de contenants de boissons réutilisables*, [En ligne].
<http://www.ec.gc.ca/epr/default.asp?lang=Fr&n=D83DC0BE-1> (Page consultée le 25 octobre 2008).
- Ernoux, P. (2008). La taxe « pique-nique ». Communication personnelle. *Service Public Fédéral FINANCES*, 9 décembre, Belgique.
- Établissement Vert Brundtland (s. d.). *Établissement Vert Brundtland*, [En ligne].
<http://www.evb.csq.qc.net/index.cfm/2,0,1666,9457,0,0.html> (Page consultée le 10 septembre 2008).

- Eunomia Research & Consulting, The Environment Council, Öko-Institut, TNO and Atlantic Consulting (2007). *Household Waste Prevention Policy Side Research Programme : Final Report to Defra*. Bristol, United Kingdom, 412 p.
- Eunomia Research & Consulting (2006). *Modelling the Impact of Household Charging for Waste in England : Final Report to Defra*. Bristol, United Kingdom, 228 p.
- Fédération Inter-Environnement Wallonie (2007). *Projet de position concernant « les écotaxes sur les emballages jetables »*, [En ligne].
http://www.iewonline.be/IMG/doc/CEF_FB_070509_projet_Position_IEW_Ecotaxes-emballages.doc (Page consultée le 24 septembre 2008).
- Fost Plus (s.d.). *Preventpack: Optimiser la prévention des emballages*, [En ligne].
<http://www.preventpack.be/tpl/index.cfm> (Page consultée le 3 novembre 2008).
- Fullerton, D. and Raub, A. (2004). Economic Analysis of Solid Waste Management Policies. In OECD, *Addressing the economics of waste* (chap. 3, p. 39-62). Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development.
- Fullerton, D. and Kinnaman, T.C. (1995). Garbage, Recycling, and Illicit Burning or Dumping. *Journal of Environmental Economics and Management*, vol. 29, n° 1, p. 78-91.
- Fullerton, D. and Kinnaman, T.C. (1996). Household Responses to Pricing Garbage by the Bag. *American Economic Review*, vol. 86, n° 4, p. 971-984.
- Règles d'application du Tarif pour les catégories "contenants et emballages" et "imprimés" 2005 et 2006*, L.R.Q. c. Q-2, Décret 136-2007.
- Glachant, M. (2006). Réduction à la source des déchets ménagers et tarification en France. In Falque, M., Lamotte, H. et Saglio, J.-F., *Les Déchets : Droits de propriété, économie et environnement* (p. 187-210). Bruxelles, Éditions Bruylant.
- Glachant, M. (2005a). Déchets : La REP peut être un instrument de prévention. *Environnement & Technique*, p. 1-2.

- Glachant, M. (2005b). *La réduction à la source des déchets de consommation : les politiques possibles et leur efficacité*. Paris, Cerna et École Nationale Supérieure des Mines de Paris, 21 juin, 30 p.
- Glachant, M. (2005c). Le concept de Responsabilité élargie du producteur et la réduction à la source des déchets de consommation. *Annales de Mines - Responsabilité et environnement*, vol. 39, juillet 2005, p. 91-97.
- Glachant, M. (2004). Changing Product Characteristics to Reduce Waste Generation. In OECD, *Addressing the economics of waste* (chap. 9, p. 181-199). Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development.
- Government of Ontario (2007). McGuinty Government Targets 50 Percent Reduction In Plastic Bags By 2012 : Part of McGuinty Government's Initiatives For A Greener, Healthier Ontario. *News Release*, May 9, [En ligne]. <http://www.ene.gov.on.ca/en/news/2007/050901.php> (Page consultée le 10 septembre 2008).
- Hong, S. (1999). The effects of unit pricing system upon household solid waste management: The Korean experience. *Journal of environmental management*, vol. 57, n° 1, p. 1-10.
- Hutchinson, M. (2007). *Vos déchets et vous : un guide pour comprendre et agir*. Québec, Éditions MultiMondes, 196 p.
- IKEA Canada (s. d.). Blue Bag Program : Bag the Bag. In IKEA Canada. *The IKEA Way*, [En ligne]. <http://www.theikeaway.ca/en/wwd-programs-environment-bluebag.shtml> (Page consultée le 20 septembre 2008).
- International Institute for Sustainable Development (2000). Instrument for Change: Compendium of Instrument. In Anonyme. *Plastic bag tax*, [En ligne]. <http://www.iisd.org/susprod/search.asp> (Page consultée le 7 novembre 2008).
- Jardine, D.E. (s. d.). Container Regulations : PEI Perspective. In Canadian Centre for Pollution Prevention. *Documents*, [En ligne]. <http://www.c2p2online.com/documents/donjardine.pdf> (Page consultée le 30 octobre 2008).

KPMG (2008). *Trial of a Charge on Plastic Bags : Report of the Steering Committee to The Victorian Minister of Environment & Climate Change and The Australian National Retailers Association*. Australia, 38 p.

La Table pour la récupération hors foyer (s. d.). Qui sommes-nous ? In La Table pour la récupération hors foyer. *Mission et objectifs*, [En ligne].
<http://www.tablehorsfoyer.ca/qui-sommes-nous/mission-et-objectifs.php> (Page consultée le 20 septembre 2008).

Laquerre, M. (20 mars 2007). La responsabilité élargie des producteurs, un levier pour le financement de la gestion écologique des matières résiduelles, *3e Colloque Écodéveloppement des institutions d'enseignement du Québec*, Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement, [En ligne].
[http://www.aqpere.qc.ca/colloque/3e_colloque/Colloque%20Écodéveloppement%20des%20institutions%20d'enseignements%201er%20mars%202006\(Mario%20Laquerre\).pdf](http://www.aqpere.qc.ca/colloque/3e_colloque/Colloque%20Écodéveloppement%20des%20institutions%20d'enseignements%201er%20mars%202006(Mario%20Laquerre).pdf) (Page consultée le 20 septembre 2008).

Le Grenelle Environnement (2007). *Rapport de l'Atelier intergroupe Déchets*. Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire édition, France, 38 p.

Light House Sustainable Building Centre (2006). *A Toronto battles to find a solution to its garbage crisis, Sweden offers a solution*, [En ligne].
http://www.sustainablebuildingcentre.com/forum-topic/as_toronto_battles_to_find_a_solution_to_its_garbage_crisis_sweden_offers_a_solution (Page consultée le 7 décembre 2008).

Linderhof, V., Kooreman, P., Allers, M. and Wiersma, D. (2001). Weight-based pricing in the collection of household waste: the Oostzaan case. *Resource and Energy Economics*, vol. 23, n° 4, p. 359-371.

Loi interdisant la distribution de sacs de plastique non biodégradables, Projet de loi n° 390, 1^{ère} session, 37^e législature (Québec).

Loi programme du 27 avril 2007, M.B. 8 mai 2007, Ed. 3, p. 25153, art. 155 à 158.

Loi sur la qualité de l'environnement, L.R.Q. c. Q-2, art. 53.31.1.

Loi sur la vente et la distribution de bière et de boissons gazeuses dans des contenants à remplissage unique, L.R.Q., c. V-5.0001.

Meeùs, V. (2007). Sacs en plastique, vaisselle jetable et feuilles fraîcheur : Lourde charge financière et administrative sur l'emballage. *Union & Actions*, vol. 27, 6 juillet, [En ligne].
http://www.ucm.be/C1256C0D003C8BF5/_/D86A24757A02BD98C125730F0035984A?OpenDocument (Page consultée le 26 septembre 2008).

MDDEP (2008). *La responsabilité élargie des producteurs (REP) : État de la situation, enjeux et perspectives*, mars, [En ligne].
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/matieres/valorisation/0803-REP.pdf> (Page consultée le 20 septembre 2008).

MDDEP (s. d.). *Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination des matières résiduelles*, [En ligne].
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/matieres/redevance/programme.htm> (Page consultée le 20 septembre 2008).

Ministry of Finance of Norway (2008). *Reasoned opinion concerning base-tax on non-refillable packaging*, [En ligne]. <http://www.regjeringen.no/en/dep/fin/Documents-and-publications/andre/Publications-in-English-or-translated-in/Utvalgte-brev/2008/reasoned-opinion-concerning-base-tax-on-.html?id=518661> (Page consultée le 7 décembre 2008).

Ministry of the Environment (2002). Packaging : Denmark cancels beverage can ban, *Danish Environment Newsletter*, February, [En ligne].
http://www.mex.dk/uk/vis_nyhed_uk.asp?id=3277&nyhedsbrev_id=395 (Page consultée le 7 décembre 2008).

Miranda, M. L. and LaPalme, S. (1997). *Unit Pricing of Residential Solid Waste: A Preliminary Analysis of 212 U.S. Communities*. Durham, North Carolina, Nicholas School of the Environment, Duke University, 28 p.

Neumayer, E. (2000). German packaging waste management: A successful voluntary agreement with less successful environmental effects. *European Environment*, vol. 10, n° 3, p. 152-163.

- Olivier, M.J. (2007). *Matières résiduelles et 3 RV-E*. 2e édition, Lévis, Productions Jacques Bernier, 249 p.
- OCDE (2001). *Responsabilité élargie des producteurs*. Paris, Service des Publications de l'OCDE, 174 p.
- OECD (2004). *Addressing the Economics of Waste*. Paris, OECD Publications, 203 p.
- OECD (2001). *Economic Surveys : Belgium*. Paris, OECD Publications, 157 p.
- Packaging Recovery Organisation Europe (s. d.a.). *Financing : France*, [En ligne].
http://www.pro-e.org/Financing_france.html (Page consultée le 30 novembre 2008).
- Packaging Recovery Organisation Europe (s. d.b.). *Financing : Germany*, [En ligne].
http://www.pro-e.org/Financing_germany.html (Page consultée le 30 novembre 2008).
- PlasticBagEconomics (s. d.). *Market Based Examples : Denmark*, [En ligne].
http://www.plasticbageconomics.com/index.php?option=com_content&task=view&id=26&Itemid=40 (Page consultée le 3 novembre 2008).
- Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*, (2000) 39 G.O. II, 968.
- Porter, R.C. (2004). Efficient Targeting of Waste Policies in Production Chain. In OECD, *Addressing the Economics of Waste* (chap. 7, p.117-152). Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development.
- Prince Edward Island Department of Environment, Energy and Forestry (s. d.). Change Beginning May 3, 2008. In Prince Edward Island Department of Environment, Energy and Forestry. *Prince Edward Island's Beverage Container Management System*, [En ligne]. <http://www.beveragecontainers.pe.ca/index.php3?number=1021818&lang=E> (Page consultée le 25 octobre 2005).
- Projet de loi de finances 2009*, n° 1127, 1^{ère} lecture, 13^e législature (Fra.).

Recyc-Québec (2008). *Mémoire de la société d'état Recyc-Québec concernant le document de consultation soumis dans le contexte du mandat d'initiative portant sur la gestion des matières résiduelles*. Québec, Assemblée nationale du Québec. Commission des transports et de l'environnement, 48 p.

Recyc-Québec (2007a). *Avis sur les sacs d'emplettes : évaluation de leur impact environnemental*. Québec, 26 p.

Recyc-Québec (2007b). Bilan 2006 de la gestion des matières résiduelles au Québec. In Gouvernement du Québec. *Recyc-Québec*, [En ligne]. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/upload/Publications/Bilan2006.pdf> (Page consultée le 13 octobre 2008).

Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles, R.Q., c. Q-2, r.2.3.

Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles, R.Q., c. Q-2, r.18.1.3.

Reschovsky, J.D. and Stone, S.E. (1994). Market incentives to encourage household waste recycling : Paying for what you throw away. *Journal of Policy Analysis and Management*, vol. 13, n° 1, p. 120-139.

ReusableBags (2007). *Trends From Around The World*, [En ligne]. <http://www.reusablebags.com/facts.php?id=9> (Page consultée le 10 octobre 2008).

Revenu-Québec (s. d.). Précisions sur la détaxation des couches pour enfants et des articles d'allaitement. In Gouvernement du Québec. *Nouvelles fiscales*, [En ligne]. http://www.revenu.gouv.qc.ca/fr/ministere/centre_information/nf/nf2004/in-136_65/couchesprecision.asp (Page consultée le 30 novembre 2008).

Roux-Goeken, V. (2008a). Accord sur les emballages, les ampoules à incandescence et les pneus usagés. *Journal de l'environnement*, 24 octobre, [En ligne]. <http://www.journaldelenvironnement.net/fr/document/detail.asp?id=24714&idThema=4&idSousThema=20&type=JDE&ctx=259> (Page consultée le 10 novembre 2008).

- Roux-Goeken, V. (2008b). Emballages ménagers : la France dépasse l'objectif européen. *Journal de l'environnement*, 28 août, [En ligne].
<http://www.journaldelenvironnement.net/fr/document/detail.asp?id=22075&idThema=4&idSousThema=20&type=JDE&ctx=66> (Page consultée le 31 août 2008).
- Roux-Goeken, V. (2008c). La "taxe pique-nique" sous les critiques. *Journal de l'environnement*, 17 septembre, [En ligne].
<http://www.journaldelenvironnement.net/fr/document/detail.asp?id=22917&idThema=4&idSousThema=24&type=JDE&ctx=129> (Page consultée le 3 octobre 2008).
- Roux-Goeken, V. (2008d). Vers une taxe sur les produits fortement générateurs de déchets. *Journal de l'environnement*, 17 mars, [En ligne].
<http://www.journaldelenvironnement.net/fr/document/detail.asp?id=16391&idThema=4&idSousThema=20&type=JDE&ctx=66> (Page consultée le 3 octobre 2008).
- San Francisco Department of the Environment (s. d.). Zero Waste: Achievements. In San Francisco Department of the Environment. *Our city's programs*, [En ligne].
http://www.sfenvironment.org/our_programs/program_info.html?ssi=3 (Page consultée le 7 novembre 2008).
- SAQ (2008). La SAQ est heureuse d'encourager deux projets mobilisateurs en développement durable. In SAQ. *Communiqués*, [En ligne].
<http://www.saq.com/webapp/wcs/stores/servlet/GeneralContentView?page=/ng/nous-la-saq/communiqués-z/com-26-09-08&langId=-2&storeId=10001&catalogId=10001> (Page consultée le 20 septembre 2008).
- TF1 (2008). *Faire réduire les déchets grâce au système de la pesée*, [En ligne].
<http://tf1.lci.fr/infos/media/jt/0,,3696119,00-faire-reduire-dechets-grace-systeme-pesee-.html> (Page consultée le 17 octobre 2008).
- The Packaging Institute (s. d.). Packaging Knowledge. In The Packaging Institute. *Plastic bags*, [En ligne]. http://www.packagingknowledge.com/plastic_bags.asp (Page consultée le 23 septembre 2008).
- The Sydney Morning Herald. (2008). *Garrett rules out plastic bag tax*. March 9, [En ligne].
<http://www.smh.com.au/news/environment/garrett-rules-out-plastic-bag-tax/2008/03/09/1204998272874.html> (Page consultée le 20 novembre 2008).

- Tison, M. (2008). Emballlement responsable : L'affaire est dans le sac. *La Presse Affaires*, 9 novembre, p. 5.
- U.S. EPA (2008). *Pay-As-You-Throw : Frequent Questions*, [En ligne]. <http://www.epa.gov/osw/conserve/tools/payt/faq.htm> (Page consultée le 7 novembre 2008).
- United Nations, Department of Economics and Social Affairs, Population Division (2007). *World Population Prospects: The 2006 Revision, Highlights*. New York, ESA/P/WP.202, 114 p.
- Van Houtven, G.L. and Morris, G.E. (1999). Household behavior under alternative pay-as-you-throw systems for solid waste disposal. *Land Economics*, vol. 75, n° 4, p. 515.
- Verdier, M. (2008). Comment mettre les poubelles au régime. *la-Croix*, 19 septembre, [En ligne]. <http://www.la-croix.com/article/index.jsp?docId=2350312&rubId=788> (Page consultée le 26 septembre 2008).
- Vision Durable (2007). *Principe du pollueur-payeur*, 30 mars, [En ligne]. <http://www.visiondurable.com/article-90807-Principe-du-pollueurpayeur.html> (Page consultée le 14 octobre 2008).
- Waste to Wealth (s. d.). Zero Waste Planning. In Institute for Local Self-Reliance. Zero Waste Planning, [En ligne]. <http://www.ilsr.org/recycling/zerowaste/index.html> (Page consultée le 7 novembre 2008).
- Worldwatch Institute (s. d.). *Good Stuff? - Plastic Bags*, [En ligne]. <http://www.worldwatch.org/node/1499> (Page consultée le 3 octobre 2008).
- WWF (2004). Du jetable au durable. In WWF. *Newletter no 4*, décembre, [En ligne]. <http://www.lefestivalduvent.com/actions/jetable/newsletter/contenu/lettrewwf4.pdf> (Page consultée le 14 octobre 2008).
- XE (2008). *Full Universal Currency Converter*, [En ligne]. <http://www.xe.com/ucc/full/> (Page consultée le 27 octobre 2008).

ANNEXE 1
BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

- Anctil, J. (2008). Les prix Orange et Citron de la gestion des matières résiduelles. *La Tribune*, 10 mai, p. 23.
- Archambault, E. (2008). *Étude et applicabilité de la tarification incitative dans la gestion des déchets ultimes résidentiels québécois*. Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec, 98 p.
- Archambault, H. (2008). Objectif : Zéro enfouissement, la MRC réfléchit à l'avenir de la gestion des déchets. *L'Oeil Régional*, 25 octobre, p. 10.
- Association des organismes municipaux de gestion des matières résiduelles (2008). Pour insuffler un nouvel élan à la gestion des matières résiduelles du Québec. In Assemblée nationale du Québec. *Commission des transports et de l'environnement*, janvier, [En ligne]. <http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2008/02/961109.pdf> (Page consultée le 10 novembre 2008).
- Barranger, J.-P., Boeglin, N., Kazazian, T., Millet, D. et Garrigues, B. (2004). Les produits jetables à l'heure du développement durable. *Sciences*, n° 2004-1, 10 septembre, [En ligne]. http://www.avancement-sciences.org/fichiers/2004_1_Produits_jetables.pdf (Page consultée le 15 octobre 2008).
- Bond Beter Leefmilieu, Brusselse Raad Voor Het Leefmilieu, Inter-Environnement Bruxelles et Inter-Environnement Wallonie (2007). *Position des quatre fédérations d'associations d'environnement concernant la révision de l'Accord de Coopération du 30 mai 1996 sur la Prévention et la gestion des déchets d'emballages, sur base de la version LISA 20 du projet d'accord*. Namur, Belgique, Inter-Environnement Wallonie - Fédération des associations d'environnement, 12 p.
- Bouchard, J. (1981). *L'autre publicité : la publicité sociétale*. St-Lambert, Éditions Héritage, 207 p.
- Commission des transports et de l'environnement (2007). *La gestion des matières résiduelles : Document de consultation*. Québec, Secrétariat des commissions de l'Assemblée nationale du Québec, 67 p.

- Conseil canadien des ministres de l'environnement (1990). *Protocole national sur l'emballage*. Vancouver, 3 p.
- Cossette, C. et Massey, N. (2002). *Comment faire sa publicité soi-même*. 3e édition, Montréal, Éditions Transcontinental, 343 p.
- Cross, P. (2008). Traitement des déchets : Éco-Emballages prépare la montée en puissance du recyclage. *Développement durable le journal*, 1^{er} avril, [En ligne]. <http://www.developpementdurablelejournal.com/spip.php?article2293> (Page consultée le 30 octobre 2008).
- Dimino, R., Warren, B. and New York City Zero Waste Campaign and Consumer Policy Institute (2004). *Reaching for zero : The Citizens Plan for Zero Waste in New York City*. New York, New York, 195 p.
- Directive 2005/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2005 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie et modifiant la directive 92/42/CEE du Conseil et les directives 96/57/CE et 2000/55/CE du Parlement européen et du Conseil*, J.O. 22 juillet 2005, L 191/29.
- Éco Entreprises Québec (2008). Mémoire. In Assemblée nationale du Québec. *Commission des transports et de l'environnement*, 1^{er} février, [En ligne]. <http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2008/02/962401.pdf> (Page consultée le 10 novembre 2008).
- Éco Entreprises Québec et Recyc-Québec (2007). *Caractérisation des matières résiduelles du secteur résidentiel au Québec : Rapport synthèse*. Québec, 32 p.
- Fremault, B. (2007). Emballages : La taxe pique-nique, plutôt floue, en vigueur le 1er juillet. *Inforfeb*, n° 24, 28 juin, [En ligne]. www.vbo-feb.be/index.html?file=2822 (Page consultée le 28 septembre 2008).

- Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (2008). Mémoire déposé à la Commission des transports et de l'environnement. In Assemblée nationale du Québec. *Commission des transports et de l'environnement*, février, [En ligne]. <http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/mono/2008/02/961145.pdf> (Page consultée le 30 octobre 2008).
- Ginestet, A. (2008). Royaume-Uni : vers une taxe sur les produits jetables. *Journal de l'environnement*, 3 septembre, [En ligne]. <http://www.journaldelenvironnement.net/fr/document/detail.asp?id=22369&idThema=4&idSousThema=22&type=JDE&ctx=129> (Page consultée le 3 octobre 2008).
- Glachant, M. (2003). La réduction à la source des déchets ménagers : pourquoi ne pas essayer la tarification incitative ? *Annales de Mines - Responsabilité et environnement*, n° 29, p. 58-72.
- Gray, S. (2008). Throwing razors and nappies should be taxed as luxuries, says Defra. *The Independent*, August 31, [En ligne]. <http://www.independent.co.uk/environment/green-living/throwaway-razors-and-nappies-should-be-taxed-as-luxuries-says-defra-914041.html> (Page consultée le 31 octobre 2008).
- Grooves, J. (2008). Cut-Throat Eco Tax to Slash Waste. *Daily Express*, August 31, [En ligne]. <http://www.express.co.uk/posts/view/59151/Cut-throat-eco-tax-to-slash-waste> (Page consultée le 24 septembre 2008).
- Institute for Local Self-Reliance (2002). *Environmental Benefits of Refillable Beverage Containers*, [En ligne]. <http://www.grn.org/beverage/refillables/ecologic.html> (Page consultée le 18 octobre 2008).
- Lemire, J. (2008). Environnement : L'échec des systèmes. *La Presse*, 2 novembre, p. A21.
- Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire (2008a). *Budget 2009-2011 : Le « Grenelle 3 », la transition vers un nouveau modèle de croissance*. France, 26 septembre, 31 p.

- Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire (2008b). *Grenelle de l'Environnement : La transition de l'économie et de la société française, Octobre 2007 - Septembre 2008 : un an d'engagements et de réalisations*. France, 23 septembre, 55 p.
- Miranda, M.L. and Everett, J.W. (1994). Market-based incentives and residential municipal solid waste. *Journal of Policy Analysis & Management*, vol. 13, n° 4, p. 681-698.
- Moniteur Belge (2007). *Circulaire du 8 juin 2007 concernant l'application du Titre VII, Chapitre VII de la loi-programme du 27 avril 2007 portant sur l'introduction de la cotisation environnementale*, C-2007/03329, 15 juin 2007, Ed. 3, p. 32862.
- Projet de loi de programme relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement*, n° 955, 1^{ère} lecture, 13^e législature (Fra.).
- Projet de loi-programme du 25 avril 2007*, 2007 S. 3-2427, Ch. 51-3058, art. 155 à 158.
- Radio-Canada (2008). *Environnement : Sus aux sacs de plastique*, [En ligne].
<http://www.radio-canada.ca/regions/Montreal/2008/01/04/006-sacs-huntingdon.shtml>
 (Page consultée le 10 septembre 2008).
- Recyc-Québec (2007). *Le système de consignation : fiche d'information*, [En ligne].
<http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/upload/Publications/Fiche-consigne.pdf> (Page consultée le 20 septembre 2008).
- Roux-Goeken, V. (2008e). Emballages ménagers : la France dépasse l'objectif européen. *Journal de l'environnement*, 28 août, [En ligne].
<http://www.journaldelenvironnement.net/fr/document/detail.asp?id=22075&idThema=4&idSousThema=20&type=JDE&ctx=66> (Page consultée le 31 août 2008).
- Roux-Goeken, V. (2008f). Évolution de la réglementation sur les déchets : des réactions mitigées. *Journal de l'environnement*, 1^{er} octobre, [En ligne].
<http://www.journaldelenvironnement.net/fr/document/detail.asp?id=23566&idThema=7&idSousThema=43&type=JDE&ctx=291> (Page consultée le 4 octobre 2008).

- Roux-Goeken, V. (2008g). Les députés veulent taxer les sacs de plastique et revoir le malus auto. *Journal de l'environnement*, 22 octobre, [En ligne].
<http://www.journaldelenvironnement.net/fr/document/detail.asp?id=24639&idThema=7&idSousThema=0&type=JDE&ctx=259> (Page consultée le 10 novembre 2008).
- Shields, A. (2008). Mettre au régime le sac à ordures : Le cas du dépotoir de Lachenaie montre que des politiques de récupération s'imposent. *Le Devoir*, 2 et 3 août, p. B3.
- SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie, (2006). *Écotaxes et cotisations d'emballages*, [En ligne]. http://mineco.fgov.be/entreprises/vademecum/Vade12_fr-01.htm#P57_8639 (Page consultée le 28 septembre 2008).
- U.S. EPA (2008). *PAYT Toolkit*, [En ligne].
<http://www.epa.gov/osw/conserve/tools/payt/tools/toolkit.htm> (Page consultée le 30 octobre 2008).
- U.S. EPA (s. d.). *Pay-As-You-Throw Workbook: A Supplement to EPA'S Pay-As-You-Throw Guidebook*, [En ligne].
<http://www.epa.gov/osw/conserve/tools/payt/pdf/payworkb.pdf> (Page consultée le 30 septembre 2008).
- Waridel, L. (2008). Sacs! *UdeS*, vol. 1, n° 3, p. 41.

ANNEXE 2
TARIFICATION INCITATIVE DANS LE MONDE

Tableau A.1 Quelques études sur la tarification incitative dans le monde

Études	Ville / État / Pays	Nombre de ménages	Type de système	Collecte des données	Effets sur les déchets	Effets sur la récupération	Flux illégal	Commentaires et autres
Hong (1993)	Portland (Oregon)	2298 / 4306 ménages	Volume (contenant de 32 gallons ou 240 litres; contrat)	Sondage	peu d'effet	augmente	n/d	<ul style="list-style-type: none"> • Possiblement peu d'effet sur la réduction, car un seul de format de contenant disponible
Reschovsky & Stone (1994)	Tomkins County (New York)	1422 / 3040 ménages	Volume (étiquette)	Sondage	n/d	+ 27 à 58 %	<ul style="list-style-type: none"> • 51 % des sondés affirment que cela a augmenté • 20 % affirment avoir diverti des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> • Étiquettes à 0,70 \$ la pièce pour 32 gallons • Prix plus élevé aurait permis d'augmenter le recyclage lorsque combiné à un système de collecte sélective
Miranda and al. (1994)	21 villes américaines	n/d	Volume	Sondage	- 17 à 74 %	+ 3 à 456 %	<ul style="list-style-type: none"> • Augmente, mais ne serait pas important 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune collecte sélective n'était implantée • Études sur petites villes (niveau d'éducation et de revenus était élevé) • Collecte sélective volontaire a plus d'effet sur la réduction

Tableau A.1 Quelques études sur la tarification incitative dans le monde (suite)

Études	Ville / État / Pays	Nombre de ménages	Type de système	Collecte des données	Effets sur les déchets	Effets sur la récupération	Flux illégal	Commentaires et autres
Fullerton and Kinnamma n (1996)	Charlottesville (Virginie)	75 ménages	Volume (étiquette)	Caract.	- 7 % (vol) - 14 % (pds)	+ 16 %	<ul style="list-style-type: none"> • 28 à 43 % de la réduction • 5,33 % des ménages font de la disposition illégale 	<ul style="list-style-type: none"> • Mesure quatre semaines avant et après • Étiquette pour 16 gallons à 0,40 \$ et 32 gallons à 0,80 \$ • Collecte sélective existait avant le programme
Van Houtven and Morris (1999)	Marietta (Georgia)	168 ménages	Volume (sac)	Caract. pour la 1 ^e partie et ensuite sondage	- 36 %	non significatif	n/d	<ul style="list-style-type: none"> • Tarif de base de 8,00 \$ par mois • Sac de 30 gallons (19 livres) à 0,75 \$
		230 ménages	Volume (contenant avec contrat)	Caract. pour la 1 ^e partie et ensuite sondage	- 14 %	non significatif	n/d	<ul style="list-style-type: none"> • Tarif de base de 8,00 \$ par mois • Contenant de 32 gallons à 4,00 \$ pour un contenant, 7,00 \$ pour deux contenants et 11,00 \$ pour trois contenants

Tableau A.1 Quelques études sur la tarification incitative dans le monde (suite)

Études	Ville / État / Pays	Nombre de ménages	Type de système	Collecte des données	Effets sur les déchets	Effets sur la récupération	Flux illégal	Commentaires et autres
Hong (1999)	Corée du Sud, 20 villes	3017 / 3200 ménages (160 ménages par ville)	Volume (sacs de 5, 10, 20, 30, 50, 75, 100 litres)	Caract. pour le pré-test de 50 ménages; sondage	- 17,8 %	+ 21,2 à 28,6 %	• Substantiel (non chiffré)	<ul style="list-style-type: none"> • Peu d'effet sur les déchets générés, car compaction • Changements variables selon le prix par sac (pour 10 litres, varie de 67,5 à 175 won, soit 0,06 à 0,16 \$)
Kinnamman and Fullerton (2000)	959 villes dont 114 PAYT au New Jersey	1991 ménages	Volume	Sondage	- 44 % (188 kg / an / p.)	+ 13,6 kg / an / p.	n/d	<ul style="list-style-type: none"> • Contrats ont moins d'effet que sacs ou étiquettes • Auteurs ne savent pas ce qui est advenu de 382 livres de déchets (illégal, compostage ou réduction) • Tarif de 1,00 \$ par sac
Linderhoff and al. (2001)	Oostazaan (Hollande)	3459 / 4080 ménages	Poids	Caract.	- 30 % (1 an) - 42 % (3 ans)	+ 36 % pour le verre et + 600 % pour le fer-blanc	• 4 - 5 % de déchets divertis (patron, amis ou d'autres villes)	<ul style="list-style-type: none"> • Étude sur 42 mois • Prix de 0,41 \$ / kg en 1995 • Pas de programme de recyclage avant l'implantation, sauf pour le papier

ANNEXE 3
MODIFICATIONS PROPOSÉES À LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE
GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES 2009-2019

Modifié de Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1988-2008 (1998).

Modifications proposées à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 2009-2019

1. LE CONTEXTE

Le dernier siècle aura été consacré, dans les pays industrialisés, à la satisfaction sans cesse croissante de nos besoins de consommation. Pour cela, il aura fallu extraire et transformer de grandes quantités de ressources naturelles. Nous savons aujourd'hui que ces ressources ne sont pas inépuisables. Nous savons également que les activités d'extraction et de fabrication sont responsables des principaux problèmes de pollution : pollution des eaux, réchauffement climatique sous l'accumulation de gaz à effet de serre, contamination et érosion des sols, dégradation des écosystèmes et diminution de la biodiversité. La solution à ces problèmes passe, entre autres, par une saine gestion des matières résiduelles. La récupération de ces matières et leur réintroduction dans les cycles industriels de fabrication ont généralement pour effet, tout comme la réduction à la source, de diminuer l'exploitation des ressources naturelles et la pollution associée à leur transformation.

Par ailleurs, la matière putrescible est la principale cause de contamination dans les lieux d'élimination. À l'enfouissement, la fermentation en absence d'oxygène génère des gaz nauséabonds et explosifs qui contribuent à l'effet de serre. Les composés organiques libérés par cette fermentation migrent avec les eaux de lixiviation et peuvent contaminer tant les eaux de surface que les eaux souterraines et les rendre impropres à la consommation et même, à la vie aquatique. La récupération à des fins de valorisation de la matière putrescible réduit donc la charge polluante des lieux d'élimination et sert à produire du compost qui à la fois contribue à l'amélioration de la qualité des sols et à la réduction de l'usage d'engrais et de produits phytosanitaires.

Enfin, la réduction des résidus destinés à l'élimination permet d'économiser l'espace occupé dans les lieux d'enfouissement, ce qui en prolonge la durée de vie utile et restreint le besoin d'en créer de nouveaux.

C'est pour faire face à ces défis que le Québec adoptait en 1989, une Politique de gestion intégrée des déchets solides. Cette politique fixait un objectif de réduction de 50 pour cent des déchets envoyés à l'élimination en l'an 2000. En 1989, la quantité de matières résiduelles éliminées était de 5,7 millions de tonnes sur une quantité générée de 7 millions de tonnes. Ainsi, un peu moins de 1,3 million de tonnes de matières résiduelles étaient mises en valeur. Dix ans plus tard, la quantité de matières résiduelles générées était de 8,3 millions de tonnes alors que la quantité éliminée était de 5,3 millions de tonnes. Même si cela représente plus de 3 millions de tonnes de matières résiduelles mises en valeur, soit plus du double qu'en 1989, le taux de réduction à l'élimination n'était que de 10,8 pour cent, très loin de l'objectif de 50 pour cent de la politique de 1989, et cela en partie parce que les matières résiduelles générées avaient augmenté de 1,3 million de tonnes.

Modifications proposées à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 2009-2019

C'est dans ce contexte qu'en 1998, le Québec adopta la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008 ayant pour objectif global de mettre en valeur plus de 65 pour cent des 7,1 millions de tonnes de matières résiduelles pouvant être mises en valeur annuellement. En 1998, la quantité de matières résiduelles éliminées était de 5,3 millions de tonnes sur une quantité générée de 8,3 millions de tonnes. Ainsi, un peu moins de 3 million de tonnes de matières résiduelles étaient mises en valeur. Six ans plus tard, la quantité de matières résiduelles générées était de 12,9 millions de tonnes alors que la quantité éliminée était de 6,7 millions de tonnes. Bien que la mise en valeur des matières résiduelles a augmenté pour se fixer à 6,2 millions de tonnes, les objectifs de mise en valeur fixés à 65 pour cent n'ont pas été atteints. De plus, depuis l'implantation de la Politique en 1998, la quantité de matières résiduelles générées a augmenté de 4,6 millions de tonnes.

En regard de ce bilan, la présente Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1999-2019 propose une gestion plus respectueuse de l'environnement qui contribue en même temps au développement social et économique du Québec. La Politique intègre les concepts d'une politique de zéro déchet implantée dans plusieurs villes à travers le monde. Le concept de zéro déchet, développé dans les années 1990, repose sur un principe qui tend vers la réduction à la source des déchets. Ainsi, ce type de politique vise non seulement à limiter l'enfouissement, mais également à réduire la consommation des ressources et à favoriser le réemploi et le recyclage des biens.

2. LES PRINCIPES

Les actions que propose la Politique reposent sur les principes fondamentaux suivants.

Les 3RV-E

À moins qu'une analyse environnementale ne démontre le contraire, la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation doivent être privilégiés dans cet ordre à l'élimination dans le domaine de la gestion des matières résiduelles. La réduction à la source sera clairement priorisée auprès de l'ensemble de la population.

La responsabilité élargie des producteurs

Les fabricants et les importateurs de produits assument une grande partie de la responsabilité des effets environnementaux de leurs produits tout au long de leur cycle de vie, y compris les effets en amont inhérents aux choix des matériaux composant le produit,

Modifications proposées à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 2009-2019

les effets du processus de fabrication ou de production comme tel et les effets en aval résultant de l'utilisation et de la mise au rebut des produits.

La participation des citoyens et des citoyennes

La participation des citoyens et des citoyennes à l'élaboration et au suivi des moyens mis en place pour assurer une gestion écologique des matières résiduelles est essentielle à l'atteinte des objectifs. Pour cette raison, les citoyens et les citoyennes doivent avoir accès à l'information pertinente sur le sujet ainsi qu'aux tribunes appropriées dans le cadre des processus menant les autorités à la prise de décision. Les citoyens seront invités à participer à un processus consultatif auprès de leur municipalité afin de déterminer le mode de tarification incitative des matières résiduelles adéquat.

La régionalisation

C'est à l'échelle d'une municipalité régionale, dans le respect des pouvoirs propres aux autorités municipales, que se prennent les décisions quant au choix des moyens et à leur mise en œuvre. Chaque municipalité pourra déterminer comment elle pourra réduire la quantité de matières résiduelles générée et éliminée.

Le partenariat

En assumant son rôle, sa mission et sa part de responsabilité, chaque intervenant contribue à mettre en place de façon cohérente, concertée et complémentaire les moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs et ce, en collaboration avec les autres intervenants qui agissent de même.

3. LES ORIENTATIONS

La Politique québécoise de gestion des matières résiduelles a pour objet :

1° de réduire la consommation des produits générateurs de déchets ;

2° de prévenir ou réduire la production de matières résiduelles, notamment en agissant sur la fabrication et la mise en marché des produits ;

3° de promouvoir la récupération, le réemploi, le recyclage et la valorisation des matières résiduelles ;

Modifications proposées à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 2009-2019

4° de réduire la quantité de matières résiduelles à éliminer et d'assurer une gestion sécuritaire des installations d'élimination ;

5° d'obliger la prise en compte par les fabricants et importateurs de produits des effets qu'ont ces produits sur l'environnement et des coûts afférents à la récupération, à la valorisation et à l'élimination des matières résiduelles générées par ces produits.

4. LES OBJECTIFS

L'utilisation durable des ressources naturelles repose, entre autres, sur une meilleure gestion des ressources que sont les matières résiduelles. L'objectif général de la présente politique est de mettre en valeur la totalité des matières résiduelles pouvant être mises en valeur annuellement d'ici 2019 par l'entremise d'une politique de zéro déchet. Cet objectif pourra être atteint seulement si tous les secteurs de la société y contribuent. Ainsi, des objectifs pour chaque secteur ont été fixés.

Dans les municipalités :

– Mettre en valeur 75 pour cent des matières résiduelles pouvant être mises en valeur d'ici 2014;

– Mettre en valeur 100 pour cent des matières résiduelles pouvant être mises en valeur d'ici 2019;

– Réduire de 5 kilogrammes par habitant la quantité de déchets éliminés par ses citoyens annuellement;

Après avoir adopté leur programme de tarification incitative des matières résiduelles, les municipalités pourront entreprendre les actions de leur choix pour atteindre les objectifs fixés. Des pénalités seront prévues par règlement pour les municipalités qui n'auront pas atteint les objectifs fixés.

(...)

5. LES ACTIONS

5.1 La réduction à la source des produits générateurs de déchets

La réduction à la source de ces produits permettra à l'ensemble de la population d'atteindre les objectifs fixés. Cette réduction à la source permettra de réduire la quantité de déchets

Modifications proposées à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 2009-2019

éliminés. Les citoyens pourront consulter le site Internet : www.mddep.gouv.qc.ca/ afin d'identifier les actions pouvant être mises en pratique.

Cette réduction à la source sera également profitable aux citoyens qui constateront une diminution dans leur tarification incitative des matières résiduelle.

5.2 La planification de la gestion des matières résiduelles

Les municipalités régionales du Québec doivent élaborer un plan de gestion des matières résiduelles conforme aux objectifs de la présente politique au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur des mesures législatives habilitantes. Ce plan lie les municipalités locales qui doivent s'y conformer sans possibilité de retrait. Il lie aussi le gouvernement qui est tenu d'en respecter les dispositions lorsqu'il autorise des installations de récupération, de valorisation ou d'élimination des matières résiduelles.

(...)

5.3 La participation des citoyens et des citoyennes

Les municipalités régionales doivent mettre en place des mécanismes adéquats pour favoriser la participation de leurs citoyens et citoyennes lors de l'élaboration des plans de gestion, de programme de tarification incitative des matières résiduelles et du suivi de leur mise en œuvre.

(...)

5.4 L'éducation et l'information

Les activités d'éducation relative à l'environnement et d'information sur les nouvelles façons de participer à la gestion durable des matières résiduelles sont essentielles. Des outils d'éducation et d'information seront élaborés, adaptés aux différents intervenants et diffusés auprès du plus grand nombre possible de personnes et de groupes. Plusieurs documents seront disponibles dans le site Internet : www.mddep.gouv.qc.ca/.

(...)

5.6 Le soutien aux entreprises d'économie sociale

Une part non négligeable et croissante du secteur de la récupération, du réemploi et du recyclage est occupée par des entreprises d'économie sociale. Ces entreprises créent des emplois durables et de qualité, produisent des biens et services et contribuent à valoriser des matières résiduelles qui autrement seraient éliminées. Plusieurs de ces entreprises d'économie sociale se sont aussi données pour mission de former, d'informer et de

Modifications proposées à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 2009-2019

sensibiliser leur personnel et leur clientèle à une gestion des matières résiduelles plus respectueuse de l'environnement. Elles représentent une richesse inestimable à la fois pour l'amélioration de l'environnement et de la qualité de la vie, et contribuent à la création d'emploi. Ces entreprises doivent occuper une place de choix dans la gestion durable des matières résiduelles.

Pour appuyer la croissance de ce secteur de l'économie québécoise, le gouvernement accordera une aide financière servant au démarrage, au développement et à la consolidation d'entreprises d'économie sociale œuvrant dans le domaine de la récupération, du réemploi et de la valorisation des matières résiduelles.

5.7 La récupération et la valorisation des matières résiduelles

5.7.1 Le renforcement de la collecte sélective municipale

Les entreprises doivent assumer leur responsabilité à l'égard des produits qu'elles mettent en marché et qui après usage deviennent des matières résiduelles. C'est pourquoi le gouvernement a adopté un règlement obligeant les entreprises à caractère industriel ou commercial qui fabriquent ou mettent sur le marché ou distribuent autrement au Québec des contenants, des emballages, ou des imprimés à assumer la majeure partie des coûts de la collecte sélective des résidus. Le règlement fixe des objectifs de récupération à atteindre, oblige les entreprises à rendre compte de l'atteinte de ces objectifs et prévoit des pénalités en cas de non-respect.

Les entreprises concernées peuvent s'acquitter de cette obligation en mettant en place, sur une base individuelle, un système de récupération approprié ou en déléguant à un organisme agréé par le ministre de l'Environnement, la tâche de soutenir financièrement la collecte sélective municipale.

Les entreprises qui ont choisi de se regrouper au sein d'un organisme agréé pour financer la collecte sélective avaient six mois après l'entrée en vigueur du règlement pour conclure une entente avec le ministre de l'Environnement. L'entente contient les objectifs de récupération, objectifs qui ne peuvent être inférieurs à ceux fixés par règlement. Les normes et critères de financement sont définis et approuvés par le ministre dans l'entente et sont fixés en fonction de programmes municipaux de collecte sélective efficaces et performants.

(...)

Modifications proposées à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 2009-2019

5.7.6 La récupération des contenants à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses

Avec un taux de retour de 72 pour cent des contenants vides à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses chez les détaillants, le système de gestion de la consigne doit être modifié. Afin d'accroître la récupération de ces contenants, le montant de la consigne sera augmenté.

(...)

5.10 Le suivi de la mise en œuvre

Un bilan de la mise en œuvre de la présente politique sera rendu public à tous les deux ans. De plus, cinq ans après son adoption, la politique sera réévaluée et au besoin, les orientations seront revues à la lumière des résultats obtenus dans le domaine de la réduction à la source et de la mise en valeur des résidus.

CONCLUSION

La présente politique de gestion des matières résiduelles 1999-2019 convie donc tous les intervenants municipaux, industriels et environnementaux ainsi que l'ensemble des Québécois et des Québécoises à unir leurs efforts à ceux du gouvernement en vue d'assurer une gestion des matières résiduelles plus respectueuse de l'environnement et de la santé des personnes.

ANNEXE 4
BROCHURE SUR LE ZÉRO DÉCHET

Création de l’auteure dans le cadre de son essai (2009).

Zéro déchet

QU'EST-CE QUE C'EST ?

Il s'agit du nouvel objectif du gouvernement du Québec qui vise à détourner de l'élimination la totalité des matières résiduelles, en faisant notamment la promotion de la durabilité des biens de consommation.

L'élimination des matières résiduelles doit être réduite au minimum en appliquant le principe des 3RV-E. Ce principe hiérarchise les actions à entreprendre pour une meilleure gestion des matières résiduelles.

Réduction : Réduire la consommation de certains produits ou leur poids environnemental

Réemploi : Utiliser de façon répétée un même objet

Recyclage : Utiliser une matière récupérée dans un procédé manufacturier

Valorisation : Transformation chimique d'un matériau pour permettre un usage secondaire de la matière ou récupérer l'énergie contenue dans les liens chimiques

Élimination : Éliminer les matières résiduelles de façon définitive

À éviter



À privilégier



QUE POUVONS-NOUS FAIRE ?

Concrètement, tous les québécois peuvent contribuer à l'orientation « zéro déchet » et sont invités à poser les gestes suivants :

- Éviter de consommer des produits enveloppés individuellement
- Boire de l'eau du robinet
- Privilégier les produits durables
- Acheter en vrac
- Éviter l'achat des produits jetables tels :
 - Lingettes nettoyantes pour la maison
 - Couches
 - Rasoirs
 - Vaisselle et ustensiles

ANNEXE 5
CAPSULE RADIO SUR LE ZÉRO DÉCHET

Création de l’auteure dans le cadre de son essai (2009).

TITRE : Zéro déchet
MÉDIA : Radio
DURÉE : 30 secondes
DATE : Janvier 2009

SFX	(Un groupe d'hommes discute dans une salle. Un homme s'approche du micro)
Homme 1 : (30-40 ans)	Bon... bonjour. Moi, c'est Jean-Pierre.
Groupe :	On t'aime Jean-Pierre ! On est avec toi !
Homme 1 : (30-40 ans)	Je sais pas par où commencer mais... depuis que le Gouvernement du Québec a adopté sa politique de zéro déchet, j'ai pu de sac de vidanges à sortir tous les jeudi. Ma femme dit que je ne sers plus à rien. (sanglot)
Homme 2 : (30-40 ans)	On vit tous la même chose Jean-Pierre. On est avec toi !
Narrateur :	Pour savoir quelles autres actions entreprendre, consultez le site commentfaireladiffence.com . Vous y trouverez de l'information vous permettant de mieux consommer et de réduire vos déchets. Un message du Gouvernement du Québec.

ANNEXE 6
BROCHURE SUR LA TARIFICATION INCITATIVE

Création de l’auteure dans le cadre de son essai (2009).

Tarification incitative

QU'EST-CE QUE C'EST ?

La tarification incitative vise à tarifier les déchets éliminés par chaque ménage québécois afin de limiter la quantité de matières résiduelles qui se retrouvent dans les lieux d'enfouissement.

La tarification, qui complète l'orientation « zéro déchet » du Gouvernement du Québec, permet à la fois d'inclure tous les coûts liés de près ou de loin à la collecte et au traitement des matières résiduelles et de récompenser le comportement des citoyens qui disposent consciencieusement de leurs matières résiduelles.

LES DÉCHETS, CE N'EST PAS UN SERVICE GRATUIT ?

Le coût de la collecte et du traitement de vos déchets est assumé par votre municipalité. Ces coûts se reflètent habituellement sur le compte de taxe des propriétaires et est inclut dans le loyer des locataires.

La tarification vise à tarifier les ménages en fonction des déchets qu'ils éliminent.



QUE POUVONS-NOUS FAIRE ?

Vous pouvez dès maintenant communiquer avec votre municipalité pour contribuer à l'élaboration de la tarification qui s'appliquera à votre ménage.

Afin de réduire le volume ou le poids de vos déchets, vous pouvez appliquer les actions suivantes :

- Acheter des produits moins emballés;
- Acheter des produits réutilisables plutôt que des produits jetables;
- Acheter des produits recyclables;
- Déposer vos matières recyclables dans les contenants appropriés pour la collecte sélective;
- Déposer vos résidus domestiques dangereux (RDD) à votre écocentre ou au lieu désigné par votre municipalité;
- Déposer vos encombrants (électroménagers, mobiliers,...) dans des ressourceries ou donnez-les à des organismes de charité.

ANNEXE 7
CAPSULES RADIO SUR LA TARIFICATION INCITATIVE

Création de l’auteure dans le cadre de son essai (2009).

TITRE : Tarification incitative
MÉDIA : Radio
DURÉE : 15 secondes
DATE : Janvier 2009

Narrateur :	<p>Selon la nouvelle <i>Politique québécoise de gestion des matières résiduelles</i>, toutes les municipalités doivent réduire la quantité de déchets envoyés aux lieux d'enfouissement.</p> <p>À compter de janvier 2010 votre municipalité tiendra une séance publique d'information sur la tarification de votre collecte de déchets. En y participant, vous contribuerez à l'atteinte des objectifs fixés par le Gouvernement du Québec.</p> <p>Pour plus d'informations visitez le mddep.gouv.qc.ca, section matières résiduelles.</p>
-------------	---

TITRE : Pôpa et Môman y gagnent
 MÉDIA : Radio
 DURÉE : 30 secondes
 DATE : Janvier 2009

Môman :	Ben voyons Ti-Mé qu'est-ce s'tu fais là !
Pôpa :	J'suis fâché Môman, non mais tu vois pas la broue qui m'sort du toupette là !
Môman :	Quessé qu'ya bon sang ?
Pôpa :	C'est rendu qui nous font payer pour nos vidanges ! Après ça va être quoi ? Y vont taxer l'air un coup parti !
Môman :	<p>Bon calme toé là, respire par la narine que tu veux, pis écoute moi. C'est bon pour l'environnement, les sites d'enfouissement débordent de cochonneries. Fallait ben faire kekchose !</p> <p>Mais dis-toi une chose, en jetant moins de cochonneries, tu laisses plus d'argent dans tes poches. Tout le monde est gagnant !</p>
Pôpa :	Ouin, j'avais pas vu ça d'même. Bon ben envoie là on va voir si on peut pas donner le sac à Creton
Môman :	Oh Pôpa....
Narrateur :	Visitez mddep.gouv.qc.ca pour tout savoir de la nouvelle <i>Politique québécoise de gestion des matières résiduelles</i> .

ANNEXE 8
PUBLICITÉS IMPRIMÉES SUR LES PRODUITS DURABLES

Création de l’auteure dans le cadre de son essai (2009).

Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable
Rasoir jetable

Rasoir rechargeable...

Réduisons nos déchets.
Votre choix peut faire la **différence**.

Rasoirs jetables



Rasoir rechargeable...



Réduisons nos déchets.
Votre choix peut faire la **différence**.

ANNEXE 9
CAPSULE RADIO SUR LES PRODUITS DURABLES

Création de l’auteure dans le cadre de son essai (2009).

TITRE : Super 3RV
MÉDIA : Radio
DURÉE : 30 secondes
DATE : Janvier 2009

Homme : (30 ans)	(Ton de confiance) Bonjour, j’dois vous avouer que j’suis pas mal fier de moi
SFX	(Musique de super héros débute en arrière-plan)
Homme : (30 ans)	Aujourd’hui j’ai laissé tombé le rasoir jetable au profit du rasoir rechargeable ! J’ai dit bye bye lingettes jetables et bonjour chiffons ! J’ai dit adieu filtre à café en papier, bonjour filtre en inox !
Homme : (30 ans)	(Crié d’un ton fier) J’ai dit : OUI JE PEUX FAIRE UNE DIFFÉRENCE !
SFX	(Fin abrupte de la musique, ambiance de bureau)
Patron : (50 ans)	(Tousse, mal à l’aise) Michel, quand tu descendras de ton bureau, tu viendras nous rejoindre dans la salle de conférence...
Narrateur :	Petit changement deviendra grand, réduisons nos déchets en adoptant des comportements responsables. Pour savoir comment faire la différence, rendez-vous au : commentfaireladifference.com

ANNEXE 10
BROCHURE SUR LA TAXATION DES PRODUITS JETABLES

Création de l’auteure dans le cadre de son essai (2009)

Taxation des produits jetables

QUELS PRODUITS SONT VISÉS ?

À compter du 1^{er} janvier 2010, les produits jetables suivants feront l'objet d'une taxe :

- Couvert jetable en carton et en plastique (assiette, plat, verre)
- Ustensile jetable
- Briquet jetable
- Lingette nettoyante jetable
- Essuie-tout
- Nappe et serviette de table jetable
- Filtre à café jetable
- Rasoir jetable
- Film alimentaire (pellicule plastique)
- Bouteille d'eau de moins de 2 L.

POURQUOI CES PRODUITS SONT-ILS TAXÉS ?

Parce qu'il existe sur le marché des produits de remplacement, plus durables.

La taxe a pour objectif de réduire la consommation des produits jetables générateurs de déchets, de promouvoir le réemploi et l'achat de biens durables.

COMBIEN CELA COÛTERA-T-IL ?

Cette taxe correspond à 20 % du prix du produit jetable visé. Par exemple, pour un rasoir jetable d'une valeur de 1,00 \$, la taxe applicable sera de 0,20 \$.

Exemples de produits taxés



Exemples de produits de remplacement non taxés



QUE POUVONS-NOUS FAIRE ?

Bien que la taxe sur les produits jetables identifiés soit obligatoire, le consommateur a tout de même la possibilité de choisir un produit de remplacement plus durable :

- Vaisselle réemployable
- Ustensile réemployable
- Briquet rechargeable
- Aspirateur, chiffon, éponge
- Nappe et serviette de table en tissus
- Filtre à café en acier inoxydable
- Rasoir rechargeable
- Contenant réemployable
- Bouteille d'eau réemployable

ANNEXE 11
CAPSULES RADIO SUR LES PRODUITS SUREMBALLÉS

Création de l’auteure dans le cadre de son essai (2009)

TITRE : Capsule comment faire la différence : poivrons emballés
MÉDIA : Radio
DURÉE : 30 secondes
DATE : Janvier 2009

Femme : (30-40 ans)	<p>Ma fille m'a demandé récemment pourquoi on achetait des poivrons emballés individuellement. Je lui ai répondu que c'est le supermarché qui décidait de ce qu'il offrait à ses clients.</p> <p>En réfléchissant, je me suis rendue compte que c'était plutôt moi qui devrait avoir mon mot à dire. J'ai donc discuté avec le gérant qui m'a confirmé que je n'étais pas la seule à penser que c'était une mauvaise idée pour l'environnement et j'achète maintenant des poivrons sans emballage ! C'est bien de savoir qu'on peut faire une différence !</p>
Narrateur :	Pour savoir comment faire la différence, rendez-vous au : commentfaireladifference.com

TITRE : Capsule comment faire la différence : produits électroniques suremballés
MÉDIA : Radio
DURÉE : 30 secondes
DATE : Janvier 2009

Homme : (20-30 ans)	<p>Je me suis acheté une carte mémoire pour ma caméra. C'est incroyable de penser qu'on peut mettre autant de photos sur un si petit objet. Mais pouvez-vous me dire pourquoi un produit si petit vient avec un emballage plus gros que celui de la caméra ?</p> <p>J'ai écrit à la compagnie pour me plaindre. Vous allez me dire qu'un courriel fera pas la différence.... et si j'étais pas le seul à vouloir du changement ? Oublions pas que c'est nous qui avons le pouvoir de faire une différence !</p>
Narrateur :	Pour savoir comment faire la différence, rendez-vous au : commentfaireladifference.com

ANNEXE 12

EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES

Tirées de Fost Plus (s.d.); Conseil National de l’emballage (1998) et Tison (2008, p. 5).

En Belgique

Exemples de prévention

Nutroma

Lait à café - bouteille en verre 200 ml



Avant



Après

En modifiant l'emballage du lait à café Nutroma, Friesland Drinks a réalisé une réduction de poids. En effet, les bouteilles de 100 ml qui étaient emballées par deux (191 g ensemble) et maintenues par un morceau de carton (5 g) sont remplacées par une bouteille en verre de 200 ml (147 g).

Categorie	Boissons
Action de prévention:	Réduction de poids Suppression d'un élément de l'emballage
Société :	Friesland Drinks
Date d'édition :	2003

Tirée de Fost Plus (s. d.).

En France

PHAS

LAIT CORPOREL EN TUBE DE 150 ML COSMÉTIQUE ACTIVE INTERNATIONAL (L'ORÉAL)

1 2 3

conception du produit process conditionnement conception différente de l'emballage **simplification du système d'emballage** optimisation dimensionnelle de l'emballage évolution de matériau mise en œuvre du matériau optimisation logistique



a v a n t

a p r è s

DESCRIPTION DE LA MODIFICATION

L'étui carton de présentation a été supprimé (-18g), et la capsule à vis a été remplacée par une capsule service allégée. La réduction de volume permet de regrouper 42 tubes dans les emballages qui contenaient 24 étuis.

PROCESSUS ET MISE EN ŒUVRE

L'étude technique de cette modification a nécessité 3 semaines de travail.
Mise sur le marché : avril 1998.

RAISON DE LA MODIFICATION

À l'occasion de la rénovation de la formule HYDRA-FUTUR, le marketing a voulu améliorer la visibilité du produit en linéaire et réduire son prix de revient et son prix de vente.

AUTRES BÉNÉFICES

Optimisation de la palettisation de 960 à 1680 UVC.

BILAN DES RÉDUCTIONS

Emballage	UVC	Secondaire	Tertiaire	Global
Grammes	-22	-10,71	-0,06	-32,77
%	-48,9%	-42,9%	-42,9%	-46,7%
Tonnes/an	-6,6	-3,21	-0,02	-9,8

- Augmentation du nombre d'UVC/palette 75%
- Réduction du volume de transport 43%
- Nombre de camions économisés/an 4

Tirée de Conseil National de l'emballage (1998).

Au Québec



Tirée de Tison, (2008, p. 5).